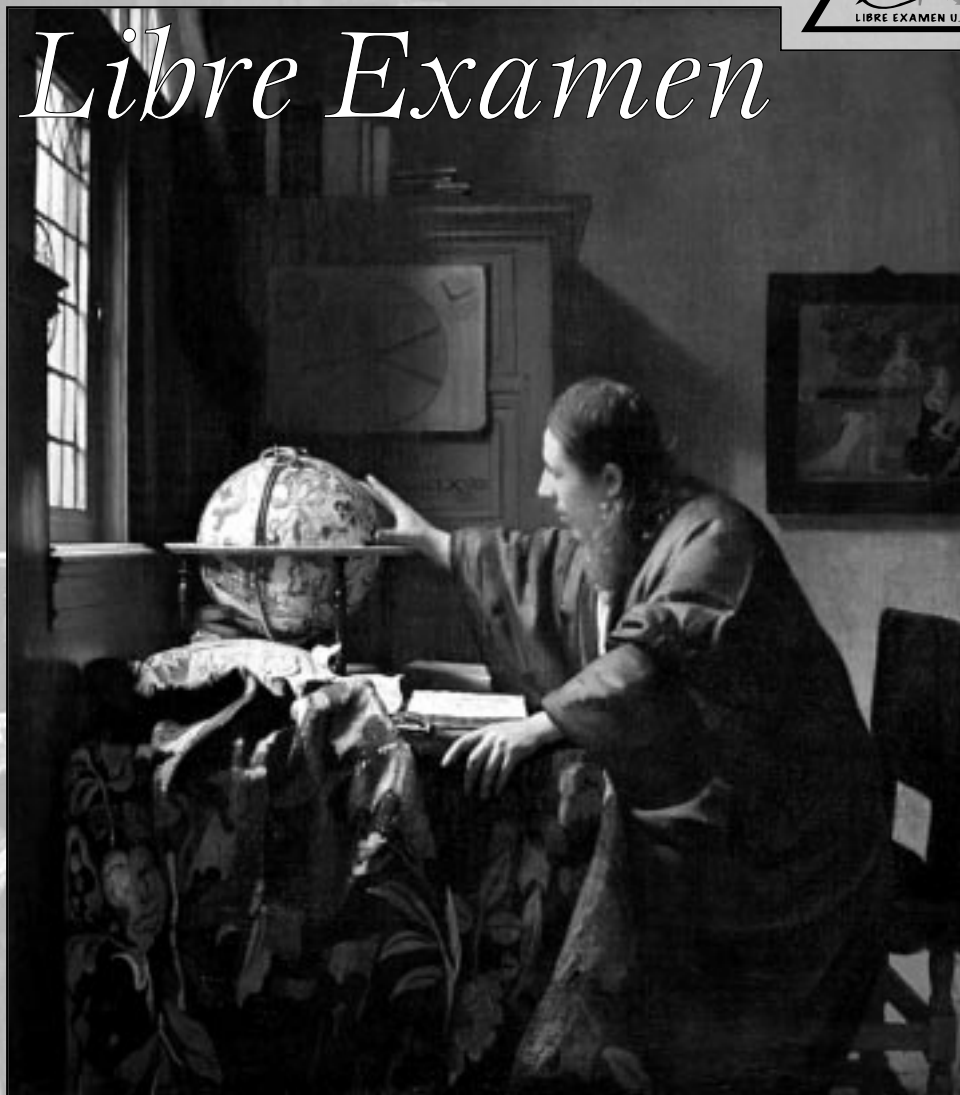


Approches du Libre Examen



70 ans du Cercle du Libre Examen



Avec le soutien de la Fondation Rationaliste

Le Libre Examen

Cercle d'étude de l'Université Libre de Bruxelles



Approches du Libre Examen 70 ans du Cercle du Libre Examen

Le Cercle du Libre Examen a pour objet l'étude et la réflexion critique, le développement et la diffusion du libre-examen. Il s'engage dans la défense des conditions d'exercice et la mise en application du principe et de l'esprit du libre-examen.

Il participe dans la mesure de ses moyens à l'action des organisations promouvant les droits de l'homme, des différents mouvements rationalistes, de la libre-pensée, ou qui défendent la laïcité.

(article 4 des statuts)

Le libre examen implique le refus de tout argument d'autorité, notamment en matière scientifique, philosophique, morale ou politique, la mise en question permanente des idées reçues, la réflexion critique, la recherche active de l'émancipation de l'homme à l'égard de toute forme d'assujettissement, de cléricanisme, de discrimination.

(art. 6 des statuts)

«L'enseignement de l'Université a pour principe le Libre Examen».

(art. 1er des statuts de l'Université).

Comité de rédaction: Antoine Dayez, Stéphane Vanommeslaeghe
Directeur de publication: Philippe Vienne

La rédaction souhaite remercier Jean Spinette, président du Librex 1996-1997, qui est à l'origine de ce projet de réactualisation de l'approche du libre examen, et M. Hadelin Pirlot de la Fondation Rationaliste pour son soutien à nos efforts.

Le Cercle du Libre Examen tient à remercier Philippe Vienne pour son acharnement et son talent sans lesquels cet ouvrage n'aurait pu voir le jour.

Enfin, le Comité tient à remercier l'équipe de polytechniciens pour la conception et la mise en page d'une qualité professionnelle.

Conception graphique: Michaël Manalis.

La reproduction des textes publiés dans ce livre n'est autorisée que sous réserve d'un accord écrit préalable de la Rédaction.

Editeur responsable: Régis Panisi,
Cercle du Libre Examen, mai 1998.

L'Université Libre de Bruxelles et le Libre Examen

Jean-Louis Vanherweghem

Recteur de l'Université Libre de Bruxelles

Une communauté universitaire est, par définition, hétérogène. Ainsi, à l'Université Libre de Bruxelles, avec ses quelque 22.000 membres, se côtoient des professeurs, des assistants, des chercheurs, du personnel administratif, technique, de gestion et des étudiants. Certains y sont plein temps. D'autres, insérés dans la vie économique et/ou politique et/ou sociale et/ou administrative de la Cité, n'y exercent qu'un mandat à temps partiel. Plus de 600 domaines de recherche et d'enseignement y sont développés et plus de 127 nationalités différentes y sont représentées. C'est assez dire le foisonnement des cultures et les différences des approches.

La fécondité évidente de la diversité n'éluide cependant pas le problème, pour une communauté, du plus grand commun dénominateur et celui du plus petit commun multiple.

Il faut souhaiter ainsi que l'individualisme exacerbé, assez caractéristique de l'ULB, ne rende l'un égale à 1 et l'autre voisin de 22.000. Peut-être est-ce là la raison d'un mythe fondateur qui tente de nous persuader que l'ULB est née d'une idée. Notre «histoire» nous rappelle, donc, que les pères fondateurs de l'ULB ont voulu une université «libre», libre à l'égard de l'Etat, libre à l'égard de l'Eglise : *«Examiner, en dehors de toute autorité politique ou religieuse, les grandes questions qui touchent à l'homme et à la société, sonder librement les sources du vrai et du bien, tel est le rôle de notre université, telle est aussi sa raison d'être»* (Th. Verhaegen, 1854).

Ferment initial, le Libre Examen fut statufié en 1971: l'Université Libre de Bruxelles fonde l'enseignement et la recherche sur le principe du libre examen (Article 1 des statuts).

De plus, la tradition (dont le degré de contrainte fluctue au cours du temps) exige des enseignants et des membres de l'Union des Anciens Etudiants (UAE) l'adhésion au «principe du Libre Examen». Enfin, sous la bannière (au sens propre) d'un cercle étudiant, le «Cercle du Libre Examen», l'idée fondatrice se concrétise par des cahiers, des colloques, des conférences, des manifestations et des motions.

Bref, le «Libre Examen» est institutionnalisé à l'ULB.

Cependant, à côté du mythe et des rituels, quelle réalité se dessine sur le terrain?

Pris dans sa stricte définition, le principe du Libre Examen s'apparente grosso modo à celui de la méthode scientifique. Le prendre, dès lors, comme ciment d'une communauté universitaire ne serait guère original. Tout au plus, à l'ULB, l'expression «cela n'est pas libre examinateur» pourrait être un anathème commode à l'usage tantôt des contestataires, tantôt des autorités. Pourtant si le libre exercice de la raison critique s'applique sans trop d'états d'âme aux domaines des sciences expérimentales et exactes, son application aux affaires de la vie politique, sociale, culturelle et économique n'est pas aussi évident. Or, l'Université est dans la Cité. Elle a aussi pour mission d'animer les grands débats de société par l'éclairage qu'elle peut en donner, non seulement grâce aux multiples compétences qu'elle possède, mais aussi parce qu'elle estime avoir des valeurs fondamentales à promouvoir.

Confrontée à cette problématique, l'approche de la communauté universitaire de l'ULB ne fut guère différente de celle des intellectuels occidentaux qui oscille, depuis «la trahison des clercs» et la querelle Aron-Sartre, entre la froide raison d'un scepticisme passif et l'engagement militant.

Au siècle passé, l'engagement fondateur de l'ULB fut l'anticléricalisme. Les pères fondateurs voulaient un enseignement universitaire et un état belge indépendant de l'église catholique. L'ULB n'était cependant pas un foyer d'athéisme. Loin s'en faut. Guillaume Tiberghien qui dominait, avec autoritarisme, la pensée philosophique de l'ULB, fut profondément spiritualiste. Le combat anticlérical, souvent associé à l'image de l'ULB est-il, en nos temps du politiquement correct des lectures plurielles, devenu obsolète ? Je crois qu'il sera malheureusement toujours d'actualité tant que des partis politiques, par définition en quête du pouvoir de gérer la vie publique, se référeront, y compris par leur nom, à une morale dont on peut penser qu'elle n'est pas indépendante des bulles, homélies et pastorales. L'idée fondatrice de l'ULB est donc bien de s'opposer à l'intervention des églises dans les affaires de l'Etat. Elle admet, en revanche, la liberté de chacun à adhérer à une religion et respecte les personnes qui ont fait ce choix.

L'ULB s'est aussi, à l'occasion, engagée politiquement, jusqu'à fermer ses portes, en 1941, lorsque les exigences de l'occupant nazi sont devenues incompatibles avec ses valeurs fondamentales de liberté et de démocratie.

Ainsi l'ULB s'est toujours montrée et se montre toujours très vigilante à l'égard des mouvements d'extrême droite. En revanche, mais ce fut le cas de la plupart des intellectuels occidentaux, l'ULB a fait preuve, parfois, de curieuses mansuétudes à l'égard des totalitarismes de gauche. Un excès d'engagement a parfois fait oublier le Libre Examen aux libres examinateurs. Par exemple, pour avoir refusé de cautionner scientifiquement les théories biologiques de Lyssenko, porte-parole de la «science» marxiste, Jean Brachet fut ostracisé par ses collègues et étudiants, membres de la cellule communiste de l'ULB. On a vu aussi le Cercle du Libre Examen servir d'outil à la promotion d'idéologies, dites «de gauche», mais dont le dogmatisme et l'intolérance étaient bien loin de l'exercice serein de la raison.

Il n'était donc pas inutile de retracer quelques avatars du Cercle du Libre Examen par le témoignage de celles et de ceux, qui, à un moment donné, en ont assuré la responsabilité.

Que le Cercle du Libre Examen 1997-1998 et son Président Antoine Dayez soient remerciés de leur initiative.

C'est aussi l'occasion de rappeler que l'ULB doit exister car sa spécificité est d'offrir à l'enseignement, à la recherche, aux services à la société et aux débats de la Cité une réflexion indépendante. Encore faut-il, pour que tous les membres de la communauté universitaire s'y reconnaissent, qu'en conformité avec le mythe fondateur, le libre exercice de la raison soit respecté : «La pensée ne doit jamais se soumettre, ni à un dogme, ni à un parti, ni à une passion, ni à un intérêt, ni à une idée préconçue, ni à quoi que ce soit, si ce n'est aux faits eux-mêmes parce que pour elle, se soumettre serait cesser d'être» (H. Poincaré).

Jean-Louis Vanherweghem

Recteur de l'Université

Le libre examen à la croisée de l'histoire

Roger Lallemand

J'ai été président du cercle du libre examen de 1952 à 1956. Ces quatre années marquent la transition entre deux époques: le libre examen entre dans une période de division. Sans doute constate-t-on encore la puissance politique du Cercle. Exprimant l'idéal de l'Université, le cercle du libre examen se sentait dépositaire d'un bel héritage de luttes intellectuelles et politiques et d'attitudes idéologiques. On le respectait à travers le principe et il bénéficiait au sein de la communauté étudiante d'alors, plus restreinte et plus homogène, d'une incontestable présence.



Roger Lallemand au procès Graindorge

Les luttes anticléricales occupaient une part importante de l'activité du cercle. Deux mondes qui ne se reconnaissent pas et se connaissent mal, se contestaient sans compromis. Mais c'était une «affaire ancienne».

Le professeur ABEL dépeçait avec énergie et saveur les billevesées d'un catholicisme aussi coloré qu'imaginaire. Ses conférences attiraient des foules d'étudiants admiratifs et ravis. L'époque aimait les débats contradictoires sur les sujets traditionnels. L'on parla longtemps d'un débat éclaté qui opposa le chanoine LECLERCQ et le professeur BARZIN; il en fut de même aussi d'une rencontre entre le professeur ABEL et le père DELEPIERRE. Les Cahiers du libre examen reproduisaient les contesta-

tions de Bertrand RUSSEL: «Pourquoi je ne suis pas chrétien». Ils publiaient des analyses critiques des thèses chrétiennes sur les manuscrits de la mer morte etc. Ces études critiques étaient appréciées. Quarante ans plus tard, l'évolution de l'Eglise sous l'impulsion de Jean XXIII et de nombreux chrétiens conforte le bien fondé des thèses défendues alors par le cercle du libre examen.

Le libre examen — le fait est devenu moins évident — avait alors des militants. Depuis ceux qui, lors de la Saint Verhaegen criaient leurs convictions dans les rues, qui dénonçaient les réunions secrètes du cercle «Thomas MORE», jusqu'à ceux qui s'efforçaient d'unifier leurs pensées et leurs actes politiques au travers d'une rationalité critique.

L'époque, il est vrai, se fondait sur l'optimisme de la raison. L'avenir était ouvert et beaucoup n'étaient pas loin de penser que les croyances religieuses allaient incessamment s'effondrer sous l'impact de la science et de la critique intellectuelle. Un scientisme agressif dominait les esprits mais l'Université d'alors avait conscience d'être un centre militant, un foyer essentiel de rénovation intellectuelle et qui se régénérait dans la pratique du libre examen.

Le prestige du cercle se fortifiait aussi de la proximité de la guerre: la lutte contre le fascisme avait, provisoirement mais profondément, uni libéraux, socialistes et communistes et l'on trouvait dans l'invocation de la résistance des lieux de rencontre et de reconnaissance mutuelle. Tout ce contexte expliquera sans doute pourquoi la vie estudiantine de l'ULB était organisée sur l'adhésion au principe du libre examen, affirmé comme valeur supérieure et comme régulateur suprême.

L'adhésion au libre examen était requise pour exercer des fonctions au sein de la communauté étudiante. Le recteur, en ses discours de bienvenue aux étudiants, vantait l'intérêt d'une participation active au cercle. Celui qui refusait de signer «la formule» — et les catholiques assurément ne pouvaient y souscrire — était privé de tout droit de vote et d'éligibili-

té dans les assemblées facultaires et à l'assemblée générale de l'association générale des étudiants. L'expression publique d'une confession catholique n'était pas tolérée. L'on connut une assemblée mémorable au cours de laquelle le président du libre examen et la vice présidente de l'A.G. qui, pour satisfaire le conformisme de leurs parents s'étaient mariés à l'église, furent priés de donner leur démission.

Une conviction dominait toutes les démarches: la science, l'éducation, la liberté d'expression ouvraient chaque jour un monde nouveau. Elles structuraient un avenir heureux.

«Voyageur sans bagage», la jeunesse d'alors toisait l'univers au travers de ses lunettes libres examiniistes: le cercle du libre examen débattait des grands sujets: «Libre examen et capitalisme», «libre examen et colonialisme», «libre examen et marxisme».

Le cercle du libre examen, sur fond du crédit dont il jouissait, entendait étoffer son domaine, y intégrer une conception universaliste de l'homme et une idéologie progressiste. Ainsi il prit position sur le racisme et le déclara incompatible avec les exigences de l'idéal de l'ULB. En ma qualité de président du libre examen, j'ai passé un temps considérable à réaliser le volumineux cahier du libre examen consacré au racisme. Nous fûmes nombreux à décréter que le racisme était radicalement incompatible avec les exigences de l'idéal de l'ULB.

D'importantes manifestations furent organisées pour protester contre les discriminations qui frappaient parfois des étudiants étrangers. En particulier, les étudiants noirs...

L'un d'entre eux, citoyen américain, vint me rendre compte de ce qu'à deux reprises on l'avait empêché d'entrer avec ses amis «blancs» dans une boîte de nuit. Nous décidâmes alors d'organiser une manifestation. Des centaines d'étudiants descendirent alors en masse vers l'établissement dont les responsables vinrent présenter des excuses publiques.

Des membres du cercle furent aussi exclus, pour fait de racisme, de l'Association Générale des étudiants.

Une communauté progressiste se retrouvait avec bonheur dans l'adhésion à la longue histoire de la liberté de pensée. Elle se soudait autour d'une conception de l'homme et l'affirmation au sein de chaque homme d'un magistère autonome.

L'année 1956 va connaître la rupture avec cet unanimité heureux.

Le cercle du libre examen fut requis de prendre position sur des problèmes de politique étrangère. Sur l'expédition anglo-française à Suez et la répression soviétique en Hongrie.

Ce qui s'est passé en 1956 fut une date clé. Au cour de ces événements s'affirmait la rupture progressive entre ceux que le libre examen avait pu réunir en de multiples combats.

Pourtant, en 1956, l'ensemble des étudiants se regroupa encore sous la bannière du cercle pour soutenir la politique scolaire du gouvernement socialiste-libéral (le seul qui ait existé dans l'après-guerre).

Il y eut une manifestation énorme à laquelle plus de 3.000 étudiants participèrent mais quelques mois plus tard, la communauté ULBiste se divisait. Deux manifestations opposées et hostiles défilèrent le même jour. L'une pour condamner le «colonialisme» anglo-français. L'autre pour dénoncer l'invasion soviétique de la Hongrie. L'on évita de justesse une rencontre qui eut pu être dramatique.

Ainsi le cercle du libre examen était-il divisé par la montée d'engagements idéologiques nouveaux.

Une modification structurelle de la vie politique faisait passer au second plan, le clivage fondamental «catholique-libre penseur». Beaucoup esti-

maient, non sans raison, qu'il ne traçait plus la frontière politique principale en deçà de laquelle chacun devait établir son camp.

Des conceptions radicales d'une société idéale, mais conçue comme anti-modèle de celle dans laquelle nous vivions, opposaient fondamentalement les esprits.

Beaucoup d'étudiants de gauche s'affirmèrent dans des cercles extrémistes, maoïstes, trotskistes. Il s'agissait souvent d'étudiants d'une belle stature intellectuelle. Le verbe d'une nouvelle radicalité qui se voulait porteuse d'un nouveau monde faisait mépriser ou oublier celui de l'ancienne: ce n'était plus vraiment la science qui allait vaincre les ténèbres et unifier les esprits. Une raison nouvelle entendait approfondir la division d'une société et la détruire par la révolution.

Un nouveau clivage politique divisa l'Université en des camps hostiles et l'antagonisme qui les opposa se répercuta au sein du cercle du libre examen.

Ce cercle restait sans doute un centre vivant mais il ne faisait plus aisément l'unanimité. Il ne pouvait plus être vraiment le centre culturel et idéologique qu'il avait été pendant un long passé.

La guerre d'Indochine et ensuite la guerre d'Algérie avivaient les divergences. Le tiers monde naissait alors contre l'Europe, dans le prestige ambigu de révoltes nationales qui se paraient des couleurs d'une révolution internationaliste. En même temps, la démocratisation de l'Université, qui se marquait par l'accroissement constant du nombre des étudiants modifiait petit à petit l'image et le rôle de l'université dans la société. Ainsi se creusait la fissure qui allait distendre les liens d'une communauté de pensée et de moeurs soudée par de très longues traditions. Et ceux qui les défendaient commençaient à manquer de conviction.

En 1956, après l'invasion de Suez et la répression de la Hongrie s'est effondré dans la conscience étudiante l'idée rassurante d'un monde

rationnel, structuré par un progrès nécessaire et qui se déterminerait à partir du débat intellectuel, du respect d'autrui, de la confrontation pacifique des points de vue ou encore qui serait protégé par un ordre international solide.

La violence, méprisante et superbe, émergeait à nouveau dans l'idéologie comme principe absolu et comme solution idéale des conflits. Nous avons connu alors le temps de cette radicalité idéologique. Elle s'affronta avec ce monde «bourgeois» dont elle était issue, jusqu'à s'anéantir.

Elle conduisit certains étudiants vers des mouvements terroristes. Dans les années 70, après une vie médiatique exceptionnelle, ceux-ci allaient sombrer dans l'indifférence et l'oubli. Depuis lors, nous l'apprenons chaque jour, c'est une extrême-droite qui espère monter aux créneaux de l'Histoire.

Ainsi, après la renaissance d'une cassure fondée sur l'affrontement entre deux mondes différents, et l'effondrement de l'Union soviétique renaît l'espoir d'un monde régi par le débat intellectuel, la confrontation démocratique des points de vue, etc. Mais le vide n'est pas comblé, l'insatisfaction dominée. Car, chose étrange, il n'y a pas de débat fondamental, il n'y a pas de confrontation de points de vue essentiellement divergents sur l'avenir d'un monde, qui, petit à petit, affirme qu'il n'a plus de «futur».

L'histoire recommence un nouveau parcours. Elle ne s'arrêtera pas à ce carrefour bloqué.

Le voyageur libre examinateur a encore de longs chemins à explorer et de grandes causes à défendre.

Roger Lallemand

Président du cercle du Libre Examen 1952-1956,

Sénateur

Souvenirs, souvenirs...

Claude Javeau

Au début des années soixante, je crois avoir fait partie d'un «Comité de gestion du Cercle du Libre Examen», qui regroupait alors les représentants des cercles facultaires. La Belgique venait de vivre les

grandes grèves de l'hiver 1960-1961. Le mot «fédéralisme» venait de passer au statut de mot d'ordre, lancé par André Renard au moment où le mouvement de grève commençait à s'essouffler. Mais on était aussi au début de ce que l'on appellerait un jour les *Golden Sixties*: la modernisation du monde avançait à grands



Emeutes durant la visite royale au Congo en 1960: le royaume de Belgique perd un sabre et le Congo

pas, l'après-guerre était terminée, la colonisation aussi. On allait voir se répandre la télévision, Gagarine traverser le lointain espace, se raccourcir les jupes, mettre au point la pilule, les avions commerciaux à réaction remplacer les vieux avions à hélice, pousser les transistors comme crocus après la neige. L'U.L.B. comptait alors moins de quatre mille étudiants, dont un tiers de filles. Quand le prof entrait dans la salle de cours, les étudiants se levaient et attendaient d'être invités à s'asseoir. Les décisions des jurys

de délibéré étaient sans appel, on ne pouvait pas reporter une note d'une session à une autre. Les garçons portaient des cravates, les filles ne portaient des pantalons qu'en hiver. On fumait sans mauvaise conscience. On ignorait le politiquement et le moralement corrects. On voyageait plus souvent en tram (c'étaient alors les lignes 4 et 16 qui passaient à l'embouchure de l'avenue Héger) qu'en bagnole personnelle. Il n'y avait alors, outre la fac de médecine à la Porte de Hal, qu'un seul campus, et on n'y connaissait pas de problèmes de parking. Sartre venait parler au Centre Rogier, et c'était la guerre d'Algérie, qui n'en finissait pas de finir (déjà!).

Et surtout, nous jouions à la politique. Les cercles politiques pratiquaient la surenchère des slogans, des tracts et des conférences-débats. Lors de l'épisode de la Baie des Cochons, le président du Cercle des étudiants socialistes m'avait pratiquement intimé l'ordre de signer une pétition en faveur de Fidel Castro, me tenant le raisonnement suivant: «Si tu es contre Franco (ce que j'étais, évidemment), tu es pour Castro». J'avais trouvé ce raisonnement spécieux, et avais invoqué le principe du libre examen pour étayer mon droit à la réflexion à tête reposée. C'est à cette époque que j'ai relancé un journal au titre alors à moitié oublié, le *Bruxelles Estudiantin*. Dans mon premier éditorial, j'invoquais Camus: «le plus grand courage, c'est encore de regarder la mort en face, comme le soleil». J'ignorais alors qu'il prenait ainsi le contrepied de La Rochefoucauld (Maxime n°26): il faut dire que j'étais inscrit à l'Ecole de Commerce, qui n'est pas un lieu favorable à la fréquentation de la littérature classique. En ces temps-là, P.C. voulait encore dire «Parti Communiste» (il y en avait deux en Belgique, l'un, fidèle à l'U.R.S.S., que nous appelions les «Krouchs», et l'autre, partisan de la Chine, que nous n'appelions pas encore les «Maos»: chacun d'eux possédait son pseudopode en terrain universitaire, et celui des deux cercles qui écoutait les voix de Pékin avait pour principal animateur un certain Graindorge) et non *Personal Computer*, ce qui obligeait à composer le journal de manière traditionnelle, chez un imprimeur appelé *L'Efficient*, où nous nous initions

aux joies du marbre, ignorées à présent des étudiants en journalisme (mais que n'ignorent-ils pas?).

Entre les cercles politiques, l'invective tenait le plus souvent lieu d'argument, et le Librex tentait vainement de provoquer des réunions où les affrontements seraient loyaux et dignes de jeunes intellectuels. Il faut se rappeler aussi que si l'université était encore bilingue, les controverses linguistiques n'y jouaient guère de rôle. Le Cercle des étudiants libéraux était d'ailleurs présidé par un certain Herman de Croo, le dernier ami déclaré de feu le Maréchal Mobutu (les crocodiles aient son âme!). On parlait beaucoup de l'Algérie, de libération sexuelle, de Lumumba et de Castro, pas encore du Viêt-nam, pas beaucoup des problèmes belges. Nous avions déjà pris l'habitude de vivre par procuration les résolutions des autres. C'est sans doute que le mot «révolution» avait encore un sens. Plus tard viendrait soixante-huit, le pâle pastiche des événements parisiens, suivi de la co-gestion, des nouveaux statuts de l'Université. J'allais entamer ma carrière d'enseignant, modestement, en qualité d'assistant «volontaire» du grand Henri Janne. On ne parlait pas encore de «gestion des ressources humaines» (avatar savant et politiquement correct de la manipulation du petit personnel), et aucun diplômé ne s'attendait à se retrouver en chômage. Au début des années soixante, j'avais vingt ans, et sur ce volubile et léger campus-là, j'interdisais à quiconque de dire que ce n'était pas le plus bel âge de la vie.

Claude JAVEAU *

Professeur de sociologie à l'U.L.B.,
Directeur de la revue de l'Institut de Sociologie

* Ing. comm. Solvay 1962. Aujourd'hui professeur (ordinaire) de sociologie. Pas vraiment digne de figurer au Panthéon de l'Ecole de Commerce.

1970: le Librex entre la colombe et les brutes*

Josy Dubié

Lutte de libération en Afrique, Semaine Patrice Lumumba, Antisémisme en URSS, Liberté de la Presse, ... les thèmes abordés par le «Librex» en 1970-71, illustrent l'engagement «Droits de l'Homme» de l'équipe en place cette année-là.

Pourtant, dans la foulée de Mai 68, les différentes fractions de la gauche et surtout de l'extrême gauche tenaient le haut du pavé sur le campus de l'ULB. Ces différentes fractions (trotskistes, maoïstes, «kroucheviens» (sic), anarchistes, syndicalistes), passaient le plus clair de leur temps à s'entre-déchirer. Résolument progressistes, nous étions cependant rebelles à toute forme d'embrièvement partisan.

C'est sans doute pourquoi nous sommes apparus comme le compromis idéal et élu, par une coalition progressiste, à la tête du Cercle en 1970.



La guerre du Vietnam: le Libre Examen ne pouvait rester neutre

Engagé, mais esprit libre, je détestais, et déteste toujours, viscéralement, tout intégrisme et dogmatisme qu'il soit politique, religieux ou philosophique. Pour moi, le doute a été, et sera toujours fécond. Non pas frein pour l'action, mais au contraire élément capital pour la tolérance, vertu essentielle à mes yeux. Ecouter, entendre des avis et des points de vues différents, permet seulement, je pense, de décider en connaissance de cause. C'est en tout cas l'attitude que j'ai essayé d'adopter dans ma carrière comme journaliste à la RTBF, puis comme fonctionnaire auprès des Nations Unies. Elle n'est pas facile. Les certitudes sont plus rassurantes, mais servent-elles mieux la recherche de la vérité?

Avec le recul, je ne regrette pas l'année passée à la tête du «Librex».

Nous étions alors l'un des rares endroits où les nombreux étudiants étrangers présents sur le campus étaient écoutés et souvent entendus. Menacés, déjà, par des mesures relatives à caractère discriminatoire, les étudiants étrangers ont trouvé chez nous aide et réconfort. Le Librex, bientôt rejoint par des milliers d'étudiants de tout le pays, est ainsi passé à l'action, prenant l'offensive contre le ministre de la Justice de l'époque, le socialiste flamand Vranckx. Manifestations, bagarres, ont forcé le pouvoir à reculer sur certains points. Avec d'autres, nous avons créé une sorte d'assurance mutuelle, «Solidarité Etudiants Etrangers» pour contourner les restrictions imposées par la nouvelle loi. La S.E.E., établissait des listes de volontaires et assurait les personnes garantes, que la nouvelle loi imposait de trouver pour chaque étudiant étranger. Des milliers d'étudiants, venant des quatre coins du monde, ont ainsi bénéficié de ce système pendant des années.

La grande «affaire» pour nous cette année-là fut cependant «l'affaire du Cercle des Nations». Un groupe de sympathisants de la junte militaire au pouvoir en Grèce avait organisé une soirée, dans ce cercle huppé et privé, juste en face de l'ULB, pour célébrer l'anniversaire de la prise de pouvoir par les colonels grecs. Informé, le Librex avait appelé à manifester pacifiquement devant ce bâtiment. Je puis affirmer que telle était notre intention. Cependant, d'autres en avaient décidé autrement. Sous une pluie de bouteilles et d'objets divers les quelques policiers gardant le bâtiment

n'ont pas eu d'autre choix que de s'enfuir. Pris au piège, les sympathisants des colonels n'en menaient pas large. Renfort de police et escadrons de la gendarmerie appelés à la rescousse ont transformé le campus en champ de bataille pendant plusieurs jours. Il y eut des scènes homériques. Charge, contre charge, autopompes contre bulldozer, toute la communauté universitaire, à la suite du «Librex», faisait bloc contre la provocation des sup-pôts des colonels grecs, exigeant la rupture des relations diplomatiques. Au moment du bilan, l'on se contentera du rappel du chargé d'affaires, et de la rupture des relations culturelles. Comme dirait Alain Souchon «C'est déjà çà!».



Les événements du Cercle des Nations: la gendarmerie tire à la grenade sur la Cité universitaire.

Les hasards de la vie ont voulu que je vive sur place, comme reporter, quelques années plus tard, le renversement du colonel Papadopoulos et de saunte fasciste. Je n'oublierai jamais le visage heureux de ces grecs débarassés de leurs brutes galonnées. Le «Librex» n'a sans doute pas renversé la dictature des colonels grecs, mais en mobilisant des milliers de belges il a contribué à son isolement et au refus de sa «normalisation». Cela les Grecs, sous la botte, je m'en suis rendu compte, le savaient et nous en étaients reconnaissants, car il n'y a rien de plus terrible pour un peuple qui souffre que de se croire abandonné.

Refuser et combattre l'inacceptable, le racisme, les violations des Droits de l'Homme, l'exclusion. Les tâches ne manquent pas pour le Librex d'aujourd'hui et pour ceux de demain.

Les peuples qui souffrent et se sentent abandonnés, Algériens, Kurdes, Palestiniens, peuples des Grands Lacs, Tibétains, Timoriens, Sahraouis, etc., doivent nous interpeller. Leur souffrance devrait aussi être la nôtre.

Ce que peut faire le Librex pour eux est sans doute peu de chose, mais il faut le faire. Car aujourd'hui comme hier le «Librex» devrait rester, je pense, cette caisse de résonance amplifiant le cri de ceux qui, partout dans le monde, mais aussi chez nous, luttent pour la liberté et la démocratie.

Josy Dubié

Président du Librex 1970-1971,
Grand reporter

* Le titre est de la rédaction

*L'Ambassadeur de Grèce
et Madame Basile G. Calverras.*

*vous prient de leur faire l'honneur d'assister à la
réception qu'ils donneront au Cercle des Nations,
Avenue J. D. Rossierott 25, à Bruxelles, à l'issue
de la Conférence de Monsieur Ray Nikels,
Président de l'Association Europe-Grèce.*

L'invitation qui a mis le feu aux poudres...

Pour une université engagée et critique

Ludmila Vondracek

Librex: *Qu'est-ce qui pousse une jeune étudiante dans les années '70 à venir au Cercle du libre examen (c'est une question existentielle) puis à le faire fonctionner quelques années de suite? La satisfaction philosophique de pouvoir «refaire le monde»? La conscience politique? Le sentiment communautaire? Pensez-vous que les générations actuelles soient plus imperméabilisées à l'engagement?*



Quand je suis entrée au Librex en 1977, le cercle était clairement ancré à gauche ; une gauche que je qualifierais de consensuelle et convergente. En effet, diverses sensibilités de gauche se côtoyaient : communistes, trotskistes, socialistes et indépendants dans une moindre mesure.

Nous étions convaincus que les positions du Librex, par le biais de conférences, manifestations, communiqués de presse... contribueraient à changer le monde. Et heureusement qu'on y croyait parce que c'est ce qui nous faisait avancer, bouger, agir au sein de l'U.L.B. mais aussi sur d'autres fronts. Nous nous sentions bien sûr membres de l'«Alma Mater» mais de manière alternative et critique.

Au plan plus personnel, comme étudiante communiste, j'étais clairement engagée et politisée et ce, dans un environnement porteur; beaucoup d'étudiants se sentaient concernés par tout ce qui se passait dans le domaine universitaire (grèves de 1975 contre l'augmentation du minerval) mais aussi de manière plus large dans la politique nationale et internationale. Sur le plan belge, je me dois d'évoquer le combat que le Librex a mené aux côtés du docteur Willy Peers, dans une période de répression visant ceux qui pratiquaient de manière illégale l'avortement. Une image peut-être parlante, à cet égard, c'est la rencontre de dizaines d'étudiants installés à différentes tables dans le hall de la cité, distribuant ou vendant des publications de l'Union des étudiants marocains, de la ligue révolutionnaire des travailleurs, de l'union nationale des étudiants communistes, des maoïstes...

A propos de votre question sur l'imperméabilité des jeunes générations à l'engagement, je serais tentée de dire qu'il faut éviter de donner des leçons. Notre vie à l'Université à la fin des années septante ne s'est pas déroulée dans les mêmes conditions socio-économiques que celles que nous connaissons actuellement. Le sentiment d'appartenance idéologico-politique s'est peut-être mué en sentiments liés à des causes humanitaires plus consensuelles que la politique. Ajoutons encore que le «nouvel ordre économique et mondial» lié à la chute du mur de Berlin n'induit évidemment pas les mêmes débats que dans les années septante.

Librex: Quelques réflexions sur le communisme déchu: cette idéologie a marqué vos années d'université, les années '70 en général, avec une profusion de courants et une notabilité incontestable: les films de Costa-Gavras, les philosophes et intellectuels marxistes. Depuis la chute de l'U.R.S.S. en 1990, ces derniers se sont réfugiés dans une apparente neutralité, une sorte d'abdication face au libéralisme économique comme le laisse entendre un article de Philippe Videlier dans Le Monde diplomatique (Des intellectuels sonnants et trébuchants): est-ce normal qu'une conviction disparaisse avec la mort d'un régime? Se pourrait-il que l'engagement aujourd'hui ne puisse plus être que «politiquement correct»?

Ce que nous voulons dire par là sans vouloir être vexants pour ceux qui gardent foi dans une idéologie communiste, c'est que cette dernière ne semble plus idéologiquement «porteuse», comme elle l'était dans les années'70. Peut-être que les anciens communistes, dont quelques professeurs de notre Université semblent plus timorés par rapport à leurs anciennes valeurs...

Je ne pense pas que le communisme soit une idéologie déchuë; le communisme n'est pas mort avec la fin du régime soviétique et le marxisme me semble encore aujourd'hui un outil d'analyse tout à fait pertinent. Au plan personnel, il me semble intéressant de vous dire qu'il y a deux ans, je me suis engagée dans un mouvement de convergence de gauches (marxistes, communistes, socialistes, trotskistes...); j'y ai trouvé une grande satisfaction dans les réflexions et les confrontations d'idées sur des thèmes chers aux progressistes aujourd'hui: le rôle des femmes en politique, la réduction du temps de travail, la lutte pour l'égalité dans l'ensei-

gnement... cette expérience relativement unique n'a pas abouti puisqu'après deux ans, Gauches-Unies a cessé d'exister essentiellement pour des raisons de conflit politique entre les différentes tendances. Actuellement je ne milite plus dans un parti; du reste, aucun d'entre eux ne me satisfait pleinement. Je préfère à la discipline de parti un engagement politiquement incorrect mais dans le cadre de ma profession d'enseignante, je fais un travail syndical au sein du conseil d'entreprise de mon établissement scolaire.

Librex: Dans le contexte des grands événements de vos années actives dans le Cercle, remettons pêle-mêle la révolution iranienne, les attentats politiques d'extrême-gauche ou d'extrême-droite (Baader-Meinhof, Brigades rouges, assassinats pratiqués par l'extrême-droite sous la tolérance des démocraties occidentales, etc.). Des années très dures en ce qui concerne le terrorisme. C'était aussi l'époque de l'intervention vietnamienne au Cambodge, les otages de l'ambassade américaine de Téhéran. Concrètement, dans cette logique «événementielle», quelle pouvait être la réaction du Cercle face aux «coups de poings» internationaux.

Et en dehors des grands événements, il reste le quotidien. Le quotidien de l'Amérique latine avec les juntas de généraux mortifères (Brésil, Chili, Argentine, Uruguay, etc.), ou l'exploitation du tiers-monde qu'on osait encore appeler «aide au développement», ou encore les pays de l'Est du réalisme socialiste et leurs dissidents. Le quotidien des conflits qui n'en finissent plus: le Liban, la Palestine, ou l'apartheid en Afrique du Sud. Face au quotidien de l'oppression, que pouvait faire le cercle du Libre examen?

Votre question mérite tout d'abord une petite mise au point: je ne pense pas qu'on puisse renvoyer dos à dos l'extrême-gauche et l'extrême-droite ni les problèmes d'exploitation dans le tiers monde avec les «pays de l'Est du réalisme socialiste», comme vous l'ap-

Le Librex s'est toujours refusé à hurler avec les loups.

pelez. Le cercle a toujours refusé «de hurler avec les loups»; cette expression mérite peut-être quelques explications. En 1977, nous avons organisé un grand colloque sur les pays de l'Est et la dissidence en collaboration

avec le comité du 1er mai. Cet événement se voulait alternatif par rapport à tout ce qui se disait sur l'URSS à la fin des années septante. Dans cette optique, nous avons invité des dissidents tchèques, polonais, est-allemands... de tendance progressiste. Il est capital quand on parle d'engagement du Librex à cette époque, de mettre cette attitude en évidence: nous



Le Cercle du Libre Examen se veut apolitique, mais la vitalité de son engagement à différentes époques a souvent tenu à un militantisme politique, parfois critiqué avec virulence. Nous devons cependant nous interroger en ce livre sur une certaine mort des idéologies.

v o u l i o n s
comprendre
et faire com-
prendre mais
de manière
nuancée, en
gardant notre
esprit critique
face à un régi-
me qu'il était
si facile de
stigmatiser. Il
s'agissait là
d'une «pre-
mière mon-
diale» de
réunir des
représentants
de l'ensemble
de la dissiden-
ce démocra-

tique. Ce colloque a eu un impact important au niveau international. A titre d'exemple, une page entière du journal «Le Monde» a été consacrée à cet événement.

Voilà un exemple de réactions parmi tant d'autres face à ce que vous appelez les «coups de poings internationaux».

Nous avons aussi beaucoup milité pour donner la parole à Klaus Croissant, l'avocat de Baader qui était membre des Brigades rouges en Allemagne. Tout cela peut paraître étonnant pour des jeunes de 20 à 25 ans, aujourd'hui, mais il faut savoir qu'à la fin des années septante en Allemagne, des interdictions professionnelles dans la fonction publique

touchaient tout ceux qui étaient membres du parti communiste ou suspectés d'en être proche. Face à cette chasse aux sorcières, le cercle a pris à nouveau une position qui me semble éclairée en invitant, lors d'une conférence, celui que beaucoup diabolisaient en le traitant de terroriste. En Iran, la chute du Shah, a créé au sein du Librex de nombreux débats parfois forts mouvementés; certains voyaient en Khomeiny un espoir de changement dans un pays considéré comme le gendarme des Etats-Unis, d'autres par contre, s'inquiétaient des dérives potentielles du nouveau régime.

Ces quelques exemples démontrent que le cercle se voulait présent dans les débats, la réflexion et l'action concernant la politique internationale. Par ailleurs, au quotidien, nous réagissions par le biais de tracts, de communiqués, de midis du Librex, de réunions diverses avec d'autres organisations progressistes de l'ULB.

Librex: En Octobre 1977, le Cercle organisait une conférence avec Chaïm Perelman et Naïm Khader, représentant de l'O.L.P. à Bruxelles: trois ans plus tard ce dernier était assassiné dans nos rues: consternation dans le pays de Tintin et Milou... En revoyant ces événements aujourd'hui je ressens un sentiment de trahison. Et vous même à l'heure où aujourd'hui encore tout se déboussole en Palestine?

Le sentiment de «trahison» que vous évoquez n'est pas le terme approprié; je parlerais plutôt de révolte face à un processus de paix qui me semble de plus en plus compromis. Je souhaite par ailleurs profiter de l'occasion qui m'est offerte pour rappeler le contexte dans lequel le Librex avait décidé d'organiser cette conférence que je n'hésiterais pas à qualifier d'historique. A cette époque, 4 ans après la guerre du Kippour, la charte de l'OLP interdisait à tout Palestinien de débattre avec un sioniste. D'autre part, l'ONU avait assimilé le sionisme au racisme. Dans ce climat, pour le moins tendu au plan international, deux orateurs avaient néanmoins accepté de s'asseoir ensemble à la même table, et d'entamer un dialogue sur la question de la paix au Proche-Orient: Naïm Khader, représentant de l'OLP en Belgique et Chaïm Perelman, professeur à

l'ULB et à l'université hébraïque de Jérusalem, incarnant le mouvement sioniste. En accord avec les deux conférenciers, il avait été convenu, dans le respect de chacun, de donner la parole en premier lieu à C. Perelman.

Trois ou quatre minutes après le début de l'exposé, dans un Janson débordant de participants, quelques militants pro-palestiniens hostiles à un débat démocratique, ont interrompu avec violence C. Perelman. Ils voulaient s'opposer à la participation de N. Khader à ce type de débat et par la même, empêcher purement et simplement toute tentative de discussion. Rappelons, en outre, que ces militants étaient, au sein du mouvement palestinien, totalement opposés aux idées de Khader, assassiné, comme vous le signalez, trois ans plus tard. En vous racontant tout cela, je serais incomplète dans mon récit, si je ne soulignais pas l'attitude très courageuse de notre ami, Marcel Liebman, professeur en Sciences Politiques dans notre Université et militant inconditionnel pour la paix: il a tenté, par la discussion, d'apaiser le conflit, en appelant au respect et au calme ces militants extrêmement radicaux. Pour s'être adressé à ces militants, il a été la cible d'injures les plus ignobles de la part de certains sionistes: dans de telles conditions, il était impossible de poursuivre le débat. La conférence n'a donc jamais eu lieu.

Librex: Les cahiers de 1978 sur le fascisme sont parmi ceux que nous préférons. Vous avez bénéficié du concours de plusieurs professeurs parmi les plus incontournables de notre université: Lucia de Brouckère, John Bartier ou Marcel Liebman. Aujourd'hui, le mot «antifasciste» fait sourire, mais il est vrai que nous sommes les années du «sarcasme» et du ricanement. Pourtant des révisionnistes continuent à diffuser leur poison, bénéficiant même du soutien (très) aveugle de prêtres médiatiques (l'Abbé Pierre au cours de l'affaire Garaudy): faut-il craindre plus que tout le silence des pantoufles et les intellectuels pantouflards?

Le Cahier sur le Fascisme. Par rapport aux liens que l'on avait avec l'extérieur, je pense qu'il faut signaler qu'on a tiré ce cahier à plusieurs milliers d'exemplaires, plus ou moins dix mille, dont deux-trois mille commandés par la Centrale F.G.T.B. des métallurgistes. Et ce, dans le but

de faire de la formation de base pour les militants métallos. Je pense que c'est assez emblématique parce qu'on a bénéficié d'une très large diffusion et d'un vaste relais vers l'extérieur.

Aujourd'hui le mot antifasciste fait sourire? C'est terrifiant! Je me disais quand même que là, c'était un terrain assez consensuel. Parce que être antifasciste, c'est quelque chose qui semble assez évident, basique même. Une problématique passée? Je pense que ce n'est pas vrai, je pense que c'est peut-être le cas dans la communauté universitaire, mais pas dans le monde du travail. Le Librex a toujours été, de toute évidence, antifasciste depuis 1930... Je voudrais évoquer le fait que Le Pen avait été invité à la fin des années septante par le Cercle de Droit face à deux contradicteurs sur le thème de la peine de mort. Il s'agissait d'un débat tout à fait déséquilibré dans la mesure où le cercle de droit opposait un président du FN donc un politique, à deux contradicteurs qui allaient prendre position sur des valeurs éthiques et morales. On s'est évidemment mobilisé de manière assez radicale avec un slogan «c'est dans l'oeuf qu'il faut écraser la peste brune qui s'est réveillée». Cette conférence n'a finalement pas eu lieu. Il y a eu d'autres moments où le Librex s'est mobilisé contre le fascisme; à l'occasion de conférences sur la guerre, l'extrême droite, sur la résistance hier et aujourd'hui. Je pense en tout cas que ceux qui étaient au Librex avec moi, sont restés, malgré leurs appartenances diverses au plan politique, de très virulents antifascistes. J'en suis profondément convaincue. Je vais prendre un exemple, je suis allée assister à la prestation de serment des élus communaux à Saint-Gilles, où il y avait pour la première fois trois élus du «Front national» qui entraient au Conseil communal. Le Front antifasciste avait mobilisé tous les antifascistes. Les élus communaux, échevins, etc. qui arboraient le triangle rouge du front antifasciste, des libéraux aux P.S.C., en passant par les socialistes évidemment. Il existe dans le monde politique, des poches de résistance antifasciste. Peut-être des gens qui sont héritiers de l'éthique et de la morale qui a été portée notamment par le Libre Examen. J'y ai du reste retrouvé de vieux amis du cercle (Denis Stokkink, Martine Feron)

C'est clair qu'on mobilisait très rapidement sur le problème de l'antifascisme il y a vingt ans, *sans sourire*. Par rapport à cette conférence de Le Pen, il était clair pour nous qu'il était impossible que l'Université qui avait

été fermée pendant la guerre, où le groupe G s'était fait connaître par des hauts faits de résistance, puisse accepter un tel débat.

Librex: En entrant à l'U.L.B., nous avions une attente, celle de découvrir cette bouillière intellectuelle dont on nous avait parlé, ce lieu de rencontre, de débats d'idées, ce lieu où l'on refait le monde. A cet égard, le désinvestissement général est plutôt consternant... L'U.L.B. est-elle devenue une boîte à diplômés?

Je pense que c'est fort le produit de la société dans laquelle on vit. C'est trivial de dire ça, mais c'est la loi de la compétitivité, c'est «marche ou crève», et il y a des étudiants qui se disent qu'ils n'ont pas le choix, qu'il faut qu'ils réussissent avant tout, et pour lesquels l'engagement n'est pas une priorité. Nous, nous allions à l'Unif pour étudier bien sûr, mais aussi parce qu'on était engagé, parce que l'on savait qu'on allait trouver les copains en montant l'escalier pour aller manger, en montant deux volées d'escalier pour aller au Librex où il y avait toujours des discussions, où on préparait des conférences, des débats, des cahiers. A ce niveau là, je pense qu'on a été privilégiés. C'est vrai qu'on était aussi très nombreux au Librex; il y avait à l'époque plus de mille membres.

C'était un engagement individuel, personnel, et politique d'être membre du Librex. Peut-être que c'est moins ressenti comme une valeur de base par les étudiants aujourd'hui. Ils se sentent moins investis de ce «sens de l'engagement», puisque c'est le titre que vous avez donné à votre plaquette. (Le libre examen et l'engagement). Pour conclure, je voudrais ajouter que tous les étudiants qui sont passés au Librex ont été quelque part un peu nourris de cet idéal: on ne peut pas avoir passé à la fin des années septante un, deux ou trois ans au Librex sans être dans notre quotidien investi, à quelque niveau que ce soit, de ce qui a fait notre combat pendant ces années.

Ludmila Vondracek,

Secrétaire général du Cercle 1977-1979

Professeur à l'E.P.F.C.

Etre libre examinateur en 1980

Marc Uyttendaele

La raison critique face aux idéologies

C'était, en 1980, au temps où l'Université, déjà nostalgique, se souvenait encore de Mai 1968 mais entraînait imperceptiblement dans l'époque que nous connaissons aujourd'hui.

La révolution était morte, mais nous rêvions encore de la faire revivre... Nous adhérons à l'un ou l'autre de ces groupuscules antagonistes, atomes multiples d'une extrême-gauche en voie de déshérence.

Nous nous agitions. Nous faisons beaucoup de bruit mais nous éprouvions déjà bien du mal à masquer la masse compacte silencieuse et studieuse des étudiants.

J'avais vingt ans et je suis devenu président du Cercle du Libre Examen.

D'autres que moi savent pourquoi «on» m'avait demandé de devenir président du Cercle. «On» était partout. «On» était une nébuleuse d'anciens responsables du Cercle qui n'avaient jamais pu quitter les lieux où ils avaient été heureux. Ils étaient les gardiens de la loi, les garants de l'engagement du Cercle et de sa pérennité.

Il y avait la secrétaire administrative, femme de caractère, pilier du Cercle, chantre d'une gauche dure. Elle avait vu défiler des générations d'étudiants et s'était identifiée avec le lieu. Nous nous sommes beaucoup heurtés, elle et moi, mais il y eut, je crois, un respect mutuel, presque l'ébauche d'une tendresse. Il y avait des objecteurs de conscience, qui



*Week-end Librex à Chooz
(1980)*

étaient parfois d'anciens présidents, revenant en terrain conquis sur le lieu de leurs exploits passés. Il y avait d'anciens dirigeants du Cercle qui ne pouvaient admettre que les années passaient et qui se sentaient investis du rôle de maintenir un «esprit maison», une «orthodoxie politique», une «certaine conception du Cercle». Ce petit monde débarquait le lundi midi pour nous «encadrer», nous les clampins qui composaient le Comité...

J'avais vingt ans et j'ai eu la naïveté de croire que lorsqu'on était président, on était le chef. Je croyais n'avoir de comptes à rendre qu'à mon comité...

Je voulais oublier que c'était à «on» que je devais ma présidence. C'était bien là le problème. Je n'avais, pas plus que mes prédécesseurs, de légitimité. Imprégné en profondeur d'une logique marxiste, le Cercle du Libre Examen fonctionnait sur le système de la cooptation. Etre président ne voulait rien dire puisqu'il aurait suffi qu'«on» ait porté son choix sur quelqu'un d'autre.

Je n'ai pas tardé à m'en rendre compte.

Mon année de présidence fut marquée par quelques grandes réussites, par quelques combats sur lesquels nous avons tous pu nous accorder.

Il y eut en particulier ce cahier consacré à la Justice pénale dans lequel nous faisons des constats qui aujourd'hui encore ont gardé l'essentiel de leur actualité.

Il y eut notre engagement auprès de Michel Graindorge. Un avocat de gauche emprisonné par la «justice bourgeoise». Il me fallut du temps pour comprendre qu'il y eut sans doute là un piège. La justice était-elle si bourgeoise? Michel Graindorge était-il si respectable?

Il y eut aussi cette réflexion toujours remise sur le métier sur ce que devait être le libre examen: un engagement et non un angélisme, un ancrage progressiste et non une neutralité frileuse, une liberté d'être et d'agir et non une composante déviée d'une laïcité qui laissait déjà nombre

d'entre nous perplexes. Je n'ai pas oublié l'ironie avec laquelle fut accueillie la proposition qui nous avait été faite de soutenir l'idée d'un Te Deum laïque.

Il y eut notre participation aux travaux du tribunal des peuples sur le Sahara occidental.

Il y eut enfin cette conférence que j'ai présidé devant un Janson électrisé et plein à ras bord. A la tribune, il y avait Michel Graindorge, récemment libéré, Klaus Croissant — l'avocat de Baader, interdit d'expression publique en Allemagne qui s'exprimait pour la première fois en Europe depuis les mesures d'interdiction prises à son encontre — et son avocat encore inconnu, Jacques Vergès. Instantanément, j'ai éprouvé une antipathie radicale pour ce petit homme excité, intolérant et hostile. Cette antipathie ne s'est jamais démentie et aujourd'hui, plus que jamais, je demeure convaincu que lui et moi n'exerçons pas le même métier.

Mais mon année de présidence fut surtout marquée par une lente et profonde dégradation de mes rapports avec «on».

Le temps a érodé mes souvenirs mais comment ne pas oublier les reproches qui m'ont été faits pour avoir sans autorisation préalable du Comité été spontanément manifester devant l'ambassade d'U.R.S.S., le jour de l'invasion de l'Afghanistan. Il y eut un lundi midi une mise en cause publique, dans la plus pure tradition des démocraties populaires puis, pendant de longues semaines, d'innombrables palabres pour aboutir à une position commune sur le sujet. C'était le temps absurde des communiqués sur tout et sur rien. Avions-nous la naïveté de croire qu'un communiqué du Cercle du Libre Examen arrêterait les chars soviétiques ou ébranlerait l'impérialisme américain ou, au contraire, éprouvions-nous un plaisir pervers à nous entre-déchirer sur le choix des mots d'un communiqué dont, dans notre for intérieur, nous savions qu'il n'intéressait que nous-mêmes.

Comment ne pas oublier non plus, que là comme ailleurs, le conflit s'est durci en raison de questions financières. «On» était peut-être moins homogène que l'on ne pouvait le croire en apparence. Un des

gardiens des tables de la loi m'avait discrètement suggéré de m'intéresser aux comptes du Cercle. Il devait m'imaginer plus subtil, plus diplomate, plus politique que je ne l'étais. Le lundi suivant, avec un mélange de candeur et de provocation, j'ai devant le comité du Cercle demandé des explications sur les comptes, sur la «caisse noire», sur les ressources réelles du Cercle. J'ai demandé ce qu'il y avait dans ces armoires fermées à clef et auxquelles je n'avais pas accès. J'ai demandé qui avait la signature des comptes...

Le coopté avait trahi.

Mon comité a éclaté. Il y eut deux clans antagonistes et pour la première fois depuis très longtemps de vraies élections. Il y avait un conflit de générations, un conflit idéologique et un conflit de personnes.

Et pourtant ces élections-là se sont déroulées sur un mode bien étrange. Longtemps après, après les avoir perdues, je compris pourquoi tant d'étudiants marocains, s'étaient subitement épris du programme de l'autre liste. J'ai appris que l'une des premières décisions de mon successeur fut d'offrir un jeu de maillots flambants neuf à l'équipe de football de l'Union nationale des étudiants Marocains... J'avais été présenté comme un dangereux sioniste...

Je n'oublierai pas cependant cette guerre de tranchée, l'importance absurde que nous conférions à des détails, la méfiance et la haine... Je n'oublierai jamais que le soir de la défaite, j'ai traversé une foule compacte, hostile et haineuse, ivre de sa victoire. Je n'ai pas cillé, même si en moi il y avait un remugle de peur et de larmes contenues.

C'était il y a si longtemps déjà. Le temps a passé. Nous avons oublié l'essentiel, mais j'ai reçu à l'époque une extraordinaire leçon de vie. J'ai compris que derrière les plus beaux discours — tous, de part et d'autre, célébrions le libre examen — il n'y a le plus souvent qu'un implacable appétit de pouvoir. J'ai compris que le pouvoir n'existe pas sans légitimité et qu'il appartient rarement à ceux qui en sont les détenteurs apparents. J'ai compris aussi pourquoi je n'étais pas marxiste, je ne pouvais me fondre

dans cette logique intolérante, fondée sur trop d'impératifs catégoriques. J'ai compris aussi que ma brutalité et mon inexpérience m'avaient desservi et qu'il aurait sans doute mieux valu composer et séduire, dissimuler et louvoyer. Mais je n'aurais plus aimé le reflet de mon visage dans le miroir.

Ce qui m'a été le plus précieux, c'est que j'ai appris à perdre, à recevoir des coups et à comprendre qu'il valait mieux garder le respect de quelques êtres chers que de plaire au plus grand nombre.

C'était il y a vingt ans. Le Cercle du Libre Examen ne doit plus, je le suppose, avoir de caisse noire. Il ne doit plus être question de fidélité à Moscou puisque ce Moscou là n'est plus. J'ai croisé, depuis lors, quelques un de ceux qui m'avaient tant détesté et que j'avais tant combattu. Il y eut des sourires et parfois même des connivences. Le temps avait passé. Mais plus jamais je ne suis revenu au Cercle...

Marc Uyttendaele,
Président du Librex 1980-1981,
Professeur de Droit Public à l'U.L.B.



Conférence avec M. Wasterlain (1980)

Un libre-examen désenchanté et impertinent.

Stefan Verschuere

Les Soviétiques s'enlisaient en Afghanistan. La peine de mort était abolie en France. Des milices chrétiennes massacraient les Palestiniens de Sabra et Chatila, et Beyrouth étouffait sous les bombes. Israël menait une guerre dure au Liban. Nelson Mandela était le prisonnier politique le plus célèbre au monde, et l'apartheid un scandale international. Le ministre de la justice limitait le séjour ou l'établissement d'étrangers dans certaines communes. Jean-Marie Le Pen était l'invité d'un bourgmestre bruxellois, mais la question se posait aussi de sa venue



La grande tradition des week-end Librex, à l'ambiance festive, permet de briser quelques jours le caractère studieux de notre engagement. L'adepte du Tai-Chi à droite est Stefan Verschuere.

à l'université. Les CCC faisaient figure de terroristes amateurs: ils provoquaient la mort de deux pompiers. Un professeur de l'université était condamné pour tenue de maison de débauche: un jugement considérait son homosexualité comme une offense à l'ordre des familles. Un ancien président du conseil d'administration de l'université avait quelques velléités politiques à l'égard des immigrés. Les derniers procès pour avortements s'ouvraient. L'écologie devenait un mouvement politique. Lech Walesa était encore sympathique, et l'université se mobilisait pour soutenir les grévistes polonais. Cent mille personnes manifestaient contre l'implantation de missiles

nucléaires. L'ordre noir était soupçonné d'avoir infiltré l'appareil de l'État. Personne pourtant ne se préoccupait vraiment d'analyser ses succès électoraux. Un étudiant de l'université, militant du Front de la Jeunesse, assassinait un immigré dans un café. Gorbatchev accédait au pouvoir et

annonçait la perestroïka. Ronald Reagan et Margaret Thatcher faisaient flamber l'économie, la bourse et les banlieues pauvres. Le pape préparait sa visite en Belgique. Le droit de vote des étrangers, la dépénalisation des drogues douces faisaient l'objet de débats houleux... L'université fêtait son cent cinquantième anniversaire.

Dans la première moitié des années 80, le cercle du libre examen essayait, comme il le faisait depuis longtemps, d'inscrire sa réflexion et son action dans tous les remous du monde.

Nous ne renoncions pas à bâtir une société plus juste, plus libre et plus égalitaire. Cette exigence était, dans notre conception, nécessairement liée à toute pensée libre-exaministe.

Le libre-examen était pour nous une méthode scientifique, un principe fondateur de tout projet social ou politique, mais aussi une philosophie de l'action et de l'engagement.

Pourtant une certaine impuissance éclatait au grand jour.

Les réunions longues, consacrées à l'élaboration minutieuse de communiqués d'indignation ou de soutien à des réalités lointaines, sont apparues bien vaines. Non qu'elles fussent en soi inutiles: elles permettaient parfois la mise au clair des enjeux et des problèmes.

Mais nous parvenions de plus en plus difficilement à nous accorder sur l'interprétation à donner aux événements. Quelques-uns craignaient aussi que des positions par trop radicales ne marginalisent le cercle. La fermeté de ses engagements avait pourtant fait ses succès d'hier.

En réalité, le contexte avait profondément changé.

L'on entendait certains, parmi les étudiants mais aussi parmi les autorités de l'université, s'interroger sur le nécessaire et souhaitable affaiblissement du libre-examen.

Ils ne contestaient pas la méthode scientifique, bien sûr. Mais ils pensaient que rien ne pouvait désormais justifier le militantisme parfois agressif dont nous faisons preuve.

L'époque, il est vrai, célébrait un double triomphe.

L'antique adversaire du libre-examen, l'Église, n'était plus ce qu'il avait été. Le Pape faisait encore scandale en condamnant l'usage des préservatifs, l'avortement ou l'athéisme. Mais l'impact de ses déclarations était considérablement affaibli. Qu'avions-nous encore à faire, alors que les trois quarts de la population restaient indifférents à ses imprécations?

Nous comprenions aussi que la défense de certaines causes qui nous étaient chères, n'était pas toujours mieux assurée par ceux qui contestaient sans nuance le catholicisme. Les mouvements de la théologie de la Libération, en Amérique latine, ou le rôle de l'Église dans les pays de l'Est, ne nous laissaient pas indifférents, même si nous sympathisions plus avec les premiers qu'avec un clergé polonais qui demeurait à de nombreux égards réactionnaire. Nous ne pouvions plus nous contenter des explications sommaires qui réduisaient ces mouvements à une nouvelle duplicité de l'Église pour assurer son pouvoir.

Ensuite, tout annonçait l'effondrement des régimes soviétiques, et l'influence intellectuelle de la pensée communiste, qui était jusque là demeurée grande, se réduisait considérablement.

Nous avons été soulagés et meurtris de la marginalisation de certaines idéologies. Soulagés de n'avoir plus à dénoncer un mensonge permanent, l'incapacité de régimes politiques totalitaires d'être à la hauteur de l'idéal qu'ils affirmaient et souillaient en même temps. Meurtris du crédit que cela donnait à nos adversaires, qui associaient l'exigence transformatrice qui était la nôtre, qui devait caractériser toute pensée libre-exaministe, aux pires dérives totalitaires des régimes soviétiques.

Il faut rappeler que le libre-examen a longtemps été marqué par une absolutisation de la raison, qui a été au cœur de tous les scientismes, mais aussi des visions déterministes de l'histoire.

Tout un courant, qui contestait la pensée marxiste, avait remplacé la société communiste par un nouvel horizon historique indépassable: celui d'une société libérale, régulée par le seul marché. La contestation du dogme nouveau faisait, dans certains cénacles universitaires, mauvais genre.

Mais ces visions du monde, l'une comme l'autre, pouvaient conduire, nous en étions persuadés, à un anti-humanisme, à une négation de la personne, de l'individu, du citoyen...

Nous étions persuadés que la tentation déterministe, c'est-à-dire l'affirmation d'une pensée unique, libérale ou communiste, maintiendrait le libre-examen hors du champ de la réflexion sur les valeurs morales.

Or, à défaut de pouvoir nous accorder politiquement, c'est par-là que nous pensions devoir redéfinir l'engagement libre-exaministe. Les droits de l'homme connaissaient une actualité nouvelle.

Un ancien grand maître du Grand Orient de France, Roger Leray, nous avait interpellés en affirmant à la tribune du cercle que «l'on ne peut à la fois condamner la guerre, la drogue et le racisme, et vivre de la production et de la vente des armes, de la drogue ou de l'exploitation d'une main-d'œuvre sous-payée; on ne peut proclamer son attachement aux libertés, et favoriser, ou même tolérer l'oppression, quelle qu'elle soit».

Qu'était l'égalité, comment la redéfinir sans se contenter de l'affirmation formelle d'un droit? Qu'était la liberté, dans une société libérale? Était-elle devenue le symbole d'un univers désabusé, la liberté de faire n'importe quoi? Justifiait-elle le relativisme moral absolu, qui, par



exemple, permettait aux négationnistes de nous assaillir de courrier pour dénoncer, au nom du libre-examen, «le mensonge d'Auschwitz»? Devait-on dialoguer avec ceux qui tentaient de marquer d'imposture les victimes, qui cherchaient à les transformer en coupables...?

Voilà des questions qui revenaient périodiquement, et qui structuraient nos activités: une vingtaine de conférences par an, un ou deux colloques, quelques expositions, quelques manifestations, drapeau en tête, un bulletin d'information et de débat, l'un ou l'autre «cahier», une série d'entretiens filmés avec de nombreux anciens présidents du cercle. Un bon rythme, somme toute.

Et si nous nous accordions — à tort, je le pense aujourd'hui — avec certains de nos adversaires pour penser que ce que nous faisons ne changerait pas le monde, nous ne renoncions pas non plus à le tenter.

Cette contradiction — qui est celle du fatalisme d'une époque —, nous l'assumions en pensant qu'à défaut de maîtrise, nous gardions en tout cas un droit d'impertinence face à l'événement. C'est peut-être le premier pas de la démarche libre-exaministe.

Stefan Verschuere,
Président du Librex 1983-1985,
Conseiller parlementaire

Nouveaux espoirs pour une fin de siècle*

Eric Mercenier

Le Librex à contre-courant d'une université désengagée

Voilà donc cette nouvelle «approche du libre examen» dont la réalisation figura au programme électoral de toutes les équipes du cercle auxquelles j'ai participé de 1989, comme délégué droit coopté, à 1994, comme président. Je n'ai pas le souvenir d'une équipe qui se soit vu refuser l'approbation de son bilan moral, ou plus modestement qui ait été noyée dans la bière ou désossée par les hordes d'anciens a-neuronés qui envahissaient, et envahissent encore, les assemblées générales du cercle, pour ne pas avoir réalisé cet engagement... Déjà nous expérimentons la volatilité des promesses électorales...

Ce n'est pas là, heureusement, le seul aspect de la démarche politique que nous découvrons. Certes, la constitution de l'équipe du Cercle du libre examen de ces années-là n'était plus l'enjeu d'une lutte politique acharnée. La période où des listes, clairement politisées, voire partisans, s'affrontaient pour le contrôle de l'exécutif du Cercle était bien révolue.

Mais l'action du Cercle, tant au sein de notre Alma Mater qu'en dehors de celle-ci, n'en était pas moins fondamentalement politique, et revendiquée comme telle. Du moins, selon l'expression consacrée dont nos plumes naïves de «militants de la citoyenneté» ont usé et abusé, «la Politique avec un grand P». Nous estimions être les dépositaires de principes fondamentaux, et responsables d'une institution respectée pour sa



Conférence «Veritatis splendor» au Janson, avec le chanoine Pierre de Loch, Marco Abramowicz...

hauteur de vue, conditionnant une certaine neutralité. Nous craignions qu'un engagement partisan trop marqué ne nous prive d'une partie de notre audience et de notre crédit. Nous tentions donc de prendre position le plus nettement possible sur base des principes fondamentaux que nous tenions pour universels: rejet de l'argument d'autorité, respect de la personne et des droits de l'homme, pratique d'une citoyenneté responsable basée sur des droits et devoirs égaux pour tous mais aussi sur des chances égales données à chacun.

Je crois cependant qu'aucun des présidents successifs des années que j'ai passées au Cercle, Karim Ibourki, Laurence Debauche, Jean Tytgat et Renaud Witmeur, ne me contrediront si j'affirme que les activités que nous menâmes étaient empruntées d'une très nette tendance progressiste.

Nous n'avons d'ailleurs pas toujours eu ces fausses pudeurs. Je me souviens que lors des élections législatives de 1991, des membres bruxellois du PRL, Willem Draps et Jacques Vandenhautte, avait commis des tracts électoraux illustrés de caricatures dont le caractère raciste le disputait à la bêtise. Le Cercle avait dénoncé ces torchons et leurs auteurs. Mais le président d'alors du conseil d'administration de notre université, Hervé Hasquin, se présentant sur la même liste électorale que ces tristes sires, nous avons décidé de lui demander de prendre publiquement ses distances avec eux, en sortant du silence qui régnait dans le rang PRL. Nous projetions de le faire par un appel par tract collé dans l'université. Un exemplaire du projet de tract fut envoyé à son destinataire. Il était, il faut le dire, bêtement agressif à l'encontre du président du conseil. Nous nous trompions de cible. Les responsables du Cercle ne tardèrent pas à être convoqué dans le bureau présidentiel. Ce qui se dit, — se hurla plutôt — en présence de l'avocat de l'université (!), relève d'une forme de «colloque singulier», que je ne trahirai pas. Mais ce fut sans aucun doute le moment le plus tendu de notre expérience au Librex... Le tract parut cependant, quelque peu amodié.

La somme d'activités menées par le cercle ne cessait d'augmenter d'année en année. Une continuité était visible entre les équipes, et chacune

avait à cœur de reprendre les activités initiées par ses prédécesseurs, et d'y ajouter de nouveaux événements.

Quand j'ai accédé à la présidence, le cercle organisait une quinzaine de conférences par an, un ciné-club, des expositions. Il relayait diverses activités extérieures sur le campus. Il avait aussi organisé, après les élections de 1991, qui virent une percée électorale de l'extrême-droite, une semaine d'action et de réflexion contre le racisme, en collaboration avec tous les cercles étudiants et avec de nombreuses associations extérieures à l'université, à l'occasion de la publication d'un cahier consacré à l'analyse de l'extrémisme de droite. Le Cercle publiait aussi deux bulletins annonçant les activités du semestre.

Nous avons appliqué la recette du «toujours plus» (si elle a toujours cours, le Librex est devenu une multinationale de l'esprit critique, et vous êtes 200.000 à me lire, pauvre de vous...). Nous reprîmes donc toutes les activités «classiques» du cercle, organisant une vingtaine de conférences, deux expositions (une consacrée à l'ex-Yougoslavie, l'autre à la franc-maçonnerie), des TP librex, des «midis»... Nous mettions aussi un point d'honneur à entretenir des bonnes relations avec des cercles dits «folkloriques», et pour lutter contre notre ghettoïsation, due à notre image «d'intellos pas comiques», nous fréquentions avec abnégation les TD et autres activités orgiaques.

Lors de l'année 1993-1994, la «semaine» fut consacrée à la lutte contre l'exclusion sociale. De très nombreuses activités furent organisées, en collaboration avec tous les cercles étudiants, et des associations extérieures comme des unions de sans-logis ou ATD-Monde. Nous étions soucieux d'allier l'action à la réflexion, mais ne voulions pas faire ce que des associations spécialisées faisaient déjà mieux. La rencontre avec des acteurs de terrain allait nous permettre de dégager les lignes de force d'une coopération utile entre l'université et le monde associatif. Il s'agit de mettre les capacités d'analyse et de prospective que nous offre notre formation au service de ces structures qui n'ont pas les moyens financiers de rémunérer les études de sociétés de services spécialisées. Les travaux

pratiques de cours de droit, d'économie, de sociologie, d'architecture, d'urbanisme, etc. pourraient être utilement consacrés à des études éminemment concrètes. A ma connaissance, ce concept doit encore être exploré. Faute d'une interface adaptée, on n'en exploite toujours pas les riches potentialités.

On le voit, les relations cité-université étaient pour nous une préoccupation constante. Cette volonté de voir les étudiants appréhender le réel et s'inscrire dans une démarche d'acteur responsable dans la société civile, se concrétisa aussi dans le domaine des relations internationales. Le cercle a toujours organisé de nombreuses conférences sur des sujets de politique internationale, sans doute parce que dans ce domaine plus qu'ailleurs, l'information disponible est souvent biaisée, modifiée par les acteurs eux-mêmes. Il est donc important d'offrir aux étudiants la possibilité de rencontrer des personnes-ressources avec qui mener un dialogue critique, ou de permettre le débat libre et ouvert entre tenants de thèses opposées. Nous avons eu l'occasion d'aller un peu plus loin dans ce domaine, en nous engageant concrètement, dans le soutien aux étudiants de l'ex-Yougoslavie.

En 1993, la guerre civile faisait rage dans les Balkans. L'Europe politique faisait la démonstration de son impuissance à agir de manière crédible dans des situations de crise. Le cercle participa à la création de la coordination «Agenda pour la paix» qui avait pour but de faire pression sur l'Union Européenne pour exiger un engagement plus important de sa part pour le rétablissement de la paix. Début novembre, le cercle organisa une journée de solidarité avec l'ex-Yougoslavie.

L'occasion de cette manifestation était la venue à l'université de membres du mouvement d'origine lyonnaise «Etudiants pour Sarajevo», mouvement dont l'objectif était d'établir vers la ville assiégée un véritable «corridor pédagogique», à l'instar du corridor humanitaire, pour lutter contre l'isolement intellectuel dans lequel étaient cloîtrés les habitants, et particulièrement les étudiants. La construction du «corridor» passait par

les moyens suivants: jumelage des facultés de l'Université de Sarajevo avec des facultés d'Europe, exportation de matériel pédagogique (y compris le matériel élémentaire nécessaire à l'enseignement dans des conditions de guerre: groupe électrogène, bougies pour éclairer les caves etc.), échanges de professeurs et d'étudiants, création d'un centre culturel et de communication, réseau informatique relié directement à la ville martyre... Cette organisation, qui compta bientôt des partenaires dans de nombreuses villes universitaires de France, de Suède, d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne et de Belgique, s'est vue remettre en 1994 le prix Olof Palme, sorte de «prix Nobel de l'humanitaire».

Cette journée fut l'occasion de rencontrer les fondateurs d'un mouvement né à l'UCL, au sein de l'association des Etudiants, Flying University, qui visait à maintenir un échange culturel avec des universités de toutes les régions de l'ex-Yougoslavie. Comment ne pas songer à intégrer ces deux initiatives complémentaires?

De cette volonté naîtra Flying University ULB, portée à bout de bras par des membres du Librex, du CISCOD et des membres du corps professoral de l'Université. Un voyage fut organisé à Belgrade, Ljubljana et Zagreb, avec pour objectifs de définir les besoins et les modes de coopération futurs. Les représentants de l'ULB à ce voyage, issus essentiellement du cercle de philosophie et lettres, devaient être les animateurs de ce mouvement qui devait dans notre esprit devenir indépendant des structures qui avaient permis sa création. Malheureusement, ce projet s'est heurté aux limites de l'engagement bénévole des étudiants et, sans relais, «Flying» est mort lorsque s'achevèrent les études de ses premiers fondateurs. Mais l'un d'entre nous avait perçu les potentialités de la structure lyonnaise, et s'est engagé à leur côté. Grâce à lui, une présence étudiante ulbiste fut maintenue, longtemps, à Sarajevo (Salut Gilles!).

La disparition de cette structure reste pour moi un regret profond, d'autant qu'elle aurait trouvé son épanouissement dans le travail de reconstruction des structures pédagogiques en cours depuis la fin de la guerre.

Au moins nous aura-t-elle permis de coopérer avec des représentations étudiantes de toute l'Europe y compris, plus extraordinaire à certains égards, avec nos camarades louvanistes. Une confrontation parfois difficile, mais plus souvent source d'enrichissement mutuel.

Le Librex avait-il perdu son âme diabolique dans ces contacts multiconfessionnels? On pouvait le craindre. Mais le pape lui-même allait se charger de réanimer les sentiments anticléricaux et anti-autoritaires viscéraux qui sommeillaient en nous. Jean-Paul II annonçait en effet une visite dans notre pays, à l'occasion de la béatification du bon père Damien. Le souverain pontife, que la Belgique n'allait pas manquer d'accueillir en chef d'Etat — Etat le moins démocratique d'Europe — malgré le caractère privé de sa visite, était annoncé en Mai. Rappelons-nous: Karol Wojtyla à cette époque, ne se donnait pas la peine d'offrir au monde l'image d'un vieillard sénile et débonnaire proclamant l'amour universel et sa foi dans une jeunesse qui s'ébat à ses pieds sur les pelouses d'un hippodrome parisien, remplaçant le temps d'une messe les hennissant équidés. Non, le Karol Wojtyla de 1993 n'avait pas encore ces hypocrisies: haranguant les foules, il enjoignait les femmes violées de Bosnie de ne pas se faire avorter, parce que le fœtus ainsi conçu est un don de dieu, condamnait l'usage du préservatif quand le sida fait des ravages en Afrique et en Asie, plus que jamais terrains de conquête d'une église en perte de vitesse en Occident.

Nous ne voulions pas que cette visite soit l'occasion de répandre ces thèses barbares sans contradiction, et il nous paraissait peu probable qu'une quelconque critique émane des médias, très complaisant dans la relation qu'ils faisaient des préparatifs de la visite.

Bientôt fut fondée la «Liaison pour l'autonomie des personnes», par différentes associations et individus qui avaient un intérêt commun à ce que les thèses véhiculées par le pape ne restent pas sans réponses. La liaison était un rassemblement très hétéroclite: on y trouvait des mouvements libertaires (proposant une presse Alternative, salut Babar!), féministes,

homosexuels, laïcs, chrétiens dissidents, activistes de la lutte contre le sida (Act up Bruxelles) et... libre-exaministes.

Ce rassemblement d'anticonformistes, incarnation du mal et cauchemar ambulante de monseigneur Lefèvre, couvrit Bruxelles de très jolies affiches («Contre le Sida: la capote, pas la calotte») et planifia de nombreuses activités, dont un grand pique-nique

au Bois de la Cambre sur le thème «en Mai fais ce qu'il te plaît». Ce branle-bas de combat ébranla Rome, le malin s'en mêla, et Karol chut dans Sa baignoire, sur une divine savonnette. La visite était annulée. Allions-nous annuler à notre tour nos activités conviviales? Nous décidâmes que notre message ne perdait pas sa pertinence du fait de l'absence du propagateur des thèses à combattre, et maintînmes tous les événements prévus. Il y eut donc une manifestation, des représentations théâtrales, un pique-nique, des publications...



Pique-nique «Contre la venue du pape en Belgique», mais sans le pape malencontreusement tombé sur un savon laïque dans sa baignoire en porphyre.

Le Librex achevait son année en fanfare, sur une action on ne peut plus symbolique de son identité... Nous étions le 15 mai. Il allait être temps de songer qu'outre nos fonctions au cercle, notre activité première en tant qu'étudiants était de nous enfermer pendant un mois ou deux dans des endroits sinistres à l'abri du soleil et de n'y dormir que très peu, afin d'arriver blancs, cernés et boutonneux à de conversations intimes auxquelles nous conviaient ceux qui avaient assuré, pendant toute cette année, l'animation diurne des auditoires dans lesquels nous ne nous rendions que le soir venu, pour les conférences du cercle.

Pour la plupart d'entre nous, cette préparation fut, pour corser la chose, quelque peu perturbée par les grèves étudiantes qui éclatèrent à l'ULB au printemps 1994, et dans l'organisation desquelles les responsables du cercle s'engagèrent individuellement, laissant volontairement le cercle en retrait, pour ne pas faire «concurrence» au Bureau des Etudiants Administrateurs, qui bénéficia de tout notre soutien, tant moral que logistique.

Les résultats que l'on me communiqua à l'issue de ces rencontres furent, globalement, inversement proportionnels à la richesse des activités du Cercle cette année-là. Je dois dire que je ne regrette pas cet engagement excessif, et la vie mono-maniaque qu'il conditionna un an durant. Tout au plus suggérerais-je à mes successeurs de tenter de trouver un meilleur équilibre... Mais le conseil est vain... Et heureusement, il est encore quelques patrons idéalistes capables d'accorder de l'importance à cette aventure étudiante qu'est le cercle du libre-examen. Bonne nouvelle, le Librex ne prédestine pas au chômage! Mieux, il mène à tout!

Engagez-vous!

Eric Mercenier,
Président du Librex 1993-1994,
Conseiller parlementaire

* Le titre est de la rédaction

Historique du Librex par les chemins de traverse

Philippe Vienne

*Ou comment retracer 70 ans d'idées et d'actions
sans tomber dans l'épopée sauvage, le dîner de têtes ou la chro-
nique poussiéreuse*

De 1927 à 1936

Pour ouvrir un bref historique du cercle du Libre Examen à l'U.L.B. (fondé le 14 janvier 1928), je préférerais commencer par la figure de Pierre Brachet plutôt que d'évoquer les premiers pas de ce qui est alors essentiellement un lieu de réflexion, le moteur d'une série de débats passionnés sur des sujets parfois audacieux pour son époque. En faire l'inventaire nous éloignerait du thème «libre examen et engagement» de cette plaquette, même si l'on peut considérer toute l'histoire de ce Cercle comme une tentative de se rapprocher le plus possible de l'engagement nécessaire pour chaque époque où ces étudiants de tous âges ont fait se renouveler l'esprit de leur université.

*Les parfums ne font pas frissonner sa narine;
Il dort dans le soleil, la main sur sa poitrine
Tranquille. Il a deux trous rouges au côté
droit.*

Le but de cette plaquette pourrait aussi se résumer en ces termes qui ouvraient *Les Cahiers du*

Arthur Rimbaud
Le Dormeur du val

Libre Examen, XXIIème série, n°3 et n°4, en hommage à Pierre Brachet: «pour transmettre aux étudiants d'aujourd'hui l'exemple de ceux qui ont conçu la difficile et belle entreprise d'accorder leurs actes avec leurs pensées», car sa jeunesse nous éclairera sur une approche du libre examen dans l'entre-deux guerres. Pierre Brachet (1911-1936), fils du Recteur Brachet de l'U.L.B., docteur en droit de la promotion de 1933, trouvera la mort le 9 novembre 1936 sur le Front de Madrid durant la Guerre d'Espagne.

Comme son père, il est un défenseur du principe du Libre Examen, et son investissement universitaire l'amène à devenir président du groupe-ment universitaire pour la Société des Nations. Il est affecté par la gabe-

gie de la S.D.N. et par l'état de la situation internationale telle que la décrivent les cours d'Henri Rolin. Son père meurt en 1930, et avant même la fin de ses études, Pierre Brachet produit des chroniques judiciaires pour le journal «Le Peuple», donnant aussi des cours et des conférences dans des Centrales d'éducation ouvrière, défendant le suffrage universel. De tendance socialiste, il s'inscrit au P.O.B., puis le quitte pour suivre sa propre voie intellectuelle. Pierre Brachet est aussi un sportif, il a le goût des voyages lointains, travaillant comme matelot sur des navires.

Geneviève Janssen-Petschin, ancienne déportée, dans son discours de rentrée au jeune Barreau de Bruxelles en hommage à Pierre Brachet (que beaucoup de résistants considéraient comme une figure de proue pour leur action, un «préfigurant» de leur engagement), donnera cette image de la jeunesse de l'époque: «le mal dont il souffre, dont souffre cette génération, c'est de ne pouvoir rien faire». En effet une certaine «désespérance» pèse sur Pierre Brachet; les stages de sa profession et le quotidien bruxellois ne peuvent lui faire oublier que son idéal pacifiste est bafoué par l'invasion de l'Abyssinie par l'Italie. Une première fois, il pense partir, mais renonce. Lorsque la guerre civile commence en Espagne, cette fois sa décision est prise: il se porte volontaire.

La non-intervention professée par les démocraties occidentales laisse l'Espagne plier sous les coups de la Légion Condor allemande et des troupes italiennes: l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste aident ouvertement les rebelles phalangistes (les Généraux Franco, Mola et Yaguë); et devant cette atteinte à la démocratie, à cet idéal de dignité de l'homme, à la «liberté», Brachet part à Paris s'inscrire au Bureau d'aide au peuple espagnol, puis rentre passer quelques jours en famille. Personne, hormis un ami, n'est au courant de sa décision de partir. Pierre Brachet abandonnait la quiétude quotidienne, et *pacifiste*, il acceptait la responsabilité d'avoir à porter les armes. Terrible décision. Il parle de Bruxelles comme d'une «existence antérieure» et considère que le véritable idéal socialiste, loin des compromis, réside dans la lutte contre le fascisme qu'il va mener en Espagne.

Il luttera dans une section de mitrailleuses sous les ordres de «El campesino», commandant de brigade et, dans son dernier message pour sa mère on trouve cette phrase: «Nous vivons ici de grandes heures d'exal-

tation et d'espoir. Madrid ne sera jamais prise». Pourtant Pierre Brachet est blessé par balles l'après-midi du 6 novembre. Il refuse d'être replié. Le 9 novembre au matin, Pierre Brachet est mort. Son commandant témoigne: «je vis son corps étendu, ainsi que ceux de quatre camarades, à côté des armes détruites: il avait deux trous dans la tête, l'un au front, l'autre à la tempe».

De 1936 à 1941

La Guerre d'Espagne a été le moment pour de nombreux jeunes de s'engager dans les brigades internationales. Au sein de l'Université, dans le Comité d'aide à l'Espagne républicaine, pour aller au-delà des controverses entre les libéraux et la gauche sur la légitimité de la République espagnole, toutes les tendances politiques (démocratiques) seront confondues pour lancer un mouvement d'organisation de collectes en vue de la création de deux homes pour enfants en Espagne.

Quelques étudiants, délégués de l'A.G. étudiante, du Libre Examen et des divers cercles politiques partent en décembre 1937 - Janvier 1938 sur le terrain, à Barcelone et Madrid notamment pour vérifier l'utilisation des fonds (communication du Docteur F. Bergmann au Cercle, 1957). Par ailleurs, André Wendelen, président du Cercle de Droit et actif au sein du «Libre Examen», et qui sera le relais du groupe G à Londres, conduit des camions de produits médicaux en Espagne républicaine. Après la chute de la République, le Cercle organisera encore des manifestations contre l'Espagne phalangiste.

*c'était la fleur de la guerre civile
la fleur vivante comme un sourire
la fleur rouge de la liberté*

Jacques Prévert,
La crosse en l'air

Le Cercle, durant ces années d'avant-guerre, fonctionnait en conciliant des débats sans frilosité intellectuelle et un certain folklore étudiantin (kermesses aux boudins, réunions dans les salles enfumées des cafés, etc.). Ceux qui conciliaient l'humour étudiantin «pas sérieux», les débats «très sérieux» sur le catholicisme, la franc-maçonnerie, et qui portaient chaque

année fleurir le monument de Francisco Ferrer seront d'ailleurs nombreux à mener une activité de résistant ou périr dans les camps de concentration. Ce qui montre leur capacité d'engagement par rapport à ceux qui voudraient limiter les débats du Librex à des problèmes neutres et dénués de controverses¹.

En 1934, se constitue un Comité de vigilance anti-fasciste sous le patronage de l'A.G. et du Librex contre la Légion universitaire belge et le rexisme. Les événements qui entourèrent l'arrestation de Léo Moulin en Italie fasciste, pour propagande hostile au régime, doivent aussi être évoqués. Léo Moulin est le président du «Libre Examen» en 1930-1931. Manifestations, soutien de professeurs, batteries d'eau en action s'ensuivent; «on défendait les grands principes chers à notre Alma Mater» précisera Georges Morissen². Presque toute la population estudiantine de l'Université se trouve réunie dans ce soutien.

Léo Moulin, en situation très difficile pour une histoire de valise à double fond et de documents «subversifs», recevra pour sa défense le soutien du recteur Smets arrivé à Rome comme seul témoin de la défense. M. Smets exposa alors ce qu'était le «Cercle du Libre Examen» dont Léo Moulin était le président et qu'on avait pris pour une «organisation subversive» au Tribunal spécial italien. Un Recteur d'ordinaire effacé s'était personnellement avancé pour défendre les valeurs de notre Université, et ce geste l'honore. Léo Moulin sera condamné par le Tribunal Spécial en septembre 1931 à deux années d'emprisonnement, mais il verra sa peine réduite par la suite.

1937, c'est aussi l'année de création des Cahiers du Libre Examen (Carmen Boute, Charles Dosogne). Au sein du Comité de Rédaction, on retrouve les noms d'Ilja Prigogine («Science et philosophie. Essai de philosophie physique», Cahier 1937) et de Jean Burgers, mais aussi des contributions de Léo Moulin «Humanisme et Communauté» ou d'Arthur Haulot «Révision des valeurs» dans le Cahier de Décembre 1939, n°3 «L'organisation de la paix». L'occasion pour le Cercle, sous la présidence de Christian Lepoivre notamment (agent-parachutiste durant la guerre), de s'affirmer résolument antifasciste et attaché à la paix en Europe.

La période qui s'écoule entre la présidence de Lepoivre et la fermeture de l'Université est plus difficile pour le Cercle, qui exclut sa fraction communiste à la suite du Pacte germano-soviétique (produisant un Cahier

contre les totalitarismes de tous bords en Avril 1940), et qui contient en son sein des tempéraments très variés, de futurs résistants, comme de futurs attentistes...

De 1941 à 1945

L'Université ferme ses portes sous la pression nazie. Comme on le sait, de nombreux étudiants actifs dans le Cercle «Le Libre Examen», comme Jean Burgers ou Richard Altenhoff, rejoindront les rangs de la Résistance au sein du Groupe G qui comprend d'anciens étudiants et des professeurs. Le Groupe G s'est formé autour de ces deux anciens étudiants, comme d'Henri Neuman, ancien président du Cercle de Droit, et Robert Leclercq, bientôt rejoints par d'autres: René Ewalenko (ancien président du Cercle Solvay), André Wendelen, Jean Mardulyn, Charles Mahieu et Paul Vekemans pour n'en citer que quelques-uns.

Jean Burgers, arrêté par la Gestapo le 17 mars 1944, interrogé à la prison de Saint-Gilles puis torturé au fort de Breendonck, sera déporté à Buchenwald où il est pendu, à l'âge de 27 ans, le 3 septembre 1944. Richard Altenhoff, à la tête du service «Matériel» du Groupe G, dénoncé par un agent double, est arrêté le 3 juillet 1943 et torturé à Breendonck. Il est fusillé à Bruxelles au Tir National le 30 mars 1944. Charles Mahieu, expert en sabotage de canaux et responsable du service «Action», est déporté et exécuté le 2 septembre 1944.³

*Le salut ne viendra pas d'esprits au
garde-à-vous*

Jean Burgers

On me permettra aussi d'évoquer brièvement la figure de Georges «Youra» Livchitz, actif dans le Cercle et ses Cahiers du Libre Examen, puis résistant au sein du «Front de l'Indépendance» (F.I.), qui participe avec son frère Alexandre «Choura», Jean Franklemont et Robert Maistriau à l'attaque d'un convoi de déportés juifs, le 19 avril (jour du soulèvement du ghetto de Varsovie), ce qui permettra à une centaine d'entre eux de prendre la fuite. Youra et Choura sont fusillés en février 1944 à Bruxelles⁴.

Si les organisations de résistants ont pu mener leur combat, ce fut au prix de la perte de 20 à 30 pour cent de leurs effectifs. Que notre vigilan-

ce face à l'extrême-droite soit la preuve qu'ils n'ont pas mené ce combat en vain. Comme l'a dit Robert Leclercq, «périssent le monde s'il ne peut se construire sur la justice, la tolérance, la commune égalité de tous les hommes, sans distinction de classe et de conviction».

De 1945 à 1959

Après la guerre, grâce à d'anciens résistants comme Georges Papy, Jean-Louis Servais («Groupe G»), le Cercle du Libre Examen repart sur des bases extrêmement progressistes. Le Cercle est mis très tôt sur la sellette à l'occasion de la question royale (1950): les importantes manifestations menées notamment par le professeur Lucia de Brouckère contre le retour du roi Léopold III soutenu par le P.S.C. amèneront le Cercle et l'A.G. à affirmer leur complète opposition au retour du Souverain.

De douloureux problèmes surgiront cependant avec la guerre froide. Une farouche répression anticommuniste se manifeste notamment avec les «Mesures Pholien» (1951) s'exerçant sur des hauts membres de la magistrature suspectés d'activités communistes: tel ancien résistant membre des «Juristes démocrates» passe à la trappe, et la Sûreté comme la gendarmerie s'intéressent de près à certaines conférences de l'Université. Une Sûreté dont on s'efforce d'écarter les «révolutionnaires» et les «groupements antinationaux»⁵.

On me permettra de souligner que les relations avec les autorités policières sont depuis lors au beau fixe: en 1950 (Cahiers 13ème année, n°7), le Cercle, ayant «la preuve que la Sûreté belge s'intéresse beaucoup à l'identité de nos rédacteurs» et sachant que «certains détails lui manquent encore», adjoignent, très civiques — et un peu moqueurs — leurs coordonnées à cet intitulé, tout en se mettant à la disposition des agents de la Sûreté pour plus de renseignements (quels films ils vont voir, etc.). Depuis, il est de coutume qu'aux manifestations, les agents de l'Etat fassent comprendre à nos présidents qu'ils les connaissent («Bonjour, Monsieur X.»). C'est de la prévention: pour mieux nous protéger, il faut mieux nous connaître.

La «chasse aux sorcières» belge gagnant en intensité, la principale critique adressée au Cercle sera d'abriter des communistes ou d'être com-

muniste. En fait, il s'agit de se conserver une certaine liberté de pensée et d'action, entre l'antisémitisme des procès moscovites et la «pax durabilis americana» (Cahiers 1947), entre les deux impérialismes, en défendant une critique radicale de l'asservissement (et par là même du colonialisme). Rappelons les propos tenus à l'époque dans certains milieux : «ceux qui ont pour mission d'assurer une Belgique saine, propre, prête à répondre aux impératifs catégoriques de la conscience occidentale, s'emploient à arracher le ver du fruit.» (Journal *La Métropole*, Anvers).

C'est une courageuse attitude de liberté de jugement que défend le Cercle sous la présidence de Roger Lallemand lors de l'affaire Rosenberg. La position du Cercle, qui est celle de la défense des époux Rosenberg suspectés d'espionnage nucléaire au profit de l'U.R.S.S. («Les Rosenberg sont injustement condamnés»), suscitera de vives polémiques. Bien sûr la lettre du président du Cercle du Libre Examen au Président des Etats-Unis Harry Truman, peut-elle avoir un véritable impact sur une décision? Cependant, cette prise de position du Cercle, en remuant l'Unif, atteint clairement un véritable objectif de sensibilisation. Mais elle l'atteint par un débat contradictoire, nonobstant les pressions de ceux qui «aimeraient limiter ses activités à des problèmes neutres». Pour le reste des activités de son mandat particulièrement salué (quatre ans), je renvoie à la contribution de Roger Lallemand dans cette plaquette (chef de file des étudiants durant la guerre scolaire en mars 1955, leader d'une manifestation antiraciste, et réussissant à séduire la communauté étudiante la plus large). On y remarque que le Cercle, statutairement paralysé par sa dépendance envers l'A.G. (dont il est le «cercle d'études»), ce qui l'empêchait d'être un moteur d'action, se dégagea de ce carcan qui le cantonnait «dans le domaine du théorique et d'un scepticisme passif».

Le Cercle du libre Examen se lancera aussi dans des polémiques (encore vivaces à ce jour) sur les inciviques et collaborateurs (s'opposant au P.S.C. de l'époque), tout en travaillant dans toutes les directions intellectuelles, philosophiques et sociales (cahier sur la littérature, sur «la femme, aujourd'hui et demain», 1946, cahier sur les Jésuites, séminaire d'éthique politique).

Devant les controverses naissantes sur le colonialisme, tenant à respecter un débat contradictoire (cahier 14ème série, n°1), Le Libre Examen

invite même le Cercle Congo-ULB à s'exprimer. Aujourd'hui pourtant, le langage de ces «derniers coloniaux» nous semble savoureusement déconnecté: «tous ceux qui ont vu le Congo savent que le départ des Blancs serait le signal d'un retour aux pratiques barbares, d'un retour de petits despotes indigènes régnant par la terreur sur leurs frères de race.»

Pierre Salmon, Ancien de notre Cercle, a bien raconté les événements qui touchaient à la défense des étudiants étrangers et aux questions coloniales, notamment les bagarres à l'Université lors de la manifestation organisée en 1959 par le Cercle du Libre Examen en protestation contre l'envoi de miliciens belges au Congo. Des contre-manifestants, toujours ces «irréductibles» défenseurs du colonialisme avaient en effet provoqué des incidents; le Cercle colonial sabotera encore la conférence organisée par les Etudiants Socialistes avec Patrice Lumumba (bombe fumigène, chahut). Cet homme politique congolais figure également parmi les prestigieux invités des conférences organisées par notre Cercle. En 1971, en hommage, le Cercle du Libre Examen organisera une Semaine Patrice Lumumba, à l'occasion de l'anniversaire de son assassinat.

De 1960 à 1969

C'est l'époque d'une conception plus intellectualisante du libre examen malgré quelques implications concrètes dans la vie politique, comme les manifestations anticolonialistes liées aux événements d'Algérie, qui reçoivent le soutien du Cercle (1961). Les cahiers vont voir leurs numéros se raréfier, mais s'étoffer en quantité, et les contributeurs se limiter de plus en plus à des personnalités intellectuelles, beaucoup moins à des étudiants. Retenons dans ces cahiers les premiers articles sulfureux du sociologue Claude Javeau, un Ancien du Cercle, ou ceux du philosophe Guy Haarscher.

Le Libre Examen offre des débats sur la «crise de l'expression» dans le domaine artistique, (Cahiers de 1963), des approches théoriques du libre examen par des articles de Chaïm Perelman ou M. Glansdorff. On prône la neutralité pour éviter de ranimer des conflits systématiques entre libéraux et socialistes ou communistes. La difficulté de concilier les intérêts de tous les cercles facultaires pour une prise de décision poussera d'ailleurs le

Cercle à la réforme de ses statuts dans le sens d'un engagement individuel des membres: on n'est donc plus automatiquement membre du Librex en étant membre d'un autre Cercle.

Les préoccupations sont *rationalistes*, et les grands enjeux sont la recherche intellectuelle à un niveau plus européen sur ces bases que sont rationalisme et laïcité (colloques, etc.). Ceci explique que le Librex invite des membres de la franc-maçonnerie à venir s'exprimer sur des sujets divers (Jacques Mitterand, Grand-Maître du Grand Orient par exemple). Un certain engouement pour la franc-maçonnerie, une curiosité bien ulbiste se maintint par la suite puisque les conférences sur ce sujet furent toujours des succès.

Seulement cette neutralité devra céder la place, une autre manière d'envisager l'implication dans le monde qui nous entoure se concrétisant au sein de la communauté estudiantine, à une autre conception du libre examen, plus radicale, qui veut que «le libre examen n'est pas neutre» (Marc Meurrens, 1965), qu'il ne saurait rester indifférent à ce qui se passe à tous les niveaux du politique et du social qui l'entoure, qu'il *doit prendre position*. Aussi ses interventions ont dorénavant pu être qualifiées de «gauchistes» (je dirais plutôt qu'il était progressiste), d'autres cercles perpétuant une vision plus éthérée et intellectualisante des choses. L'enjeu essentiel à partir de ces nouvelles données était de pouvoir concilier concrètement la réflexion et l'engagement, d'articuler la méthode libre examinate à l'action, de redéfinir pour cela le principe du libre examen.

Le débat glisse donc sur les «points chauds» du Globe: la Grèce des Colonels et surtout le Vietnam, grâce à un colloque en 1967 réunissant les éminentes personnalités à la tête de l'Université à cette époque et pour la richesse du débat contradictoire Harold Kaplan, sous-secrétaire d'état adjoint des Etats-Unis, colloque suivi d'un Cahier (XXIIème série, cahiers 1 et 2). La conférence avec M. Kaplan dans un Janson archi-plein avorta à la suite d'échanges de coups entre tenants du Sud-Vietnam et tenants du Nord-Vietnam, marquant la fin de la participation du Librex à ce colloque.

Signalons parmi ces activités «internationales» la participation à la «Conférence internationale de solidarité avec les peuples d'Afrique australe et des colonies portugaises» qui eut lieu à Khartoum en janvier 1969, par l'envoi d'un membre du Cercle comme représentant sur place (le

Librex et le Studie Kring Vrij Onderzoek jouant le rôle de secrétariat pour la préparation de cette réunion), ceci étant conjugué à des conférences et séances d'information sur le colonialisme portugais. D'une manière générale, l'indépendance du Cercle par rapport aux cercles facultaires facilitera beaucoup la prise de décision et les actions concrètes.

Quand à Mai '68, nous n'en parlerons pas. En effet, le Librex en tant qu'association n'a pas pris une part démesurée aux événements (sauf quelques communiqués) mais plutôt à l'accompagnement des travaux de réforme de l'université qui ont suivi, et l'attention aux dossiers de l'enseignement, notamment lors des grandes grèves des années '70. Peu de participation donc, si ce n'est... que le début de la contestation et la création de l'Assemblée Libre se feront dans la foulée de notre conférence «La démocratie en Grèce» (avec Melina Mercouri et Henri Rolin) dans le Janson le 17 mai.

Et pour fermer les années soixante, rappelons encore une conférence du 26 février 1970 avec Vladimir Jankelevitch, sur ce thème très évocateur, «Le libre-exaministe devant la mort».

De 1970 à 1979

Avril 1970, c'est la fameuse affaire du «Cercle des nations» qui met à feu et à sang (le terme n'a rien d'exagéré, au vu des circonstances) l'avenue Héger et l'actuelle avenue Franklin Roosevelt. Le Cercle des Nations est une sorte de «club snob», en apparence, où le président du C.A. de l'U.L.B, M. Henri Simonet, rencontre d'autres membres de la politique et de la haute finance comme Paul Vanden Boeynants, le promoteur immobilier Charlie de Pauw, quelques figures de l'aristocratie belge ou l'ancien président du Librex Léo Moulin. Seulement voila, on se propose de fêter en ces lieux le troisième anniversaire du Putsch des Colonels en Grèce. Il faut savoir à cet égard que le Librex s'esquinte depuis le coup d'état en Grèce à organiser le plus de manifestations, de publications, d'événements possibles contre ce que beaucoup considèrent comme un «pouvoir fasciste». Des tracts étaient en effet régulièrement distribués aux conférences touristiques organisées à l'instigation de l'ambassade de Grèce.

Le sang du comité ne fait qu'un tour et ils participent à des actions d'intensité exponentielle contre le Cercle des Nations, depuis la manifestation jusqu'à l'attaque à coups de cocktails molotov et même de bulldozers imprudemment laissés sur l'avenue Roosevelt. L'exponentielle de la violence est en partie due à la violente répression policière dont sont l'objet indifféremment étudiants, passants et médecins venus soigner les blessés. La gendarmerie tire à la grenade lacrymogène sur la Cité universitaire, sur le bâtiment des Sciences, passe à tabac, charge sur tout ce qui ressemble à un bipède (donc un manifestant, C.Q.F.D.). Le président Simonet remettra sa carte de membre après l'affaire mais cela ne résout pas tout... En effet la brutalité de la répression s'explique par d'autres raisons que l'atavisme barbare des policiers de l'époque: c'est le but des cahiers du Libre Examen de considérer une autre tentative d'explication.

Une autre clef de lecture, c'est de voir le cercle des Nations comme un lieu de rencontre pour affairistes, hommes politiques, gens de sensibilité «atlantiste» (farouchement anticommunistes). Ce «club de droite» où l'on traite d'importantes affaires fera l'objet de sérieuses investigations par l'équipe des Cahiers (Coeckelberghs, Burniat, Lambin et Beauvois) qui font le lien entre ces importantes affaires d'un pool potentiel d'intérêts Vanden Boeynants, de Pauw, Josi (la grande presse, l'immobilier, les affaires et... le gouvernement) et la venue en Belgique d'un officiel du gouvernement dictatorial grec. Les affaires sont les affaires. On y voit aussi apparaître la figure du «Baron noir» de Bonvoisin dont la justice a enfin démontré l'influence dans les milieux d'extrême-droite et néo-fascistes. Ce Cahier du Libre Examen «Répression» qui s'attachait à montrer le poids des forces réactionnaires qui s'exercent sur la Belgique est à mon avis un des meilleurs exemples d'engagement et de courage politique de son temps.

De l'universalité des droits de l'homme

Le colonialisme portugais mis au ban du monde moderne (ce qui provoquera la chute du gouvernement dictatorial), l'apartheid sud-africain, les juntas d'Amérique latine ou encore la disparition des populations indiennes d'Amérique du Sud, autant de thèmes «internationaux» traités

lors des conférences ou publications du Cercle au cours des années septante. De la politique, me direz-vous, de la géopolitique? De la stratégie? Peut-être; mais au-delà, ne pouvons-nous subsumer ces questions sous une catégorie plus large, celle du contact de cultures, qui nous questionne et questionne aussi *notre* conception du libre examen.

Le libre examen met en avant la défense de valeurs démocratiques. Certes, voilà une définition que je ne renie pas. Elle permet de lutter activement contre les gouvernements dictatoriaux précités. Mais cette définition s'impose dans un certain contexte culturel, judéo-chrétien et lié à la modernité, à une pensée qui hérite d'un long cheminement occidental. Dans d'autres univers culturels qui font sens autrement, quand on quitte le plan «national» pour une réalité plus locale, quand on examine les manières de vivre des populations non-européennes, certaines des «valeurs» précitées n'ont pas de sens, que cela nous choque ou pas. Telle est la leçon que nous donne l'anthropologie: il existe d'autres systèmes de signification, où la guerre par exemple peut prendre sens, y compris sur le

Ne manquez pas, dit Candide, de leur représenter quelle est l'inhumanité affreuse de faire cuire des hommes, et combien cela est peu chrétien.

Voltaire, *Candide*

plan symbolique, où la condition de la femme ne peut être résumée selon nos catégories «égalité/inégalité» ou exploitation; où des pratiques culturelles comme l'excision, la

scarification peuvent heurter *notre* vision des choses, notre morale essentiellement chrétienne ou «produit dérivé». Mais les clefs de lecture de ces sociétés et de la nôtre sont différentes.

C'est notre modernité qui pose problème, qui fait toute la différence. Et pour les sociétés qui nous sont moins lointaines, moins inconnues, exotiques, comme celle de l'Islam ou celles de l'Asie, c'est à nouveau de la rencontre de valeurs traditionnelles et de modernité que naît le problème: faut-il qu'un bagage démocratique de droits fondamentaux, «internationalisés» (ONU, UNESCO) accompagne la modernité et les changements technologiques qu'elle provoque au sein de ces cultures?

Il n'y a pas de réponse toute faite: la question questionne le Libre Examen, l'oblige à un retour sur soi, à une réflexivité douloureuse. Car notre bagage démocratique, c'est aussi l'acculturation de sociétés «mora-

lement» différentes. D'aucuns argueront du fait que la modernité est déjà bien engagée, irréversible dans certains pays, et que le chemin doit être celui des droits économiques et sociaux internationalisés, de l'émancipation de la femme, etc. Mais dans ces pays où effectivement des changements économiques en profondeur coexistent avec des éléments de tradition qui nous paraissent «barbares» ou dégradants, je crois que pour éviter tout paternalisme, tout sentiment de supériorité culturelle de notre système de valeurs, il faudrait surtout laisser à chacun la possibilité, le droit, l'espace nécessaire à suivre sa propre voie, que celle-ci passe par le choix d'une vie proche de la modernité ou attachée à certaines traditions.

Ailleurs, au sein de *communautés* indiennes, mélanésiennes ou africaines (car il existe un dualisme entre l'Afrique-Etats et l'Afrique-sociétés rurales), la «démocratie», celle des Grecs, devient un concept parachuté de l'extérieur. Qu'un ensemble de règles de fonctionnement étatiques démocratiques s'imposent au niveau des gouvernements me semble fondamental, pour éviter le pillage systématique des habitants d'un pays du Tiers-Monde par leurs dirigeants même, au service de puissances économiques occidentales; des dirigeants voraces qui parlent notre langage, celui des injonctions du F.M.I. et de la Banque mondiale, de l'ajustement structurel, tout en plaçant sagement le fruit de leurs pillages en Suisse...

Mais gardons-nous d'imposer tout le bagage de valeurs citoyennes à ces populations qui suivent leur propre cheminement culturel, gardons-nous bien de «révolutionner» leur mode de vie en leur imposant en un temps record notre jolie modernité de technologies chromées, de lave-vaisselles, de hamburgers et de codes moraux adjacents.

Le lecteur désireux de poursuivre ce débat sur l'universalité des droits de l'homme confrontera l'analyse de Jürgen Habermas (à mon sens contestable sur de nombreux points) et celle de Luc de Heusch: Jürgen HABERMAS, La légitimation par les droits de l'homme, La revue nouvelle, Avril 1997, n°4; et Luc de HEUSCH, Les droits de l'homme comme objet de réflexion anthropologique, La pensée et les hommes, n°4, novembre 1982.

Le cas de l'Afrique du Sud ou celui de l'ex-Rhodésie sont tout à fait caractéristiques d'un autre type de situation où une argumentation rétive à l'universalité des droits de l'homme risque d'être exploitée par des dictatures locales, ceux qui désirent maintenir une domination blanche,

transformant une réflexion de type anthropologique en un sophisme abominable, justifiant la ségrégation et l'exploitation par la nécessité de laisser les « races » (horrible concept) vivre leur propre existence culturelle dans les bantoustans pour la majorité noire, dans les poulaillers dorés de Johannesburg pour les Blancs. Ce sophisme, cette corruption de la réflexion anthropologique a notamment été développé dans l'ouvrage contestable « Le livre blanc du libre examen » (1978).

Soyons lucides en effet: il n'y a plus alors « contact » de cultures mais domination d'une culture et minorité blanche sur une majorité noire. Nous avons transposé et appliqué là-bas l'antithèse de la démocratie: la ségrégation, l'inégalité, l'apartheid.

Il fallait que survienne un retournement démocratique pour consacrer une cohabitation vivable, une égalité des populations blanches, noires et métisses. L'état africain, puisqu'il existe par la force de « notre » histoire transposée, doit être démocratique. Mais ceci ne résout pas la question de l'universalité de certaines valeurs au niveau plus local: peut-on sérieusement imposer aux populations de tuer toute forme de tradition au profit de valeurs occidentales « démocratiques » qui évacueraient l'excision, l'infanticide (moyen de régulation des naissances parfois), etc. La question n'est vraiment pas aussi simple...

Une valeur essentielle qui émerge dans ces difficiles questions est pour moi le respect de l'Autre. Aller vers l'autre, l'écouter, comprendre son univers est la première des choses à accomplir. Respecter cet univers même s'il apparaît antinomique à nos valeurs chrétiennes (« héritage chrétien ») est essentiel: sinon c'est l'ethnocide, l'ethnocentrisme, la négation de l'Autre, c'est reprendre les pires travers du colonialisme, du missionarisme.

Ces questions politiques, économiques et philosophiques, le Librex les a traitées de manière pluridisciplinaire dans ses Cahiers sur l'Amérique latine (XXIVème série) avec notamment des contributions de Conrad Detrez (Les divines colonies) et de Robert Jaulin (Robert Jaulin, L'ethnocide des populations indiennes d'Amérique, cahier n°1, XXVème série) ou sur l'apartheid et les luttes coloniales, tâchant toujours d'informer et de sensibiliser la population étudiante, de la lancer dans des débats politiques afin de l'amener à un engagement concret (manifestations et autres actions), au delà du communiqué de presse de principe.

Une des constantes au sein du cercle du Libre Examen dès avant la seconde guerre mondiale et par la suite, a été un travail d'information et de prise de position régulière sur les problèmes du fascisme et de l'extrême-droite dans le monde et en Belgique. Les points forts étant les cahiers sur la «Répression» (1971), sur le «Fascisme» (1978) et sur «la montée de l'extrême-droite en Belgique» (1992). Il s'agissait de responsabiliser le lecteur, l'étudiant, à des devoirs de citoyen tant à l'égard du «silence des pantoufles», cet espèce de «fascisme ordinaire» dont parle le Professeur Liebman, une pensée moyenne, ordinaire de l'intolérance, du racisme, de l'oppression en général, qui court la foule, qui est chuchotante, sourde, qu'à l'égard du «bruit des bottes», celui des groupes durs d'extrême-droite, ou néo-fascistes, qui éructent peu nombreux leurs messages de haine et leur besoin de domination. Le danger vient autant des uns que des autres, il faut informer, élever la pensée par la réflexion et le contact de l'Autre d'un côté, faire face, manifester, débusquer les tenants de l'Ordre nouveau de l'autre.

Le Librex invitait à la vigilance contre des groupes «de droite chrétienne», comme le C.E.P.I.C. de Paul Vanden Boeynants, ou PRO-VITA (pro-Monseigneur Lefebvre, anti-avortement), ou contre les mouvements flamands extrémistes (V.M.O., TAK, Vlaams Blok), contre des revues et lieux de rencontre néo-fascistes comme le Nouvel-Europe Magazine et ses NEM-clubs (comprenant le Baron de Bonvoisin, ou Jo Gerard «l'historien» (sic), etc.); ou contre le G.R.E.C.E. (Groupe d'études pour la civilisation européenne, mouvement de pensée floue, un peu païenne, extrêmement identitaire, aussi appelé «Nouvelle droite») en empêchant en 1975 le Cercle des Etudiants rationalistes et le Cercle des Etudiants Libéraux d'inviter le GRECE sous un couvert «culturel»; contre les anciens néo-libéraux de l'UDRT à présent en eaux frontistes, ou contre la mosaïque éclatée des partis et groupuscules francophones d'extrême-droite (dont le Front de la Jeunesse, un temps influent en milieu universitaire, ou des mouvements révisionnistes).

Epinglons aussi la réaction à l'initiative du Librex contre l'invitation en 1977, par le cercle de droit, de Jean-Marie Le Pen dans un débat contradictoire sur la peine de mort. S'opposer à la venue de ce leader fasciste (ancien d'*Ordre nouveau* et de l'O.A.S.) n'est pas tomber dans le piège de l'intolérance à son tour, car invoquer la liberté d'expression est plutôt le

signe d'un sophisme inquiétant lorsqu'il s'agit de gens qui bafouent ces libertés fondamentales! «Comment permettre que les hommes de main de l'ordre nouveau tirent du libre-examen argument précisément pour le détruire, prennent l'U.L.B. comme base alors même qu'ils la combattent fondamentalement, invoquent la liberté d'expression pour lutter contre elle et tenter de la réduire» (Jean-Louis Mazy, comité 1976/77). L'affaire suscitera quelques bons communiqués cinglants de la part des cercles facultaires et du bureau étudiant de la Faculté de Droit, le Librex se faisant par contre traiter de «Cercle dit du libre examen» ou de «gauchistes» par le Cercle de Droit ou le Front de la Jeunesse, principaux intéressés par ce genre de parodies de débat.

Mais un des plus grands dangers à cet égard n'est-il pas le désinvestissement étudiant de plus en plus marqué, qui ne date pas d'hier (Jean-Louis Mazy relevait en '77 un certain individualisme pointant, un défaitisme politique dû à un «sentiment de dégoût et d'impuissance»). Peut-être nos temps sont-ils voués à une apparente quiétude. Ce serait sous-estimer la bêtise et la sauvagerie de l'extrême-droite.

Le Cahier sur le fascisme est sans doute le plus beau des témoignages: Lucia de Brouckère invoque la responsabilité des professeurs de notre Alma Mater contre une sorte d'orgueil élitiste, de goût pour une «aristocratie initiatique» qui aurait sévi jusque dans l'U.L.B., Robert Devleeshouwer et Marcel Liebman font une analyse contrastée du phénomène «fascisme», mais dont les apports se complètent bien, le Docteur Maurice Goldstein, ancien déporté, assure la Mémoire en retraçant son expérience des camps de la mort, et s'y ajoutent des travaux d'investigation sur des avatars modernes du fascisme (Serge Dumont, Jean Sloover et Jacques Moden). Le cahier de 1992 complète ces investigations par des articles de Gwenaël Brees, René Haquin, Manuel Abramowicz, Hugo Gijssels, etc.

De 1980 à 1988

Les grandes «affaires terroristes» de la fin des années septante et du début des années quatre-vingt seront pour le Cercle l'occasion d'examiner ces notions fondamentales souvent réservées au «spécialiste» et inac-

cessibles au profane que sont la justice, le droit pénal, la liberté ou au contraire la privation de liberté. Ainsi, dans la XXVIème série des Cahiers, n°3-4-5: «Article 7. La liberté individuelle est garantie», l'équipe 1980-1981 fera appel à des juristes, comme à des journalistes ou aux représentants de groupes d'opinion pour expliciter les notions de détention préventive, d'«espace juridique européen», afin de mieux appréhender une situation concrète, celle de Michel Graindorge, avocat «remuant» pour l'époque, suspecté de différentes choses qui semblaient relever plus du terrorisme que des professions libérales. Alors, complot, excès de zèle du parquet, justice de classes? Les polémiques autour de cette affaire obligèrent le Librex qui suivait le procès à amener une meilleure connaissance de la justice pénale dans les différentes étapes d'un «trajet individuel» du client potentiel de la justice: détention préventive, droits de la défense, enquête journalistique et secret de l'instruction, procédures d'extradition, emprisonnement et conditions de vie des détenus...

La lecture qui est donnée par les différentes collaborations à ces Cahiers permet de mettre en évidence un certain nombre de dysfonctionnements de la justice: manque de moyens, conservatisme (décalage moral du magistrat par rapport à son époque, peut-être inhérent à l'exercice d'une telle fonction), question de la politisation des nominations judiciaires, esprit de corps, mauvaises conditions de détention aussi bien dans les prisons vétustes que dans les chefs d'oeuvres d'enfermement technologique (Lantin), idéologie répressive sous-jacente à la création d'un espace d'extradition européen, ou premières évocation du nouveau système de stratification policière où la gendarmerie, corps militaire, se taille la part du lion.

Ce Cahier auquel ont contribué Pierre Vermeylen, Ministre d'Etat, Philippe Grollet, jeune juriste et ancien président du Librex, Pierre Lambert, avocat, Foulek Ringelheim, avocat, Philippe Toussaint, chroniqueur judiciaire, Javotte Lequeu parlant au nom d'un mouvement revendiquant de meilleures conditions de détention, Pierre Mertens, juriste, et les journalistes René Haquin, Walter de Bock et Karin Vanhoof, nous amène à cette réflexion sur les frontières

*J'écoute les bruits de la ville
Et prisonnier sans horizon
Je ne vois rien qu'un ciel hostile
Et les murs nus de ma prison*

Guillaume Apollinaire, *A la Santé*

incertaines entre contestation politique et criminalité, intensément représentée par «l'Affaire Graindorge».

Dans le même registre d'idées de «frontières imprécises» de la légalité, on peut placer la réflexion proposée par les *Cahiers sur la liberté de la presse* (1986), où transparaissent les problèmes de la RTBF (nominations politisées, problèmes de liberté de ton) et où la grande presse rencontre la petite presse contestataire à travers la voix de «Babar», notamment.

Les problèmes... Les phénomènes de société

Le terme est un peu creux et superficiel: problèmes? Phénomènes? Tout cela sent la pétition de principe ou le sociologisme aride. Prenons le phénomène (ou problème) de la drogue, par exemple, que le Librex a jugé assez crucial depuis 1971 que pour lui consacrer un Cahier. Un phénomène qui *questionne* les générations supérieures autant qu'il les inquiète. On peut y répondre par la répression pure et simple, mais la démarche libre examinateur impose aux gens d'aller plus en profondeur. Ayant au coeur la problématique de la «répression» à travers leur série de publications, l'équipe des Cahiers invite les spécialistes comme les usagers à parler («le pavé qualité mai '68 ou la cigarette de hasch ont ceci en commun qu'ils contestent tous deux les valeurs établies. Et que cette contestation devienne ou non violente, elle est en soi intolérable» — éditorial des Cahiers). Le discours médical croise le sociologique ou le «témoignage»; tout cela n'est pas exempt de jugement moral, d'invectives, de harangues faites à la jeunesse dans l'un ou l'autre sens. On y pose de manière intéressante la question de l'aliénation (les loisirs — dont la drogue — vus comme un gentil passe-temps qui détourne les gens de la politique et laisse le pouvoir à ceux qui distribuent «panem et circenses»), ou celle de la révolution (une contribution libertaire de Michel Graindorge). Le Librex a à plusieurs reprises relancé les débats sur cette pratique qui est toujours soumise à une répression policière et légale (d'où le sens de notre préoccupation) dans des conférences où l'on réexamina à nouveau, dans les domaines médicaux, moraux ou politiques, ce que le haschisch pouvait avoir de «si mauvais» pour la société belge. De manière générale, dans tout phénomène de société où la justice, le droit peuvent apparaître en décala-

ge avec les mentalités, le Librex se doit de lancer les débats et d'asticoter les trop bonnes consciences politiques.

Le même effort se manifestait à travers un autre cahier plus ancien, celui de «Sexualité et contraception», où l'on peut épingleur un article très fron-
deur de Claude Javeau mettant en scène la «bonne sexualité» de son époque, celle du règne de la frustration, qui veut que la liberté sexuelle semble un danger moral et la nuit de noces soit un viol caractérisé. Le Librex c'est aussi l'espace nécessaire pour dire avant qu'elles soient rangées dans le «normal», quittant le pathologique, les vérités nécessaires qui blessent quelques «bonnes âmes» aux commandes de l'Etat.

Il faut donner des chocs («choquer») pour faire penser en notre époque où l'ordinaire est quotidiennement hissé au «sensationnel». L'homme de notre temps a l'estomac abîmé: il lui faut des épices. La qualité de celles-ci, tout est là...

Henri Janne,
1974

C'est la lutte contre la censure comme moyen de répression: la censure politique à travers une conférence avec Cavanna et Wolinsky sur la liberté de la presse en 1971, suivie de celle réunissant Jean-Luc Godard et André Glucksman; ou la censure des moeurs, témoin en est un communiqué de presse à l'époque de la saisie de *l'Empire des sens*, film de Nagisa Oshima, par le Parquet belge; contre la répression de certains comportements sexuels comme l'homosexualité (colloque sur l'homosexualité 83-84, soutien au Professeur Michel Vincineau dont l'homosexualité est présentée comme une anomalie par la Cour d'appel de Bruxelles); contre l'androcentrisme de notre société (Cahier sur la condition féminine, 1972); ou s'efforçant de dénoncer les conditions de vie dans les prisons et les internements psychiatriques (Cahier de 1984 sur l'enfermement).

Le Librex s'est aussi intéressé à des phénomènes qui monopolisèrent progressivement l'attention d'étudiants moins attentifs à la vie de la Cité qu'à... leur propre avenir. La crise, que l'on considère généralement sur-
gie en 1973, ressentie comme une menace par les étudiants qui s'enferment dans leurs études, parfois au détriment d'un certain engagement (le volume des cours ayant aussi bien évolué depuis une certaine époque est

un autre facteur de désinvestissement). Aussi les conférences sur l'économie «marchent bien» depuis 1973, reflétant cette inquiétude. Les tribunes données à Jacques Attali, par exemple, ou les «séminaires dérangeants sur l'origine de la crise» de 1984 ou encore le Cahier «Crise pour un monde nouveau» de 1976 sont notre réponse à ces interrogations. D'autres conséquences de la crise comme la politique sociale dans le domaine médical sont évoquées dans le Cahier «La santé des Belges» (1981), en ce y compris la médecine sociale du G.E.R.M. et une tribune donnée au docteur Willy Peers connu par ailleurs comme figure importante de la lutte pour la dépénalisation de l'avortement en Belgique.

A cet égard justement, on retrouve le beau et bouleversant témoignage de l'avocate Gisèle Halimi dans les Cahiers du libre Examen sur la «Condition féminine» (1972). Le Librex assurera aussi la publication d'un tirage à part d'un article de *Marie-Claire* saisi par le Parquet de Bruxelles «Déjà on peut avorter en France sans se cacher» (1973-1974), ces publications complétant l'engagement du Librex dans des manifestations pour la dépénalisation de l'avortement, notamment lors de l'arrestation du docteur Willy Peers.

De 1989 à 1998

Dans un autre registre très classique au Cercle du Libre Examen, mais que je préfère aborder assez tard parce que d'autres le traiteront par ailleurs dans cette publication, les relations conflictuelles qu'entretiennent le christianisme et l'étiquette «libre examinateur», et qui nous oblige à évoquer les notions de laïcité et de rationalisme en quelques lignes. Le Cercle du Libre Examen s'est toujours revendiqué de l'anticléricalisme comme du rationalisme; c'était le flambeau de «sa» Maison, l'U.L.B., depuis sa création, que de s'opposer au dogmatisme professé à Louvain ou ailleurs, et d'insister au contraire sur la démarche scientifique (le positivisme) comme seule méthode valable. N'est-il pas écrit sur le sceau de notre Université «Scientia vincere tenebras». Il est pourtant bon de confronter cet optimisme béat pour la science aux dérives de celle-ci quand elle abolit l'éthique, ou à cette phrase de Karl Marx: «On dirait



L'hommage à Francisco Ferrer, le 20 novembre, est une tradition au sein de notre Cercle.



La Librexmobile, à l'époque possession de Pierre Vandernoot, président 75-76, et le drapeau du Librex.



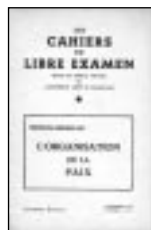
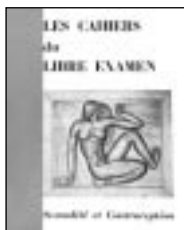
Le bulletin d'information du Cercle, outil impertinent du dialogue universitaire (prêchons dans le désert...).



Le cadre de nos investigations, au quatrième étage du bâtiment F1, Cité Universitaire, dans les années septante.



Manifestations pour la dépénalisation de l'avortement, fin des années septante



Les Cahiers du Libre Examen, de 1937 à aujourd'hui.



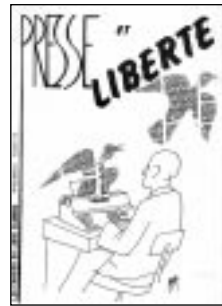
Le Cercle fin des années septante. On reconnaîtra Martine Feron, Pierre Schoemann, Jean-Claude Praet, Patrick Neuray, Philippe Grollet et la petite Gaëlle, plus tard membre du Cercle (prédestination?).



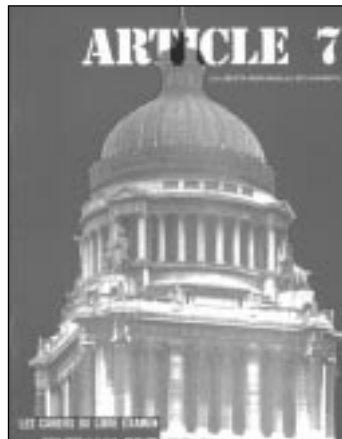
Les Cahiers XXIIème série, n°1 et 2 (1968): Vietnam.



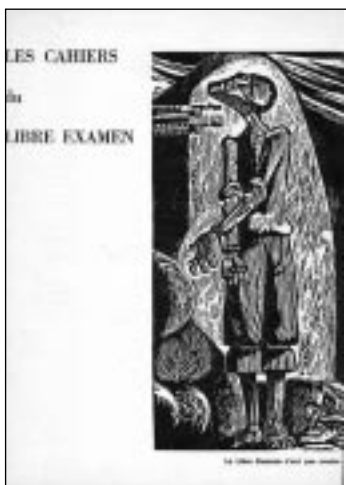
Le «no brain, no headache» du fonctionnaire soumis: «le sommeil de la raison engendre des monstres» (Goya).



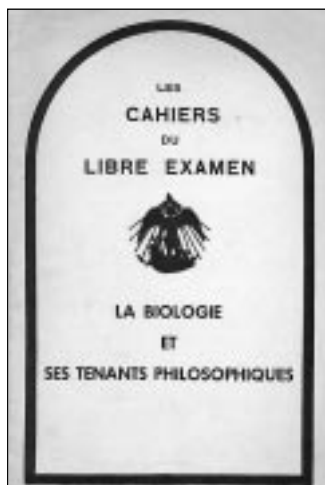
Une dénonciation du colonialisme et de l'apartheid (1972).



Une réflexion sur le fonctionnement de la justice pénale (1980).



A la mémoire de Pierre Brachet (1911-1936).



Dans les années cinquante, les débats scientifiques viendront au côté des engagements politiques comme au cours du procès des Rosenberg.



Le Cahier sur le fascisme (1978), un outil de réflexion et d'investigation face aux imprécations du Front de la Jeunesse ou du V.M.O.

même que la pure lumière de la science a besoin, pour resplendir, des ténèbres de l'ignorance.»

Cependant, Louvain comme Bruxelles ont évolué, le choix des études notamment n'étant plus régi par des impératifs identitaires («pour 90 % des étudiants, le choix de l'ULB est fonction de considérations purement géographiques ou d'opportunité» dit d'ailleurs le bilan moral du Comité 73-74); de même que Louvain, prenant ses distances avec la hiérarchie catholique rétrograde de Jean-Paul II (dans les domaines de la procréation médicalement assistée notamment) au discours intolérable, se rapproche de nous. Si ce qui nous distingue d'une université à l'autre est la foi, alors il n'y a plus à mon sens d'incompatibilités fondamentales; l'usage de la méthode libre examinateur, le refus de tout dogmatisme, de tout argument d'autorité restent en principe des valeurs ulbistes, mais sont-elles vraiment inconnues à Louvain, je ne le pense pas, d'autant qu'il est des chrétiens aussi ardents libre examinateurs que ceux de l'U.L.B. (je pense en particulier au chanoine de Locht).

Des attitudes franchement intolérantes que nous avons pu professer en d'autres temps, comme pour rivaliser avec le cléricisme, qui étaient de déclarer que «l'ULB n'est pas faite pour les étudiants chrétiens», ou de débuser systématiquement le chrétien dans l'Université de Théodore Verhaegen, il reste peu de choses: la tolérance a prévalu, ce qui compte étant d'amener les gens à accomplir ce travail sur eux-même qu'est le libre examen, et à éviter que ceux qui régissent les destinées de notre Alma Mater (C.A. ou professeurs), contestent ou rejettent l'article premier des statuts: «l'enseignement de l'université a pour principe le libre examen», ce qui conduirait notre université d'idées et de combats dans un no man's land éthique où spécialistes endormis, faiseurs d'énarques et pseudo-contestataires se renverraient la balle stérile de leur suffisance.

Il reste aussi surtout la lutte active *contre* l'empiètement des hiérarchies religieuses dans les vies privées, manipulant des conceptions rétrogrades de la conception (interdits sur la contraception, politiques «aveugles» de natalité, refus de l'avortement) ou de la souffrance (refus de l'euthanasie),

*Toi, tu n'es pas le bon dieu
Toi, tu es beaucoup mieux
Tu es un homme*

Jacques Brel

qui cherchent essentiellement à arracher à l'individu la liberté de disposer de son propre corps, à en faire un «instrument de Dieu».

Contre des visions de la foi chrétienne défendues par Karol Wojtyla (Jean-Paul II) ou Gottfried Daneels (Gottfried DANEELS, «L'Eglise face aux défis du troisième millénaire», *La revue générale*, 1996, n°12), nous préférons la démarche de Pierre de Locht, proche de nos méthodes de

réflexion comme de nos combats, proposant une vision de la foi chrétienne qui ne plaît pas aux doctrinaires (Pierre DE LOCHT, «Christianisme et modernité», *La revue nouvelle*, Février 1991, n°2).

Pour résumer: ma critique des thèses du cardinal Daneels se synthétise en trois points: l'affirmation de la dépendance de l'homme à Dieu ainsi qu'à la structure ecclésiastique dépositaire de la «Vérité», et une morale transcendante, «tombée du ciel», en quelque sorte, qui ne laisse plus de place à la démarche intellectuelle individuelle, qui est ouvertement niée dans ce discours; la nécessité de l'inculturation des sociétés africaines ou asiatiques, c'est à dire en fait de leur acculturation pure et

simple (perte de leur propre culture) au profit de la foi et culture chrétienne: M. Daneels véhicule à cet égard une image «évolutionniste» péjorative des cultures africaines par rapport aux autres cultures, «millénaires et raffinées», jugez-en plutôt: «les jeunes cultures africaines sont encore souples et perméables, comme une lave encore liquide»; bref M. Daneels cherche un «biotope» idéal à la plante carnivore chrétienne... Enfin, à un niveau plus épistémologique, on ne peut que souligner l'ambiguïté d'une Eglise qui hésite entre raviver la place du rituel, des chants grégoriens, du latin, bref de la mystique, pour damer le pion aux «nouvelles religions», à la «religiosité sauvage» et l'autre option, celle de l'explication donnée, du Texte interprété et évoluant, de la lisibilité complète de la Religion.



Cabu, *Le journal de Catherine* (1980)

C'est dans ce cadre que s'insèrent plusieurs actions, conférences et publications du Librex, qui a invité des écrivains catholiques comme d'autres défenseurs de la foi chrétienne dans ses débats, publié un Cahier sur les relations entre la religion et le pouvoir («Religions et Etat, les liaisons dangereuses», 1995) ou engagé aux côtés d'autres associations une sorte de «remue-méninges» sur la dernière encyclique papale en 1993-1994.

En ce sens le Librex est un défenseur de la laïcité, mais d'une laïcité progressiste, qui ne s'embarasse pas dans les mêmes filets que ceux des structures chrétiennes: missionarisme face à d'autres cultures, «catéchisme laïc», défense d'une morale figée et hors d'atteinte d'un libre examen, intolérance et incapacité d'écoute qualifiées à juste titre de «laïcardes», messages ringards qui passent à côté des jeunes et appareil structuré comme l'appareil ecclésiastique: faut-il nécessairement opposer au Pape un Anti-Pape?

Conclusion hâtive

... et dans l'espoir d'en dire beaucoup plus

En guise de conclusion, je pense qu'il y a très concrètement deux moyens de tenter une «approche» du libre examen (attention l'animal est indompté et il mord): la première passe par les tentatives de définition, et offre l'avantage d'une mise en perspective intellectuelle cohérente du principe et de sa méthode, mais a par contre le lourd désavantage d'être peu parlante, ce qui est un handicap pour un temps où «les écrits s'envolent, mais les gestes restent»; et ce que j'ai tenté ci-dessus en accompagnant le récit d'anciens, qui est de partir des faits et de l'expérience concrète d'un engagement, pour lancer quelques pistes de réflexion et permettre à chacun de s'offrir sa propre définition *personnelle* du libre examen, qui s'enrichira par la suite d'autres réflexions générales sur le principe et autres rhétoriques qui «donnent à penser» d'intellectuels qui oeuvrent dans le même sens. Au lecteur de juger si le Librex, ou toute autre association qui entend diffuser ce principe du libre examen, méritent dès lors d'être vécus comme expérience...

Remarque finale: cette esquisse d'un historique du Librex se fonde avant tout sur les sources écrites qui subsistent. Pour les sources orales (récits de vies et autres témoignages d'«anciens combattants»), il faudra vous référer à d'autres spéléologues de notre cher Librex. On consultera à profit le Cahier spécial XXVème série coordonné par Philippe Grollet (assez similaire dans son approche à cette plaquette), ou la contribution de Denis Stokkink dans le Bulletin du Cercle n°11, 1978. Pour plus de détails sur la période d'avant-guerre, on consultera l'excellent ouvrage paru grâce aux Archives de l'U.L.B., «Les 150 ans de l'ULB», sous la direction d'Andrée Despy-Meyer et André Uyttebroeck, Editions de l'ULB, 1984; et pour la période qui suivit, surtout le «ULB à la Une. La Belgique et l'Université Libre de Bruxelles racontées par la presse», ouvrage collectif paru au Cri, en 1988.

Je voudrais remercier pour l'aide apportée dans mon travail Ludmila Vondracek, Philippe Grollet et Pierre Beauvois, mais aussi Eliot Huisman sans lequel je n'aurais pas connu le Librex, et Jean Spinette sans lequel je n'y serais pas entré; enfin mes camarades et amis dont la volonté me maintient rivé à nos locaux.

1 Il faut lire la contribution du docteur Fernand Hirsch (président de 1933 à 1934) dans les Cahiers XXVème série, pour saisir l'esprit exaltant et blagueur qui animait alors le Cercle.

2 Georges MORISSEN, *La vie estudiantine*, in *L'Université de Bruxelles. 1909-1934*, Bruxelles, Scripta, 1934. Soulignons aussi combien l'ouvrage, de mettre en exergue des combats philosophiques et politiques fondamentaux dans des affaires brûlantes, est le signe d'une université qui assume ses engagements.

3 Henri NEUMAN, *Avant qu'il ne soit trop tard. Portraits de résistants*, Editions Duculot, Paris-Gembloux, 1985.

4 Marcel LIEBMAN, *Né juif, Une famille juive pendant la guerre*, Ed. Duculot, 1977.

5 Ce serait l'occasion de rappeler avec Marcel Liebman que la Sûreté belge, dès 1933, collabore avec les services de sécurité allemands dans la chasse aux communistes et... *la surveillance des Juifs*. Ceci culminera avec les activités du Chef de la Sûreté De Foy, traître patenté.

Philippe Vienne,
Secrétaire aux publications du Librex 1997-1998.

La seconde guerre mondiale

De l'esprit du Libre Examen à la résistance armée

I. 1941: la fermeture de l'Université

L'U.L.B., juste après la première guerre mondiale, connaissait une période de prospérité, Jules Bordet, éminent professeur de la faculté de Médecine, venait de recevoir un prix Nobel de médecine et de physiologie pour ses recherches; on inaugurait les premiers bâtiments construits sur l'ancien quartier du Solbosch; on élevait, pour son cinquantième anniversaire, une nouvelle Ecole Polytechnique; et on construisait, sur le boulevard de Waterloo, de nouveaux locaux pour la faculté de Médecine, juste à côté de l'Hôpital Universitaire Saint-Pierre. Mais pendant que l'Université se reconstituait après les tourments de la Grande Guerre, à l'extérieur, la politique européenne était troublée par les frénésies nationalistes de l'Italie fasciste de Mussolini puis de l'Allemagne nazie du chancelier Hitler.

Pour ce dernier personnage aux ambitions démesurées, il fallait que l'Allemagne devienne un empire puissant sur lequel le soleil ne devait jamais se coucher. C'est pourquoi, par une série de conquêtes, il concrétisa ses plans d'élargissement, jusqu'à envahir, sans déclaration de guerre, la jeune Pologne, forçant les grandes puissances européennes liées par des traités à cet Etat, à savoir la Grande Bretagne et la France, à déclarer la guerre à l'Allemagne le 3 octobre 1939. On était entré par la grande porte dans une guerre qui, au terme de six années devait coûter la vie à un nombre de personnes s'élevant entre 30 et 60 millions.

Du côté de notre petit pays, qui s'était proclamé neutre, l'annonce du pacte Germano-Soviétique du 23 août avait ardemment inquiété le gouvernement, qui tout en n'étant pas officiellement entré dans le conflit, commençait à mobiliser ses troupes de réserve.

Cette mobilisation eut, pour notre université, deux conséquences, la première est qu'un nombre non négligeable d'étudiants et de professeurs furent appelés sous les drapeaux, ceci impliquant, bien sûr, que le Conseil d'administration (C.A.) devait lever un système de suppléance de manière à remplacer ces derniers, et à ne pas laisser les cours sans «magister». La seconde fut «un net recul de la population étrangère issue des pays directement impliqués dans le conflit».

Le 10 mai de l'année suivante, la Wehrmacht et les troupes S.S., qui avaient eu tout un hiver pour s'entraîner durant la «drôle de guerre», envahissaient et soumettaient, dès le 28 mai 1940, une Belgique impuissante face à cette foudroyante attaque. Chez les Français, après la percée du front de Sedan, ils réussirent à imposer un armistice qui, lui aussi, avait pour nos voisins, un amer goût de capitulation.

Dans les universités belges, les cours ayant été fermés dès la capitulation, les étudiants qui n'étaient pas encore en armes étaient soit dirigés vers les centres d'incorporation, soit vers le midi de la France. Une partie du corps professoral avait préféré prendre la route de l'exode. Ce fut le cas provisoirement pour Jean Burgers ou Robert Leclercq, futurs dirigeants du «Groupe G» de résistance. A Montpellier et à Toulouse, où les étudiants et les professeurs s'étaient regroupés, il fut même question d'organiser une session exceptionnelle d'examens et même d'élaborer, au sein des deux villes, des embryons de Facultés belges.

Mais contrairement à ce qui s'était passé durant la guerre 14-18, pendant laquelle les universités avaient unanimement décidé de fermer les cours afin de ne pas établir de discrimination entre les étudiants combattants et les non combattants (un certain nombre de jeunes en âge de combattre étant dans les tranchées, aux côtés de l'Armée Belge, dans le réduit de l'Yser), la Belgique capitule et est entièrement occupée. La volonté des dirigeants de l'Université est alors que les étudiants mobilisés réintègrent leur foyer et les auditoires, ne voulant absolument pas laisser cette «jeunesse studieuse» aux portes des universités. De façon à permettre une réintégration plus facile, on organisa deux sessions d'examens, l'une en septembre l'autre en octobre (qui finalement se prolongea jusqu'en

décembre) afin de permettre aux étudiants rentrés tardivement de pouvoir y participer.

On songea à recommencer les leçons mais la Belgique était un pays occupé et les Allemands avaient déjà d'autres projets pour nous. Pour les mener à bien, le III^{ème} Reich avait imposé aux pays occupés une administration militaire (MILITARVERWALTUNG) qui avait pour fonction de remettre les populations au travail pour «restaurer l'ordre et la tranquillité dans tous les secteurs socio-économiques et industriels» afin d'assurer les arrières allemands dans l'optique d'un hypothétique débarquement en Angleterre.

Les Universités s'intégraient parfaitement dans le plan de l'administration militaire.

En effet, cette dernière comptait dans ses rangs une section culture, section d'intellectuels nazis qui avait pour but d'assimiler les facultés dans l'«Ordre nouveau». Deux historiens, Petri et Reeze étaient chargés de préparer un plan de concrétisation de ce dernier point. Ce plan prévoyait, notamment, une réduction ou un élargissement des compétences des quatre universités de l'époque: Gand et Liège seraient désormais des universités régionales (une pour la partie flamande du pays et l'autre pour la partie wallonne), celle de Louvain était désormais limitée à ses fonctions théologiques et la nôtre... serait devenue le Q.G. intellectuel et centre de diffusion de l'infâme idéologie nazie «contre l'esprit décadent de l'Europe occidentale». En attendant, l'ULB pouvait rouvrir ses portes mais, bien sûr, sous réserve de certaines précautions...

C'est dans ce contexte que des pourparlers entre le C.A. et l'A.M. commencèrent. Mais Libre Examen et National-Socialisme, pour reprendre les termes d'Henri Neuman (chargé d'action au sein du «Groupe G») étaient antinomiques par essence, et les deux parties aux négociations devaient, pour les mener à bien, faire des concessions qui iraient à l'encontre des principes qu'ils défendent. En juillet-septembre 1940, l'Administration militaire s'opposa à la réintégration des professeurs ayant quitté le pays durant l'exode de Mai '40.

Par la suite, elle s'octroya un droit de veto qui devait traiter de toute nouvelle nomination de professeurs hostiles au fascisme (notons au passage qu'avant même la déclaration de guerre, des professeurs et des étudiants avaient organisé des manifestations antifascistes à Bruxelles). L'Administration militaire imposa à la Maison du Libre Examen la présence d'un commissaire allemand (et bien évidemment pion nazi): le Docteur Walz de l'Université de Munich, qui prit ses fonctions dès le 6 novembre. L'ULB accepta pour ne pas priver la jeunesse bruxelloise de tout enseignement.

Deux autres mesures vinrent s'ajouter. La première concerne la révocation des professeurs de «race juive» et de tous les professeurs ayant affirmé dans leur enseignement ou leurs écrits une opposition à la nouvelle Allemagne. La seconde concerne la nomination de *Gästprofessoren* qui auraient la tâche de «désintoxiquer l'atmosphère dans les établissements supérieurs du pays et catéchiser la jeunesse par rapport aux forces nouvelles»

Tout en protestant énergiquement, le C.A. accepta sans perdre pour autant l'idée d'attribuer les postes vacants à des professeurs qu'il aurait choisis; ainsi il réaffirma dès le 14 novembre 1940 durant une réunion: «l'Université a été rouverte pour faire bénéficier les étudiants de son enseignement à elle; elle ne peut servir de camouflage à un enseignement qui ne serait pas le sien».

Le 12 novembre, les cours furent repris. Le *Militärverwaltung* entendait bien faire valoir son désir ardent de nommer les professeurs. Walz parti à Zagreb fut remplacé par le commissaire Ipsen de l'université de Hambourg, qui avait à coeur de concrétiser les projets de Walz.

Conformément au plan Petri/Reeze il était désormais question d'introduire le bilinguisme dans la plupart des facultés (la chose ayant déjà été faite auparavant dans les facultés de Droit et de Philosophie et Lettres, pour permettre aux libre examnistes flamands de bénéficier de l'enseignement ulbiste). Sur ce dernier point, malgré les gros problèmes d'organisation, le C.A. obtempéra après avoir fait avaliser le fait que les places

vacantes soient attribuées à des chargés de cours et non des professeurs. Pour les 13 cours en néerlandais et selon les souhaits de l'A.M., il fallait que les charges soient attribuées à des personnes aux sentiments pronazis issues du «peuple flamand», et suggéra quelques personnages: il s'agissait de Robert Van Roosbroeck (historien et flamand pronazi), d'Antoon Jacob, condamné à mort pour trahison en 14-18 et exilé en Allemagne) et Robert de Maeyer (archéologue et partisan de l'Ordre Nouveau).

A cette provocation, le 23 novembre, le Bureau de l'Université proposait de fermer l'institution. Le 24 novembre, en réunion exceptionnelle dans la grande salle de la Faculté de Médecine qui porte aujourd'hui encore un mémorial, le C.A. vota unanimement la suspension des cours pour durée indéterminée, le 26 du mois une motion fut adoptée par les dirigeants des Cercles Etudiants, qui soutenait sans réserves le Conseil.

L'ULB préférait fermer plutôt que de contenir en son sein l'assassinat du Libre Examen...



Le même jour, dans le désarroi et la colère la plus totale, Ipsen, tenta de contraindre les professeurs de redonner cours: il n'en firent rien. Une nouvelle tentative de sa part se fit le 1er décembre et — fièrement — 20 professeurs sur 100 acceptaient de reprendre le chemin des auditoriums... Par

ailleurs, la répression fut sévère, il était question d'emprisonnement pour certains, pour d'autres d'amendes. Tant les étudiants que les professeurs étaient visés (quoique ce furent surtout des membres du C.A. qui se virent infliger ce genre de tribut). Le 31 janvier 1942, Ipsen faisait parvenir aux professeurs et assistants une interdiction formelle de «participer sous quelque forme que ce soit à une continuation de l'enseignement à l'ULB ou dans d'autres établissements qui servent à la formation scientifique d'étudiants» et donc aussi d'apporter leur collaboration dans les instituts privés préparant les étudiants aux examens du Jury Central.

Pendant ce temps, les 3125 étudiants essayèrent de s'organiser comme faire se peut. Un certain nombre d'entre eux furent très chaleureusement accueillis dans les autres universités belges, d'autres préférèrent préparer le Jury Central à Bruxelles et pour les aider, plusieurs initiatives furent prises et appliquées (comme la tenue de cours secrets).

Nous pouvons être fiers de l'attitude tenue par notre C.A., mais il faut surtout ajouter à ces actes l'action généreuse de certains assistants ou étudiants qui ont, dans le plus grand secret participé à des faits de résistance.

Radoine Abdesslami,
Délégué Librex du Cercle de Médecine, et
Régis Panisi,
Administrateur Droit 1997-1998 du Librex

II. Résistance à l'ULB: Le «Groupe G»

Se battre pour une idée

Naissant au sein de notre Alma Mater, le «Groupe G»¹ sera continuellement imprégné des principes libre examinateurs, tant dans son organisation que dans son action. Peu importe l'étiquette politique ou religieuse, le combat anti-fasciste requiert les efforts de tous, mais dans le but de res-

taurer l'Etat de liberté et de tolérance tel qu'il était avant-guerre, sans tenter d'imposer une quelconque idéologie.

Dès 1937, le ton a été donné par le Cercle du Libre Examen dans un de ses cahiers: «Contre tous ceux qui veulent imposer silence à la pensée humaine et entraver le progrès, nous jeunes, sommes prêts à nous unir au-delà des barrières idéologiques qui peuvent nous séparer. Nous avons tous au coeur le même espoir: celui d'une vie plus large, plus riche, dans la paix et la fraternité».

Se basant sur l'idéal démocratique, les dirigeants du groupe, Jean Burgers, et à partir de 1944 Robert Leclercq, ont toujours prôné la voie du dialogue pour régler tous les conflits internes qui pouvaient naître à la suite d'une décision. Acceptant la controverse, les chefs, par l'idéal et la décentralisation du réseau, tenaient à se déplacer pour expliquer, discuter et tenter de convaincre les membres de l'utilité d'une action afin de conserver l'idée d'une autorité librement consentie.

Les buts du groupe G

La principale caractéristique du Groupe G réside probablement dans son esprit scientifique et prospectif. D'une part, les sabotages étaient préparés de manière théorique, d'autre part, les conséquences de chaque action menée par le Groupe étaient pesées et débattues. Il était d'abord indispensable de tenir compte des représailles allemandes sur la population civile que pouvait entraîner un acte de sabotage.

Ensuite, la destruction totale d'un outil de production pouvait entraîner la déportation des ouvriers belges vers les usines allemandes.

Enfin, il était important de penser à la période qui suivrait la libération du pays. Si les capacités industrielles belges avaient été trop endommagées, le redressement économique aurait été d'autant plus difficile. Dès lors, pour ces raisons, devait naître un réseau national pouvant recueillir un maximum d'informations et par là ayant la possibilité de choisir l'opération la plus efficace pour leur combat.

De par ces préoccupations et grâce aux conseils de plusieurs scientifiques, les membres du Groupe G ont décidé de ne s'attaquer qu'à quatre secteurs d'activité qui réduiraient la production au profit de l'ennemi sans nuire définitivement au patrimoine de la nation. Il s'agit des voies navigables, du chemin de fer, du transport de l'énergie, et, après le débarquement des alliés, des télécommunications. Cette dernière cible n'ayant pourtant jamais pu être atteinte, l'avance des alliés ayant été plus rapide que ce que prévoyaient les dirigeants.

Sur le modèle d'une entreprise

Le réseau créé fin 1942 sera modelé sur l'organisation d'une entreprise avec une répartition des fonctions à chaque niveau tant national que régional. Le pays est divisé en 10 régions qui sont elles-mêmes divisées en secteurs et cellules. Chacune de ces branches a à sa tête un chef ou un commandant, un responsable d'action, du matériel et de renseignements. A la tête du tout, se trouve l'Etat-Major national.

Les informations recueillies par les régions, les zones, les secteurs, et les cellules sont centralisées à Bruxelles, où se prennent les décisions d'action. L'Etat-Major national prend également en charge l'approvisionnement financier et matériel des différentes sections. C'est aussi à Bruxelles que se tiennent les contacts avec Londres qui est le principal fournisseur du groupe. Le chef national du service matériel assure donc la sécurité des parachutages anglais ainsi que la distribution des armes en fonction des actions prévues.

La lourde tâche de l'exécution des traîtres incombe à l'Etat-Major national qui assure la sécurité des membres. Une brigade de mort regroupant des volontaires entraînés à tuer est dès lors mise sur pied.

En ce qui concerne le recrutement, préférence est donnée à la qualité plutôt qu'à la quantité. A la libération, 3000 hommes et femmes forment le groupe G ayant chacun un rôle spécifique à remplir. La sécurité du groupe reste le souci principal de l'Etat-Major. Les nouveaux membres

sont l'objet d'une sélection draconienne tenant compte de l'esprit, de la motivation et de la confiance que peut leur accorder leur réseau.

L'apport des scientifiques

Les premiers membres du groupe sont recrutés au sein de l'U.L.B.; il s'agit d'étudiants, mais aussi, de professeurs, comme Jean Lameere dont un auditoire porte aujourd'hui le nom, et d'assistants qui apporteront, outre leur courage, leurs connaissances scientifiques. Ceux-ci ont joué un double rôle dans l'organisation du groupe.

D'une part, ils déterminaient avec précision la manière la moins onéreuse et la plus efficace de détruire des cibles désignées telles que les écluses, les aiguillages de chemins de fer ou les pylônes électriques.

D'autre part, ils mettaient au point des explosifs et des détonateurs spécifiques à chacune de ces cibles. De plus, certaines de leurs recherches leur permirent d'utiliser des produits usuels pour le sabotage des wagons de chemins de fer, ou pour l'immobilisation des véhicules allemands. Sans être toujours spectaculaire, le préjudice ainsi porté de manière quotidienne aux forces d'occupation n'a certainement pas été négligeable.

L'apport civil

La base du groupe est formée de citoyens ordinaires qui apportent avec eux les connaissances inhérentes à leur domaine d'activités. Ainsi, l'action du groupe G sur les chemins de fers a été renforcée par les renseignements émanants des cheminots, mais surtout grâce à leur connaissance du réseau ferroviaire belge et du matériel utilisé. De même, les éclusiers ont apporté tout leur savoir aux scientifiques bruxellois afin que les actes de sabotage des voies navigables soient les plus efficaces possibles.

La grande coupure

C'est probablement le plus bel exemple d'une action coordonnée à un niveau national et qui montre l'extrême efficacité de l'organisation du

groupe G. Ayant appris que les usines allemandes de la vallée de la Ruhr utilisaient de l'électricité produite en Belgique, l'Etat-Major national décida de s'y attaquer. La fragilité du transport de l'électricité fut rapidement mise en avant et la décision d'une action nationale privant d'électricité les usines d'armement allemandes fut prise. Pendant plusieurs semaines, les scientifiques ont mis sur pied des plans permettant la destruction des pylônes à haute tension.

Grâce aux renseignements concernant les lignes de transport d'énergie apportés par les membres locaux du groupe, une trentaine de pylônes sur tout le territoire national, sont désignés comme cibles. Ceux-ci sont situés dans des endroits peu accessibles, et sont de véritables carrefours de câbles. Dans la nuit du 15 janvier 1944, entre 20 heures et 23 heures, ces pylônes se couchent, coupant l'approvisionnement des usines allemandes, et les empêchant donc de continuer à tourner. L'Allemagne a ainsi perdu plus de 10 millions d'heures de travail, ce qui représente plusieurs centaines de chars, d'avions et de sous-marins qui n'affronteront jamais les alliés.

Les autres résistants

Si le Groupe G reste la figure emblématique de la résistance universitaire au sein de l'U.L.B., d'autres groupes ont également vu le jour à partir d'organes propres à notre maison. Sans être exhaustifs, il nous paraissait important de citer ces autres groupements de résistants.

Ces autres groupes rassemblent principalement des étudiants qui partageaient une idéologie commune. Ainsi ont pu naître les E.S.U. (Etudiants socialistes unifiés), dirigés par le président du Cercle de Droit Jacques Leten, de tendance communiste, qui malgré le pacte germano-soviétique de non-agression, ont condamné l'invasion allemande dès les premiers jours du conflit, ainsi que l'impérialisme britannique. Ils lanceront le premier organe de presse étudiant clandestin, *l'Etudiant*, en 1941, dans lequel ils appellent à un Rassemblement Estudiantin, qui existera par la suite et qui invitera les étudiants à ne pas répondre aux convocations allemandes pour le travail obligatoire. Se basant sur la structure existante d'une sorte de Parti Communiste de jeunes, le groupe a pu s'étendre et

entreprendre des actions, principalement de guérilla urbaine. Repris par la suite par le F.I. (le Front de l'Indépendance), les actions isolées menées par les E.S.U. entrent alors dans un cadre plus coordonné.

Les partisans armés (P.A.), s'inscrivent dans l'action la plus difficile moralement et physiquement. Ils s'attachent à l'exécution de collaborateurs de premier rang, notamment un ancien dirigeant du Cercle du Libre Examen, Louis Fonsny, qui était alors journaliste pour le journal *Le Soir*, censuré par l'administration allemande.

Le Service Hotton, dont une des bases importantes, le Groupe D du Service Hotton, se situe dans la région de Chimay-Mariembourg, porte une étiquette wallonne et libérale clairement affichée. En liaison avec des résistants français et des groupes de l'A.S. (l'Armée Secrète), ce service opère des sabotages mais aussi des combats de front avec les forces allemandes.

D'autres groupes ont bien sûr existé, issus des cercles facultaires et rapidement réunis au sein du F.I.. On peut ainsi citer les groupes «Justice libre», «Médecine libre», «les Amis de l'U.L.B.», «Enseignement» ou «L.O.M.O.», équivalent flamand des deux derniers cités.

Le Groupe G représente un lien intéressant entre ces différents groupes, et il permettra la mise en place de coopérations sur le terrain. D'autre part, une presse étudiante clandestine importante a vu le jour. Celle-ci constitue une action psychologique fondamentale de la résistance: *la Belgique nouvelle, la Belgique nouvelle-Echo de Belgique, le Poil Occulté, çà ira! Les nazis à la lanterne, Clan d'Estin et Chut!*

Conclusion

En guise de conclusion, il nous semble judicieux de reprendre quelques phrases du dernier dirigeant du Groupe G, Robert Leclercq:

«Le Groupe G a compté dans ses rangs des hommes de droite et de gauche, des prêtres et des libre penseurs, des ouvriers, des paysans et les plus éminents hommes de science de ce pays.»

«Les membres du Groupe G ont appris que si l'action est tout, elle n'est rien sans pensée. L'action n'est donc pas l'excuse de tout.»

«Le Groupe G demeure un témoin de conscience du passé et il n'entend être rien d'autre.»

1 «Groupe Général de Sabotage»

Daphné Desmedt et Pol-Henri Verdonck,
Etudiants membres du Librex 1994-1995

Ndlr: ce dernier article est tiré d'une plaquette «Résistance à l'U.L.B.» publiée par le Librex dans le cadre de la commémoration des 50 ans de la réouverture de l'U.L.B.



En 1995, Le Librex organise un voyage à Auschwitz. En 1997, il perpétue la mémoire de ceux qui sont disparus au fort de Breendonck en organisant un voyage et des événements. N'oublions pas que nos prédécesseurs en ce Cercle, Jean Burgers et Richard Altenhoff y furent torturés avant que d'être exécutés par les nazis.

Bibliographie des deux contributions

* William UGEUX, Le «Groupe G», 1942-1944, éd. Elsevier séquois, 1978.

* José GOTOVITCH, Les multiples résistances universitaires, in 25/14/41 U.L.B. L'Université Libre de Bruxelles ferme ses portes, édité par Andrée Despy-Meyer, Alain Dierkens et Franck Scheelings aux Archives de l'U.L.B.

* Henri NEUMAN, Avant qu'il ne soit trop tard. Portraits de résistants, éd. Documents Duculot, 1985.

* Robert LECLERCQ, Le Groupe «G», brochure éditée en 1967.

* André UYTTEBROUCK et Andrée DESPY-MEYER, Les cent-cinquante ans de l'ULB. Editions de l'ULB, 1984.

«J'ai eu deux ou trois impressions déterminantes dans ma vie. J'étais soldat. Un jour, pendant un bombardement, j'étais couché dans un champ près d'un bois. Je remarquai, tout près de mes yeux, une herbe de l'espèce que vous nommez *Zittergras*. Au bout de chaque ramille de cette graminée oscille un coeur minuscule qui tremble. Ce n'était pas au souffle des bombes que l'herbe tremblait mais au vent du printemps qui passait sans penser à la guerre. Une autre fois, au bord de la mer du Nord, pendant une tempête qui fouettait d'écume les vagues furieuses, j'ai trouvé des coquillages légers, délicats, roses et transparents que l'on nomme chez nous ongles d'enfants. Les coquillages étaient intacts malgré la tempête. Lorsque j'ai cueilli le *Zittergras* et que j'ai ramassé l'*ongle d'enfant*, il m'a semblé que le monde à travers son énorme fracas nous murmure un chant exquis et innombrable, doux et fort, léger et puissant. Autre exemple: avez-vous vu abattre un grand arbre en été? Après le fracas de la chute, il gît comme une bête mourante. Il touche terre et il n'est déjà plus qu'une dépouille. Il a quitté sa forme. Cette forme se dessine dans le ciel, là où l'arbre abattu se dressait parmi les autres. Cette forme qui faisait sa puissance est impalpable, faite de lumière et de vent. c'est le chant de l'arbre qui reste debout.

Je suis persuadé qu'il n'y a aucun bouleversement au monde qui puisse briser le coquillage, arracher l'herbe ou étouffer le chant de l'arbre. Voilà à quoi j'allais rêvant pendant cette longue guerre que nous avons tous subie.»

Paul Willems

Libre Examen et Religions

Antoine Dayez

La Croix et la Bannière

Souvenirs

Que reste-t-il de «l'autre ligne de fracture» de la société belge? Quelle est aujourd'hui la pertinence du combat laïque et libre examinateur? L'anticléricalisme militant a-t-il réellement encore un sens dans une société où seuls 10% encore des croyants assistent plus ou moins régulièrement aux offices du culte?

En septembre 1997, la première conférence organisée par le Cercle du Libre Examen se déroula dans les nouveaux locaux du Centre d'Action Laïque inaugurés quelques jours auparavant. Elle réunissait le philosophe

*Toi qui sait tout, grand Roi,
des choses souterraines,
Guérisseur familier des angoisses humaines,
Ô Satan, prend pitié de ma longue misère.*

Charles Baudelaire

Jacques Sojcher et le Chanoine Pierre de Lochet et avait pour thème «L'engagement: la Croix ou la Bannière?». Bien que ce dernier soit un habitué des milieux

laïques nous étions inquiets à l'idée que celui-ci puisse être le sujet de plaisanteries douteuses ou de remarques déplacées venant de certains membres de la vieille garde du CAL.

Nos craintes se révélèrent en fin de compte sans fondement dans l'ensemble mais elles n'en étaient pas moins révélatrices de notre état d'esprit. Comment expliquer cette méfiance qui s'exprimait au sein même de l'organisation étudiante probablement la plus proche du Centre d'Action

Làïque? Comment expliquer ce profond malaise que nous ressentions alors et qui nous a poussé notamment à «animer» d'une façon très étudiante la cérémonie d'inauguration des bâtiments («amélioration» des jus de fruits, installation d'un distributeur de langes pour adultes, chants brailards, arrosage au champagne, publication — avec le matériel du Centre — d'une feuille de chou: «le petit libre-exaministe illustré», agrémenté d'un éditorial écrit au vitriol, et autres activités que la pudeur m'interdit de nommer ici).

La paix des braves

Le climat a beaucoup changé depuis les années quatre-vingt. La reconnaissance de l'action positive de l'Eglise dans certaines circonstances (voyez la contribution de Stefan Veschuere; Amérique du Sud, Europe de l'Est, plaidoyer pour plus de justice sociale...) fut une première étape (que certaines personnes dans les milieux laïques ne semblent d'ailleurs toujours pas prêts à franchir). La façon dont les croyants envisagent et vivent leur engagement, leur foi, a aussi profondément évolué et cela tout particulièrement chez les jeunes. Ainsi que M. Dobbelaere l'écrivait en 1985, dans une étude qu'il consacrait au sentiment religieux chez les jeunes:



no brain, no headache...

«Dans la foi, le contenu a peu d'importance. A la limite, il est indifférent de savoir si le Christ est ressuscité, s'il est réellement présent dans l'Eucharistie ou s'il y a vraiment trois personnes dans la Trinité. C'est la fonction de la religion qui prime: aider à vivre, éclairer le chemin, utile pour améliorer le lot des hommes. (...) Auparavant, on était réputé «avoir»

la foi ou l'avoir «perdue». Aujourd'hui, on est censé «cheminer» quelque part entre les incertitudes vers un but hors d'atteinte.

Enfin, cette foi ne semble pas avoir besoin d'Église. Celle-ci apparaît plutôt comme une structure hiérarchisée, un écran, et non comme un peuple de dieu, égalitaire et libre.

Le divorce est particulièrement manifeste entre la doctrine de l'église en matière de sexualité et de mariage et les conceptions et les comportements des jeunes.»¹

Le fait qu'un million de personnes se soient rassemblées à Paris pour voir le Pape en août 1997 n'y change rien. Cette évolution, les étudiants en particulier la perçoivent très nettement. Si peu de choses sont organisées au niveau académique, il y a belle lurette en effet que plus personne ne s'émeut de voir des «pennes» de l'ULB et des «calottes» de l'UCL défilier et faire la fête ensemble et que le passage d'une université à l'autre ne suscite plus le moindre émoi si ce n'est la perspective de voir moins souvent un copain.

Un des aspects les plus frappants de cette période est que paradoxalement, alors que le «pilier» catholique semblait perdre de son militantisme prosélyte et de son assurance et que l'autorité de Rome sur toute une série de sujets chers au milieu laïques s'effritait de plus en plus, le mouvement laïque tendait (en tous cas en Belgique francophone) à s'institutionnaliser.

Le CAL fut fondé le 29 mars 1969 par une douzaine d'associations laïques. A l'époque, il s'agissait d'une part d'étendre les champs d'intervention de la laïcité et d'autre part de compenser le «relatif désengagement des partis traditionnellement laïques à l'égard de la laïcité»² (déjà). Beaucoup d'intellectuels laïques furent hostiles à une institutionnalisation qui «réduirait le laïcisme, position philosophique basée sur l'engagement de la conscience personnelle au rang d'un courant «religieux» en apparence minoritaire.»³

Celle-ci soulève en effet de nombreuses interrogations qui touchent au fondement même du combat laïque et de la notion de laïcité. En 1985, avant même que cette dernière n'obtienne la reconnaissance constitutionnelle dont elle bénéficie aujourd'hui, Claude Javeau exprimait déjà les craintes que faisaient naître cette perspective dans les milieux laïques. Exiger de l'Etat qu'il reconnaisse au nom du pluralisme une organisation qui se fait championne de la défense de ce même pluralisme et qui entend combattre l'immixtion du clergé au sein de ce même Etat a quelque chose d'ambigu. Pire encore, «la laïcité institutionnalisée tend à prendre paradoxalement des allures ecclésiales», l'Etat assurant le traitement de certains de ses représentants au même titre que ceux qu'il fait aux ministres des différents cultes reconnus. «Ne va-t-on pas, à coté des Eglises avec Dieu, vers la constitution d'une Eglise «sans dieu» mais dont l'organisation, les moyens d'action et le personnel spécialisé (et rémunéré à l'instar des ministres du culte) seraient tout-à-fait comparables? L'effet de «pilier» pourrait bien être renforcé, mais une nouvelle ambiguïté ne manquerait pas de se révéler. (...) Comment faire la différence entre «convictions religieuses» et «convictions non religieuses», lorsqu'il s'agit de morale pratique ou de comportements politiques?». Enfin, comment écarter le danger de voir un jour se développer une «orthodoxie laïque» et partant «divers risques de répudiation pour *hérésie*». Or la liberté individuelle, la recherche de consensus négociés, le droit à la dissidence sont des valeurs essentielles de la laïcité. «Ici encore, la valeur d'autonomie, essentielle dans une idéologie qui reproche à toutes les religions de reposer sur l'hétéronomie des consciences, se trouverait mise en cause.»⁴

La «génération sans insouciance»

Si ces questions restent d'actualité au sein du monde laïque, elles ne doivent cependant pas faire oublier qu'on ne peut pas pour autant parler de «pilier laïque» en Belgique par opposition au «pilier catholique». La laïcité reste un monde où les divisions, notamment politique sont profondes. La diversité des approches et des réflexions reste une caractéristique essen-

tielle de celle-ci, au risque permanent de disperser ses énergies d'ailleurs. Dans cette optique l'institutionnalisation du CAL a certainement permis de rationaliser l'action laïque d'une part et d'offrir un espace de discussion indispensable et incontournable aux organisations laïques.⁵

Mais le combat pour lequel il était né a changé. L'Eglise, le clergé catholique romain, le Pape bien entendu sont toujours là. Notre méfiance à leur égard n'a pas changé; nous n'accepterons jamais qu'une religion fût-elle celle de la majorité dicte les lois de l'Etat, mais il n'est plus question non plus pour nous de confondre lutte pour la laïcité et rejet en bloc d'un «adversaire», inutilement diabolisé au risque de nous retrouver en conflit avec nos propres valeurs de respect des individus et des consciences.

Invitée il y a peu au Cercle du Libre examen pour y parler de sa vision du Libre Examen à l'ULB et de la façon dont celle-ci se traduit dans son enseignement, Isabelle Stengers eut cette réflexion, «nous sommes des rentiers» dit-elle; «rentiers» car nous nous sommes assis sur les acquis du combat laïque (contraception, avortement, reconnaissance constitutionnelle de la laïcité — avec tout le paradoxe que cette dernière suppose: la «reconnaissance» de ce qui devrait, de ce que nous souhaiterions être un principe) en nous dispensant dorénavant de toute réflexion sur notre engagement et notre identité.

En comparaison l'Université Catholique de Louvain lui semble plus exigeante avec elle-même, plus en proie au doute et à la critique interne, déstabilisante peut-être mais nécessaire à toute remise en question.

Si le libre examen doit rester la philosophie centrale d'une laïcité soucieuse d'avoir une identité et un message distinct de toutes les religions, celui-ci ne peut plus se limiter à une méthode scientifique qui impose le rejet de tout argument d'autorité. Ramené à cette courte définition, peu de choses nous différencient de l'immense majorité du monde catholique (puisque ainsi que nous l'avons montré la foi des croyants à énormément

évolué et leur rapport aux prescriptions romaines aussi) si ce n'est que nous prétendons fonder notre humanisme sur la raison et non sur la croyance en Dieu.

Sans doute y a-t-il là une réflexion philosophique à mener. Mais en vérité ce problème préoccupe peu un Cercle comme celui du Libre Examen de l'ULB. Pour nous, le Libre Examen est avant tout un principe d'engagement en faveur de certaines valeurs: humanisme, tolérance, démocratie, laïcité. A ce titre, peu nous importe finalement que celui qui y adhère les fonde sur sa foi religieuse ou sur sa raison.

La Laïcité n'est pas qu'un projet de société ou un simple partenaire au milieu d'autres courants de pensée, elle est une exigence minimale pour garantir la libre expression de toutes les tendances religieuses et philosophiques et l'indépendance de l'Etat vis-à-vis de toutes ces tendances. Il n'y a donc pas d'opposition fondamentale entre laïcité et croyance en dieu, surtout dans le contexte actuel.

On m'objectera avec raison que si le diktat de Rome s'est effectivement considérablement dilué dans les faits (surtout en matière de moeurs), il n'en reste pas moins qu'il existe en Belgique deux partis sociaux-chrétiens dont l'un est au pouvoir depuis bientôt trente ans. Ces derniers étant notoirement opposés à toute une série de combats chers aux laïques. Mais le combat politique ne peut dissimuler l'abandon de plus en plus net du débat philosophique. Sans doute, celui-ci renaîtra-t-il un jour, comment l'exclure? Mais simplement il nous semble souvent que des questions plus pressantes se posent à notre génération. La construction d'une union européenne viable, la réflexion sur le fonctionnement de l'économie mondiale et le nécessaire partage des ressources exigeront de nous, la «génération sans insouciance»⁶, que nous mettions plus l'accent sur nos ressemblances que sur nos différences. Ma conviction, au moment où j'écris ces lignes est que seule une large ouverture au monde nous permettra de trouver des solutions pacifiques aux enjeux qui nous attendent.

Pour en finir avec une image morte

Le Libre Examen, en tant que principe d'engagement, avec toute l'exigence d'honnêteté intellectuelle qu'il suppose et l'humanisme que nous en déduisons reste donc parfaitement d'actualité. Il nous permet de bâtir nos réflexions et nos actions en dehors de tout jeu politique, il nous rappelle notre devoir d'indépendance et nos obligations vis-à-vis de la société.

Je ne voudrais pas finir par un pédantisme outrancier, une contribution que j'avais voulue humble, le Libre Examen n'est pas un absolu qui nous permettra d'immanquablement trouver LA bonne solution. Il ne nous offre qu'une piste, un moyen d'investigation, une philosophie souple en théorie mais imposant à ceux qui y souscrivent un courage difficile: admettre que l'on ait pu avoir tort, défendre ce que l'on croit être juste même au pied du mur de l'incompréhension et de l'indifférence, aimer l'humanité...

1 Karel DOBBELAERE, *La Belgique et ses dieux*, UCL, 1988.

2 Claude JAVEAU, «Une esquisse de la laïcité en Belgique francophone», in X, *La Belgique et ses dieux*, éd. UCL, 1988, pp. 67-80.

3 Claude JAVEAU, op. cit., p.74.

4 Claude JAVEAU, op. cit., p.75; voy. aussi Hubert DETHIER, «Libre pensée, franc-maçonnerie et mouvements laïques», in X, *La Belgique et ses Dieux*, UCL, pp.31-67.

5 voy. Jean REMY et Liliane VOYE avec le collaboration d'André TIHON, «L'Eglise Catholique de Belgique et la transaction avec la modernité», in X, *La Belgique et ses dieux*, UCL, 1988, pp. 11-26.

6 L'expression est de Mme Françoise THYS-CLEMENT, professeur d'économie et ancien Recteur de l'ULB.

Antoine Dayez,

Président du Cercle du Libre Examen 1997-1998

Toi aussi deviens une fois athée

Naum Jancen

La fameuse question existentielle que chaque être humain est un jour amené à se poser est, après réflexion, beaucoup plus dangereuse que l'on ne pourrait l'imaginer. Les philosophes, de tous temps, ont tenté en vain d'y apporter des réponses.

L'homme et l'animal

La nature biologique de l'homme, ses liens génétiques avec les autres primates laissent peu de doutes à cet égard: nous sommes des singes. Les quelques milliers d'années de conjectures pittoresques sur l'origine de l'humanité que l'histoire nous a légués sont déjà loin dans l'esprit de ceux qui ont eu accès à une éducation scientifique de base. Notre existence matérielle, en tant qu'espèce, résulte ni plus ni moins de l'évolution de la vie sur notre planète. Reste le délicat problème de la conscience que nous avons d'exister.

Cette conscience est réputée le propre de l'homme. Je me demande vraiment comment ce lieu commun a pu recueillir tant de succès chez des esprits réputés éclairés, étant donné qu'il est condamné à rester un postulat indémontrable. Le fait que mon chat ne puisse me communiquer s'il pense ne prouve certainement pas qu'il ne puisse pas penser. Le plus drôle, c'est que beaucoup de gens sont *persuadés* que l'homme est le seul à «penser». L'idée opposée choque, et en cela elle est déjà intéressante.

Les découvertes que réalise chaque année la neurobiologie contemporaine repoussent toujours plus loin le clivage (rassurant?) institué depuis bien longtemps entre l'homme et l'animal. Il faut noter que cette attitude est surtout prise par nos sociétés monothéistes. Beaucoup de civilisations, certes moins avancées techniquement, ne ressentaient pas le besoin de conférer à l'être humain ce caractère distinctif, cette faculté exclusive de penser ou d'avoir conscience de soi. Les cultures animistes d'Afrique, la représentation du monde esquissée par l'hindouisme ou le bouddhisme en sont de bons exemples.

La recherche scientifique a démontré que les animaux évolués (mammifères supérieurs) possédaient une activité cérébrale déjà fort complexe. Ils ressentent des affects, effectuent des raisonnements à implication concrète, et sont sujets au conditionnement psychique. Jusqu'ici, rien de bien neuf. Peu de gens par contre sont au courant des recherches qui sont actuellement menées sur certaines espèces de grands primates (chimpanzés, bonobos). Celles-ci ont pourtant clairement mis en évidence que nos cousins sont capables de communiquer par le langage, non pas en parlant, mais en recourant à un synthétiseur vocal, actionné par un clavier composé d'idéogrammes dont le singe a acquis la signification par un simple apprentissage pratique. Les singes ainsi instruits sont capables d'émettre des considérations dont le niveau d'abstraction dépasse largement le cadre utilitaire de base. Ceci implique selon les spécialistes que l'on rejette l'idée selon laquelle les animaux seraient «dressés», se bornant tout simplement à restituer un comportement appris. Ils maîtrisent non seulement l'usage de la fonction pronominale et des percepts du genre «oui», «non», «beau», «gentil», «content», mais sont également capables de plaisanteries complexes, mentent, nient, se rétractent, trouvent des excuses parfois farfelues pour justifier une attitude qui leur a valu un reproche, identifient des objets dessinés de façon simplifiée (et disposent donc d'une faculté de perception symbolique), le tout présenté dans une structure grammaticale cohérente. Bref, ils sont capables de subtilités qui manquent presque à certains de nos congénères. Au fur et à mesure que l'on progresse dans les recherches, on réalise que la fameuse frontière instituée arbitrairement entre nos ancêtres et nous-mêmes ressemble en fait à un vaste no man's land où il devient difficile de répertorier les activités psychiques en catégories distinctes. Il est aussi de moins en moins crédible d'apposer à ces catégories des adjectifs de valeur, vu que le fonctionnement du cerveau humain, tel qu'il est perçu aujourd'hui, remet en question des notions telles que l'esprit, la pensée, l'amour ou la raison. La définition de ces concepts, autrefois si honteusement inébranlables, est en réalité extrêmement malaisée, voire impossible.

L'appropriation arbitraire et égocentrique de la faculté de raisonner par l'homme est bien ridicule. S'il est évident que nos capacités sont plus éten-

dues que celles des autres espèces, on ne peut en aucun cas décréter qu'elles soient différentes par nature.

L'homme et ses dieux

L'introduction d'une composante propre et à caractère magique dans l'esprit humain est l'erreur monumentale qui a fait le lit des délires philosophiques les plus abscons -les religions. Partant de son postulat de différence essentielle, l'homme ne peut se satisfaire d'une explication simplement biologique, purement matérielle à son existence. Il tente donc un pastiche de raisonnement pour apaiser ses angoisses existentielles. Il recherche alors ses origines, et recourt à l'information scientifique pour remonter les temps. Le

temps de sa vie, le temps de son espèce, le temps de sa planète, le temps de l'Univers. Rien n'y fait, la chute est infinie. Alors il se

La mort de Dieu est moins importante que la destruction de ce qui l'a si longtemps rendue possible

Michel Onfray

ressaisit, et pour cesser de se tourmenter, il invente une finitude, là-bas au bout de l'infini. Il invente un Dieu, un Architecte ou n'importe quoi. N'importe quoi qui puisse se suffire à soi-même, et expliquer l'horreur de la torture que l'homme s'inflige. C'est là que l'homme devient en général malhonnête. Il ne peut accepter par la raison une idée qui met son raisonnement en position de paradoxe. Certains s'encourent, ils diront qu'ils ont la foi. D'autres adoptent une attitude prudente et reconnaissent leur impuissance, sans toutefois se risquer à se prononcer. Il y en a qui se mettent soudain à rire, parce que la réaction la plus saine est encore le rire.

La question était une mauvaise question, parce qu'elle n'a pas de réponse. Elle n'a pas de réponse parce que la préhension que nous avons sur le monde qui nous entoure est insuffisante pour y répondre, même si elle est supérieure à celle d'un singe ou celle d'un chat. Le drame de l'homme est donc de disposer d'un esprit qui lui permette de poser une question à laquelle il ne peut pas répondre. En fait, l'erreur n'est pas de poser la question, mais bien de croire qu'elle a une réponse. Si l'on accepte cette idée, la seule conviction philosophique à la fois psychiquement supportable et

cohérente est l'athéisme. La cohérence la plus élémentaire exige en effet de notre esprit qu'il n'essaye pas de définir quelque chose qui lui échappera de toute manière. Toute représentation mentale de type divin, toute réponse aux questions existentielles est automatiquement biaisée par notre psychisme, conditionnée et «limitée» par ce que nous sommes. C'est bien pour cela qu'il est possible de décréter la non-existence d'un quelconque principe ordonnateur, Dieu ou Grand Architecte. Quoiqu'on en ressente toujours l'envie...

Il ne s'agit pas ici d'éluder la question existentielle, mais bien de la jeter aux ordures. Le monde est. Je suis.

La liberté et la sérénité qu'apporte l'athéisme valent le détour des désillusions qu'il exige. On ne peut vivre pleinement et sereinement que lorsqu'on est libre de toute interrogation métaphysique. L'esprit de l'homme paraît arrogant lorsqu'il se pique d'expliquer l'origine du monde et partant, la sienne propre. Il est pourtant capable de réaliser qu'au tréfonds de lui-même, c'est simplement l'instinct de survie qui parle.

Tu es un animal et tu ne veux pas crever. C'est bien, ça prouve que tu es en bonne santé. Mais il n'y a rien à faire, tu vas y passer... un jour. Alors profite de ta vie et rends-toi utile à ton espèce, c'est ta seule raison d'être.

Beati pauperes spiritu

Il m'a souvent été surprenant de constater que des gens qui se déclaraient athées ou agnostiques prenaient le temps de lire l'horoscope. De toute ma vie, je n'ai jamais rencontré de comportement aussi navrant sur le plan intellectuel. Il est tout aussi consternant de constater le succès de l'homéopathie dans notre société. Comme l'astrologie, l'homéopathie falsifie un discours scientifique, en y ajoutant une composante «magique» pour le rendre plus beau, plus attrayant. Le discours scientifique n'a pas besoin d'artifices, il est beau parce qu'il essaye d'être vrai. Il faut croire que le mal-être de nos frères humains est profond, non pas car ils ont besoin de magie, mais parce qu'incapables de s'émerveiller de celle que leur offre la réalité, ils en recherchent une autre, moins belle et factice.

Le Libre Examen

Le libre examen n'est qu'une méthode. Mais c'est une excellente méthode, la meilleure que j'aie rencontrée jusqu'à présent. Je la définis comme la réunion de la curiosité, de l'esprit critique, du raisonnement logique et de l'honnêteté intellectuelle. Je n'inclus pas la tolérance parmi les composantes de base. Ma définition repose sur le caractère inné à l'être humain que j'accorde à ses éléments. La tolérance, elle, est acquise, et il faut s'en méfier: c'est un concept flou, à l'héritage infamant, celui de *l'amour de son ennemi*, délire psychotique d'un gourou qui vécut il y a 2000 ans d'ici. Elle peut bien sûr trouver sa place dans une démarche libre-exaministe, mais comme *conséquence* d'un raisonnement sur les choses.

Selon cette définition, le libre examen ne peut être dogmatique, puisqu'il implique l'ouverture et la souplesse d'esprit. Ce n'est pas une religion, à peine une règle qu'on s'impose. C'est la meilleure manière dont puisse fonctionner un esprit humain. N'y cherchez pas de message, de valeur intrinsèque, de dogme, de conséquences immédiates, il n'y en a pas. N'y voyez surtout pas «le triomphe de la Raison». Ce «R» majuscule, quelle pitié! La raison n'est même pas définissable.

Enfin, ajoutez-y une touche d'intuition, de sensualité et de dérision, deux doigts de Pommard et le rire d'un enfant, parce qu'on vit bien mieux ainsi.

Naum Jancen,
Trésorier du Cercle de Libre Examen 1997-1998

Pour les motivés :

Frans de Waal, *Le bon singe ou les bases naturelles de la morale*, Bayard Editions 1997.

Desmond Morris, *Le Singe Nu*. (édition de poche).

Sur le rôle de la philosophie

Eleonore Dispersyn

La philosophie ça sert à quoi? Courte phrase maintes fois entendue à laquelle pour toute réponse il faudrait répondre: ça ne sert à rien. Dans le règne de l'utile, notre société technocratique est reine, mais est-ce là l'essentiel, ne vaudrait-il pas mieux parfois s'interroger davantage sur l'inutile sans lequel d'ailleurs l'utile ne serait pas.

Telle était déjà une aspiration du philosophe Heidegger qui souhaitait qu'on en revienne au langage, à l'être du langage, source de nos significations, pour mieux comprendre et analyser une époque, un savoir.

Aujourd'hui la science domine tous les savoirs, les sciences dites "exactes" contemplent leurs empires d'un oeil satisfait et considèrent avec condescendance mais respect les avancements des sciences humaines.

L'avenir est à la science... La science progresse certes toujours plus. En témoignent les progrès dans la guérison de certaines maladies, le confort «matériel» qu'elle engendre pour nos sociétés modernes, jusqu'à la dernière brebis qu'on a réussi à cloner par transgénèse cette fois, et qui devrait aboutir dit-on, à de réels progrès curatifs dans le traitement de certaines maladies.

On ne peut que s'incliner devant tant de progrès?
Sans doute mais pas nécessairement...

Il y a plus d'un siècle déjà, le philosophe allemand Frédéric Nietzsche s'était interrogé sur les conséquences qu'induirait inévitablement l'avancement technoscientifique.

Pour lui l'avenir de l'homme était en jeu.

Nietzsche partait d'un présupposé: aussi intelligent soit-il, l'homme ne dominera jamais le «Chaos» dans son immensité et sa complétude. En ce

sens les philosophes se rapprochent des astrophysiciens qui sont tout aussi lucides quant aux possibilités et limites humaines.

A partir de ce constat, tout un point de vue nihiliste peut en découler: tout progrès scientifique est un progrès à échelle et limite humaine, aucun progrès ne dépassera l'homme.

Ainsi, inaccessible à toute approche scientifique, et matière de toute création véritable, le chaos pensé par Nietzsche ridiculise pour l'éternité la prétention des hommes théoriques à améliorer l'homme.

Au rire de Socrate qui croyait en l'homme et aux entreprises technico-révolutionnaires qu'il engendrerait s'oppose désormais le rire de Zarathoustra qui méprise tous les «Frankenstein» qui sortiront des manipulations techno-scientifiques et qui finalement resteront «humains, trop humains» chargé de finitude, et réductibles au chaos.

Nietzsche en arrive à une surprenante mais originale conclusion: l'avenir de l'homme est menacé, pour y contrer, soit l'homme accepte de reprendre sa place au sein de l'univers, c'est à dire une place d'animal et ne rompt pas ainsi avec la «sélection naturelle», et dans cette optique seulement, alors il subsistera; soit il refuse et casse le lien biologique de son espèce à savoir son statut d'animal, dans ce cas, selon Nietzsche, il signe son autodestruction prochaine. Car le jeu se poursuivra sans l'homme, il se fera détruire par ses propres mains lorsque certaines prédictions apocalyptiques de la science auront pu se mettre en oeuvre.

A ce moment-là ces prédictions se retourneront contre leur auteur: l'homme.

Même en relativisant les excès de la pensée Nietzschéenne, le pas est hélas vite franchi. Il suffit de se rappeler les conséquences de l'invention de la bombe atomique, ou du nucléaire...

On en arrive à l'éternel constat: tant que la science sera au service de l'homme, celui-ci ne pourra que s'en contenter plutôt favorablement.

Mais chacun sait que le danger ne provient pas de la science en elle-même...

De là selon moi l'importance d'une réflexion constante sur nos acquis scientifiques et sur leurs méfaits éventuels... D'où l'intérêt d'une plus grande attention aux jugements des «amis de la sagesse», témoins des époques.

Par rapport au principe du *libre examen*, la philosophie a plus que son mot à dire, elle se doit de le vivre au quotidien. Car qu'est-ce que philosopher si ce n'est une remise en cause permanente de «ce qui est», de l'opinion courante appelée «doxa».

La philosophie en effet participe d'un esprit curieux et introspectif. Et si elle inclut nécessairement une part contemplative et théorique, elle est également pleinement ancrée dans le réel; si l'on songe par exemple à la philosophie des droits de l'homme, aux philosophes qui participent aux comités d'éthique, ou simplement à des philosophes engagés (à ce propos je pense entre autres au dernier livre du philosophe français Michel Onfray: «Traité de résistance et d'insoumission», essai politique paru tout récemment aux éditions Grasset).

Pour conclure sur le rôle de la philosophie par rapport aux sciences, ces deux domaines se complètent harmonieusement dans une optique constructiviste. La vision *constructiviste* implique un enrichissement d'une discipline par une autre, la mise en commun de leurs différences; afin de permettre une analyse complémentaire de ce qui les divise.

Un point de vue plus que libre examinateur donc, qui évite les exclusions d'une science («humaine» ou «exacte») par une autre.

Tout réductionnisme rétrécit la pensée...

Eléonore Dispersyn
Administratrice Philosophie et Lettres 1997-1998

Pour en finir avec les définitions du libre examen

Philippe Vienne

En lieu et place d'un article conventionnel et très «politiquement correct», je voudrais ici émettre un cri du coeur. Parler du libre examen autrement qu'en lui élevant un mausolée de paroles creuses et terriblement attendues. On n'aide pas le libre examen en l'aspergeant d'encens et de fleurs, en l'assortissant de définitions comme seuls exercices de style coûtant peu à leurs auteurs, tout bien intentionnés qu'ils soient. Il faut s'ouvrir pour parler de soi à travers le libre examen, parler des espoirs et des incertitudes, dire qu'il ne s'agit pas d'un sarcophage ulbiste mais d'un principe vivant, porteur d'espérances, quitte à employer des termes, des chemins d'analyse et des petites pensées plutôt irrévérencieuses.

Application existentialiste du principe du libre examen: logiques en «in-»

Insubordination, insoumission... Sous le signe du «in-», on peut tracer beaucoup de desseins, de destins. Laissons glisser l'esprit le long de quelques-unes de ces formules réunies par le seul préfixe.

L'*inconduite* d'abord: il faut pouvoir se permettre le luxe de dire «non» à ceux qui dictent la bonne conduite, les gradés dégradant, les pontifes pontifiant, les moralisateurs démoralisant. La vie est ailleurs. Surtout ne pas infléchir pour eux nos petites trajectoires fugueuses.

Inspiration surtout, oser dire l'indicible travers du langage, parler grossièrement, insulter des «personnages», pourfendre la langue de bois dans tous les cénacles huppés, tourner sept fois sa langue... dans la bouche de quelqu'un d'autre avant de parler.

*Bouclez-la vieillards
cessez de remuer votre langue morte
entre vos dents de faux ivoire
la séance est terminée
maintenant pour les enfants
le spectacle va commencer*

Jacques Prévert,
Le temps des noyaux

Etre *impertinent*. *Intenable* aussi, furieux, fauve, envahir des salles où l'on vous empêche d'entrer, ne jamais laisser passer une chance de faire un pas de côté, de sortir de la file indienne. Ne pas s'en laisser conter, ne pas se laisser dire que l'on va «filer droit», ou que l'on n'est pas ici pour s'amuser. On est *toujours* ici pour s'amuser.

Etre *incivique*. On est toujours incivique pour une autorité et résistant pour une autre. Entre les deux, la frontière imprécise ne relève plus que de votre conscience. Pour se préparer à l'insoumission, il faut une pratique au jour le jour de l'impertinence, oser s'aventurer sur des terrains que la loi ou le règlement répréhende. Arraisonner des lieux publics, cinémas en dérive avalés par des financiers de supermarchés, hôtels en ruine happés par la spéculation, palais fermés de grilles et cadenas, maisons condamnées à un rentable trépas.

Insensé, laisser fourcher sa langue plutôt que de la soumettre, de goûter au miel des convenances, de devenir un fonctionnaire atterré dans un building éthéré, sous les ordres d'un petit chef, et se dire à quarante ans que votre vie n'a pas eu de sens. Etre *incompétent*, inutile, peu fonctionnel, rétif à un usage commercial, à une taylorisation définitive. Parasiter de son mieux la technocratie occidentale, ne pas céder à la torpeur du confort, faire de ces lieux de production des lieux d'agitation, des viviers d'insoumission, ne pas céder à l'anesthésie générale de la position acquise. Se moquer de tout ceux qui prennent cela très au sérieux, être le jeune cadre dynamitique, l'homme «tout dévoyé» à son employeur, être improductif...

Accomplir des actes désespérés et splendides, amener des foules, être scandaleux, se donner en spectacle, se donner...

Ces petits mots que j'espère insolents pour donner un peu de sel à un discours libre examinateur, et montrer que le discours conventionnel de valeurs «positives» et souvent tyranniques telles que le respect, le civisme, la raison, la pertinence admettent fort bien leur contraire, et qu'il faut entre l'utopie et la «frilosophie» moderne parfois choisir le plus insensé, le moins raisonnable pour rester sur les chemins de la liberté à suivre sa seule conscience, son éthique de vie.

Le libre examen

Le libre examen, c'est un *colifichet*, une parure rituelle, un prétexte. Il n'est plus dans les couloirs de l'U.L.B. que de la liturgie. On l'invoque, on l'évoque, on le revernise chaque année d'une couche de bons sentiments, on le glisse comme une médaille sous la pourpre d'une toge, comme une signature dans un C.V.

jamaï assez rempli, comme une molécule d'éthique dans une éprouvette de chercheur. Est-il au-delà? Il fait partie du décor universitaire au même titre que la crucifix ou le portrait des souverains dans telle petite classe de l'enseignement libre. C'est pire que d'être mort, d'être ainsi devenu une pièce ornementale. On préférerait encore, *presque*, le discours de l'intolérance ou de la haine gueulé avenue Paul Héger plutôt que d'être murmuré, et tous ces libre examïnistes implicites libres



de clamer leur refus de l'égalité, de la liberté de conscience, de l'émancipation de l'homme... Ou de la femme. On préférerait les voir défilér sur l'agora amenant avec eux la hache et la guillotine, le pilori, l'Inquisition, la potence. Dévoilant leurs valeurs plutôt que de mollement battre leur coulpe devant la léthargie d'un «libre examen» capturé, devenu figure rhétorique, avatar d'une autre époque, souvenir de grand-mère. Mais devons-nous rester sur ce constat amer? Assurément non, car...

«No brain, no headache»: le pire danger qui nous guette se trouve dans les yeux dociles de ces herbivores (photo de Stéphane Vanommeslaeghe).

Le libre examen, c'est un *volcan*, c'est l'impossibilité de tricher avec sa conscience, de hurler avec les loups ou de se taire devant celui qui parle fort. C'est l'achoppement permanent des choses de la vie qui vous pressent, vous tenaillent de réfléchir, vous tentent de penser. Il ne s'agit pas de se voir assommé de sentences par celui qui prétend savoir, celui qui s'estime détenteur de la Morale, de la Religion, de la Foi, de se voir martelé de doctrines, de dogmes, de Lois. C'est toute la différence entre la morale et l'éthique. Il s'agit d'être secoué, car...

Le libre examen, c'est une *lessiveuse*, on ne sort jamais du tambour intact, inchangé, on y tourne et retourne des questions de plus en plus fondamentales, c'est là qu'on se forge une éthique en confrontant les morales à la réflexion critique. Toutes les réponses qui nous viennent sont provisoires; elles doivent l'être sinon c'est la mort de la pensée. Le confort intellectuel est la pire des pestes. Il faut sans paresse ni pudeur questionner ses idéaux, sa vie, son implication dans la vie, son contact avec l'Autre. La vie active ne se résume pas à la vie professionnelle, la vie familiale à un modèle déposé, les loisirs à la méthadone du travail. Il faut cesser de tenir tout pour évident, immanent, et ce y compris les valeurs qu'on nous assure «fondamentales», qu'elles soient laïques ou chrétiennes. Leur «grandeur putative» n'interdira jamais de les soumettre au libre examen. Penser ne coûte rien, sinon des sueurs froides...

Le libre examen, ce n'est pas un *ordinateur*, il ne raisonne pas en binaire. Ni comme Sherlock Holmes, d'ailleurs; il n'y a pas d'implacable processus logique qui conduise à LA vérité. Celui qui prétend savoir ne recherche que votre obéissance, votre *credo* respectueux. Le libre examen n'est pas un corset de la pensée, un dogme parmi d'autre, il n'empêche pas les coups de gueule, les coups de sang, les coups de coeur. Il n'éconduit pas l'utopie du haut de son rationalisme vertueux. Il reste la place pour sauter dans un train pour la Guerre d'Espagne, pour Sarajevo ou Alger. La place pour devenir un guérillero communiste dans une jungle de juntes quelque part en Amérique du Sud. Ces exemples sont tous l'expression du possible, des libéraux convaincus, socialistes convaincus, communistes convaincus ont pu se déclarer un jour libre examinateurs et partir là où leur coeur commandait d'aller. Y compris pour se battre. Le libre examen, c'est la possibilité de faire des boulettes, des erreurs, des conneries aussi, mais c'est surtout la possibilité de les *regretter* un jour, de se remettre en question.

Le libre examen, c'est un *moulin à paroles*, c'est aller vers l'Autre et l'écouter. Apprendre à écouter, à parler, à dire les choses avant que d'autres gens *plus spécialisés, plus compétents* ne vous ferment la bouche, avant que vous n'admettiez la possibilité de devenir *un être de silence*, qui voit les dominations se mettre en place, lentement, sournoisement, sous

la forme du refus de l'Autre, de l'intégrisme, du désir d'oppression. Avant d'être sous la botte...

Enfin, le libre examen, c'est être emporté par une vague, c'est un petit quelque chose en plus que le prêt-à-porter moral dont on habille la conscience dans d'autres institutions. C'est pouvoir conjuguer le dialogue, la réflexion, le regard critique, la passion, l'idéal et son émancipation personnelle avec un engagement concret, où que ce soit pourvu que cet engagement soit en concordance réelle avec notre désir de construction du monde, nos échafaudages toujours provisoires de neurones et de passion, muées en des actions qui nous élèvent.



Le Libre Examen c'est être emporté par une vague...

Le libre examen, c'est un *petit architecte*: on y apprend à se construire.

Philippe Vienne,
Secrétaire aux publications Librex 1997-1998.

De arte dubitandi

Stéphane Vanommeslaeghe

I. Introduction

La tâche n'est pas aisée qui consiste à définir un principe aussi vaste et multiforme que le libre examen, et on ne peut manquer de frémir à l'évo-

Rien ne peut

Eteindre l'esprit, si l'esprit veut être lui-même

Et le centre de tout le reste; il est fait

Pour vaciller ¹

BYRON, *Cain*.

cation des noms illustres qui s'y sont déjà risqués. Qu'ils se nomment Perelman, Stengers, Verhaeghen ou Poincaré, les auteurs sont légions à s'être penchés sur la

question; les contributions sont nombreuses, les études exhaustives. La simple évocation du nom semble charrier et se gonfler des prestigieux échos venus du passé. Alors, me direz-vous, à quoi bon un nouvel article? Pour les plaisirs d'une vaine exégèse, pour la satisfaction puéride de voir son nom accolé aux côtés de ces monstres sacrés? Non, certainement pas. Les raisons qui justifient le renouvellement constant des approches du libre examen et qui légitiment par la même occasion tous les efforts mis en oeuvre pour l'appréhender sont simples et incontournables, elles tiennent à l'essence même de celui-ci.

Tout d'abord, le libre examen est un concept qui se caractérise par son aspect éminemment *évolutif*. L'histoire l'illustre à suffisance, les acceptions sont nombreuses et le terme est loin de recouvrir les mêmes significations aujourd'hui que par le passé (ainsi au XVIème et XIXème, liberté dans l'exercice du culte, expression de la «Raison», vérité expérimentale...). Ceci nous autorise donc à penser que le point final n'est jamais porté sur la question et que le temps contribue à accroître sa richesse sémantique.

Ensuite, le libre examen est naturellement *irrévérencieux*, il postule la remise en question perpétuelle des acquis et répugne, de ce fait, à sacrifier *ipso facto* les formules qui s'offrent à la patine du temps, fussent-elles le fait de grands hommes. La libre pensée est un concept dynamique qui se vit et se ressent plus qu'il ne s'énonce. On l'écrirait plus utilement sur une grève léchée par le vent et les marées que sur les inscriptions marmoreennes d'une salle d'université. Le libre examinateur est un rêveur des sables aux franges de la mer, toute définition n'est jamais figée que dans sa précarité...

Enfin et surtout, si l'on cherchait une raison derrière laquelle profiler toutes les autres, le libre examen ne saurait se défaire de sa *dimension personnelle*, il connaît presque autant de définitions que de sensibilités, ou du moins, celles-ci ne manquent-elles pas d'en colorer, peu ou prou, l'expression.

Un de nos prédécesseurs a dit un jour que «La pensée ne doit jamais se soumettre, ni à un dogme, ni à un parti, ni à une passion, ni à un intérêt, ni à une idée préconçue, ni à quoi que ce soit, si ce n'est aux faits eux-mêmes, parce que, pour elle, se soumettre, ce serait cesser d'être.»²

Cette définition ne saurait nous satisfaire pleinement. En effet, Poincaré procédant à la manière d'un sculpteur, nous offre ici une définition «en creux», il dégrossit le bloc, et en extrait une forme aux apparences encore indécises dont il nous appartient de préciser les contours, d'affiner la taille afin de faire apparaître dans toutes les nuances dont il se pare, les multiples visages du libre examen.

Pour incomplète qu'elle soit, la citation précédente met cependant en exergue une des composantes essentielles du libre examen: le caractère résolument irréductible de la pensée. Le libre examen se fait le principe même de toute insoumission, il s'oppose à la *ductilité* pour célébrer l'assomption de *l'individu*.

Que dire, sinon que le libre examen en tant qu'idéal est rétif à toute forme de doctrine, et répugne à leur propagation. Les doctrines sont les

obstacles naturels de la liberté en ce qu'elles expriment plus l'adhésion à un système de valeurs préexistant et la dilution des individualités au sein d'une collectivité que l'émergence des originalités propres à chacun.

II. De l'importance de la bonne foi

Le libre examen suppose une disposition d'esprit particulière sur laquelle peu jusqu'ici ont porté leur attention. Il semble convenu que s'il peut aisément se pratiquer seul, sous les auspices d'une réflexion isolée, d'une introspection vigilante, le lieu par excellence d'émergence du libre examen reste le dialogue. Le lecteur excusera le truisme, mais c'est de la confrontation d'opinions adverses que surgit le plus aisément, ne fût-ce que la conscience de notre singularité et de la relativité de nos opinions.

Ce qui nous semble relever de l'évidence ne l'est que rarement et est souvent susceptible d'une multitude d'interprétations. C'est par la confrontation d'idées que se révèle dans sa plénitude, la véritable richesse du réel. Notre sensibilité propre nous conduit inmanquablement à tronquer et réduire les approches d'un problème en privilégiant tel ou tel de ses aspects.

Dialoguer, observer l'autre qui réfléchit, c'est tourner un miroir vers sa propre subjectivité, c'est donc appréhender ses propres limites.

Tout ceci nous amène à nous pencher sur les conditions d'un tel dialogue. Force nous est de constater que, nonobstant une volonté avérée de converser, bien peu sont capables de soutenir une véritable discussion. Il faut en effet pour ce faire, accepter dans un premier temps que tout est susceptible d'être disputé et doit l'être sereinement, sans pathos ni agressivité (ceux-ci demeurant souvent les chantres de l'irrationnel comme le refuge de l'incompétence).

Nulle opinion qui ne mérite d'être soumise à un examen critique, nulle parole «sacrée» qui ne puisse être approchée, nul sujet qui ne puisse être effleuré. Mais, inversement, nulle position qui ne mérite *a priori* un minimum de considération, de crédit. Il faut se déprendre de nos résistances à

proportion du scandale que l'on ressent à les contrarier, afin d'aborder le plus vierge possible, le champ clos où va se dérouler la joute verbale.

Ceci n'implique nullement que l'on doive abandonner ses positions sans coup férir, mais qu'il faut conserver la souplesse et l'ouverture suffisante pour laisser au bien-fondé de l'opinion d'autrui, la possibilité de nous atteindre. Cette ouverture d'esprit, c'est le scepticisme méthodique dont se réclame le libre examen qui nous la commande. Il faut suspendre son jugement le temps d'un débat. Tout sceptique commence, en effet, par douter de lui-même.

À énoncer des évidences on finit par discréditer son discours; il n'est certainement pas un lecteur qui ne ressentira vivement la quasi certitude de savoir déjà tout cela. Et pourtant, qui peut prétendre qu'il laisse de bonne grâce ses raisons s'incliner devant la pertinence des vues d'autrui? L'orgueil de l'intellect est souvent tel qu'il fourbit les armes de la mauvaise foi.

Qui n'a un jour préféré convaincre l'autre avec des arguments qu'il sait erronés plutôt que d'accepter avoir raison avec lui. Un débat dégénère rapidement en arguties qui deviennent à leur tour l'objet de dérives dont l'enjeu relève moins de la raison que de la satisfaction narcissique de l'emporter sur son adversaire (ce phénomène s'aggravant d'autant en cas de publicité à un débat). Les contradicteurs, idéalement tous deux les artisans d'une même vérité, quittent alors la toge du sage pour endosser la robe futile de l'avocat, du plaideur dont le seul souci est le triomphe de sa cause, sacrifiant ainsi le principal à l'autel de l'accessoire, la raison au jeu de la vanité.

III. De la fonction du doute

Qui, depuis le geste inaugural des *Méditations* de Descartes, songerait à dénier au doute, l'importance qui est la sienne? Il est l'outil de base du libre examinateur, sa force et sa faiblesse. Le doute, plus que la liberté est le principe fondateur du libre examen. Il est, à mon sens, celui qui autorise tous les autres. Clef de voûte et principe architectonique par excel-

lence. A la fois l'instrument de sa perfectibilité et l'aiguillon tenace qui empêche la plus légère léthargie de sa vigilance, la moindre somnolence de son intelligence.

Il permet à l'homme, mieux que toute autre chose, de ressentir avec acuité la relativité de ses propos; le doute s'affirme comme le principe de toute nuance, de toute modération, de toute modestie. Véritable heuristique du vivre ensemble, le doute permet de resituer l'homme, de le mesurer à l'aune de sa propre faillibilité. Si l'on doute, convaincre devient moins important que réfléchir. Il existe alors moins des *adversaires* que des complices, tissant au gré des contradictions, leurs variations sur la trame d'une même réalité.

Pourquoi, en effet, chercher à imposer à tout prix mes vues si je doute de leur perfection. Comment convaincre autrui sans avoir préalablement écouté ce dernier. La tolérance cesse d'être une simple courtoisie, une écoute polie de l'interlocuteur pour devenir une conséquence logique, une implication nécessaire du doute: dès lors que j'ai conscience de ne pas détenir d'opinion *a priori* supérieure à une autre, tout débat représente une alternative envisageable que je me dois de considérer.

Le doute ruine les assises de tout édifice dogmatique. Sa fonction essentielle est de faire le vide de tous les dogmes et de tous les principes. Ce vide est la condition préalable de toute pensée qui se prétend libre. En effet, nous ne venons jamais «vierge» à un débat, nous véhiculons inconsciemment une foule d'opinions qui sont en nous et sur lesquelles nous n'avons pas encore pu porter le fer de notre intelligence pas plus que de notre raison critique. A cet inévitable héritage (culturel, familial, social...), le doute substitue le vide, la disponibilité pour un exercice non biaisé de la raison. Après tout, dieu lui-même est parti des ténèbres et du vide avant d'élaborer la moindre création³, il serait sans doute orgueilleux de prétendre faire mieux. Le doute donne de la sorte à ma raison les moyens d'être son propre demiurge, *dubito ergo sum...*

Les adeptes du dogme, quels qu'ils soient, procèdent par référence. Leurs discours prennent toujours appui sur des systèmes exogènes, rigides et non susceptibles en tant que tels, d'être remis en question (un ensemble de prérequis, de présuppositions qui sont autant de garde fous, de bornes

à l'entendement; pas question de laisser les facultés de l'homme suivre leur libre cours). Considérant qu'il n'est jamais rien de définitivement acquis sur quoi s'appuierait la réflexion, le doute permet encore de déjouer un autre piège, plus insidieux, inhérent au langage lui-même.

Toute formulation porte, en effet, en soi le germe de sa propre fixité, réalise et interrompt le mouvement de la pensée. L'homme parle ou écrit, il affirme et, de ce fait, cristallise à sa manière le flux de ses réflexions. Le doute permet donc de déjouer les pièges du langage en permettant à la pensée de se déprendre d'elle-même et de retrouver, à l'approche d'un nouveau problème, la virginité nécessaire à sa compréhension.

«Et je hais ces coeurs pusillanimes, qui pour trop prévoir la suite des choses n'osent rien entreprendre...»⁴.

Le libre examen est une méthode de pensée mais il est aussi et surtout une manière d'appréhender la vie. Qu'implique donc une vie caractérisée par le doute et l'incertitude, conduit-elle à forger un être fondamentalement différent? Je ne crois pas. L'erreur serait de concevoir le libre examinateur comme un individu timoré, totalement sclérosé et obsédé par la conscience de sa faillibilité; la figure d'un pauvre hère hésitant devant chaque pas à accomplir, terrassé par le perpétuel ressac de ses convictions, anéanti par l'ébranlement constant de ses propres assises.

Au contraire, le libre examen autorise une harmonie de vie entre la réflexion et l'engagement en ce qu'il permet l'erreur. Être libre examinateur, ce n'est pas ne pas se tromper, c'est admettre à tout moment de trébucher, de vaciller, de reconnaître, le cas échéant, son égarement et de se réorienter en conséquence. Le libre examinateur fait sien les mots de Scapin, il va de l'avant, son engagement transcende ses craintes d'errements.

Un libre penseur digne de ce nom ne saurait se contenter d'un statut de contemplatif suspendu sur la ligne du temps. Loin d'être le spectateur passif de son histoire il oeuvre pour ce en quoi il croit; mais cette conscience de la faillibilité intrinsèque à toute action le mènera à ne jamais imposer ses vues à autrui. Un libre examinateur n'est pas — ne devrait pas être —

un harangueur de foule, un leader charismatique plus préoccupé par l'adhésion d'autrui que par la justesse de son combat. Un libre examinateur à ses croyances, ses opinions, ses avis auxquels il n'adhère pas mollement, d'une main hésitante mais pleinement et avec intégrité. La différence réside en ce qu'il les tient pour ce qu'elles sont, de simples vues; il ne les absolutise pas, ne cherche pas à y déceler l'expression d'une quelconque vérité immanente ou révélée, d'un dogme ou d'un système. Il vit dans la conscience de la relativité, dans le sentiment permanent de la diversité du possible, ce qui, à défaut de lui conférer la sérénité, aura au moins le mérite de le rendre plus humble.

...il ne voulait charge ni gouvernement: «Car comment (disoit il) pourroy je gouverner aultruy, qui moimesmes gouverner ne saurois.»⁵

Là encore, il importe de préciser l'image ainsi esquissée. Le libre examinateur, dans cet esprit de tolérance, d'ouverture et de bienveillance pour autrui n'est nullement tenu de supporter tout ce qui l'entoure. Il n'impose rien, mais se doit de combattre farouchement les prétentions qu'aurait autrui d'entraver le champ de sa liberté. Le libre arbitre suppose que les conditions de son exercice soient réunies, c'est pourquoi la vigilance à l'égard de toute forme d'absolutisme est de rigueur, et que toute expression du fascisme se doit d'être éradiquée avec fermeté.

Le fascisme naît chaque fois dans la prétention que peut avoir un interlocuteur à absolutiser ses propres valeurs, à les imposer sous le masque, parfois séduisant, d'une vérité unique. L'adepte du libre examen est irréductiblement opposé à toute forme de fanatisme, d'intolérance et il se doit d'opposer son courage et sa détermination là où la violence relaie les discours. Cette problématique nous renvoie à la délicate question des limites; que faut-il tolérer et jusqu'où?

Aux esprits simples qui confondent encore lutte pour la liberté et intolérance, qui prêchent la molle prudence devant l'influence grandissante et la résurgence de la peste brune en affirmant qu'il n'existe pas, en ce domaine, de critère relevant, de position de principe autorisant un tel combat (que l'intégrisme de l'un n'est pas celui de l'autre et qu'il y aurait

contradiction entre le libre examen et la fin de non recevoir que nous opposons dans de telles circonstances etc.)⁶, il importe de réaffirmer avec vigueur que combattre l'expression de l'absolutisme ne peut être confondu avec une manifestation d'intolérance. Il ne s'agit là que d'une aporie, une apparence de contradiction, une coquetterie pour philosophes en manque de sens pratique.

Je combats de telles opinions, non parce qu'elles divergent des miennes, mais en ce qu'elles ne se placent pas dans le champ du dialogue et rendent à court terme, l'existence de celui-ci improbable (cf. Saint Just⁷). Pas plus qu'on ne discute des couleurs avec un aveugle, on ne disserte avec une matraque, un goupillon ou un poing levé. Ceux qui persisteront à voir en ces propos une contradiction avec ce qui a été énoncé plus haut, n'auront qu'à considérer qu'il s'agit là d'une expression de la faiblesse inhérente à mon humaine nature. Après tout, le libre examen est une voie plus qu'une destination et je chemine... Qui peut savoir si mes propos ne seront pas un jour d'une autre teneur?

IV. Du rire

«Mais si un jour quelqu'un, agitant les paroles du Philosophe, et donc parlant en philosophe, amenait l'art du rire à une forme d'arme subtile, si la rhétorique de la conviction se voyait remplacée par la rhétorique de la dérision, si la topique de la patiente et salvatrice construction des images de la rédemption se voyait remplacée par la topique de l'impatiente démolition et du bouleversement de toutes les images les plus simples et vénérables - oh ce jour là toi aussi et toute ta science, Guillaume, vous serez mis en déroute!

- Oui, on t'a menti. Le diable n'est pas le principe de la matière, le diable est l'arrogance de l'esprit, la foi sans sourire, la vérité qui n'est jamais effleurée par le doute.»⁸

Fidèle compagnon de la libre pensée, le rire en est l'outil inespéré, sa face heureuse. Depuis l'aube des temps, il devrait être aisé de relater l'étroite proximité, l'indéfectible affinité qui unit l'humoriste et le libre

penseur. Le rire a sa place dans cet article parce qu'il est en soi un germe de liberté, une trace de génie colorée sur la palette des travers humains, qu'il soit d'insolence foncière, d'irrévérence à l'autorité ou d'autodérision salvatrice, ses chemins sont les nôtres, naturellement.

Le propre de l'homme? Qui peut le dire — mes contemporains sont si vite esclaves du sérieux, si enclins à la pompe et à la morgue mortificatrice — mais ce qu'il y a de meilleur en lui, je n'en puis douter.

Le rire donc parce qu'il est toujours là où il dérange le plus: la farce condamne le sacré, le ridicule traque l'autosatisfaction narcissique et débusque la complaisance molle d'un bonnet universitaire ou d'une mitre d'évêque. Le comique est essentiellement l'expression du profane, du profanateur: où il sévit, point de rémission pour l'austère ou le pisse-froid. Avec lui, pas de domaines préservés, sa force est contagieuse.

Le rire encore, qui offre tant de visages à sa contemplation; la satire qui porte une condamnation de tout conformisme, la caricature qui dérange, la farce qui est vecteur de remise en question. L'humour est la force vive du libre examen en ce qu'il implique ou établit toujours une distanciation, une marque ostensible d'indépendance. Ils l'ont bien compris les tyrans de tous temps qui n'ont eu de cesse d'en bannir toutes les expressions: le rire est l'épine dorsale de tout esprit critique et ceux qui portaient les bonnets à grelots du fol⁹ ont souvent été les seuls esprits libres de leurs temps.

Les pays sans sourire sont toujours des autocraties ou des théocraties. Le sourire n'est pas de mise sous les cieus qui découragent la pensée. Mais l'histoire l'illustre assez, le rire comme une source réprimée ou le cours contrarié d'un fleuve trouve toujours son chemin... Les tristes fumées de l'inquisition se sont de longtemps dissipées que résonne encore le rire énorme de Rabelais et Molière est toujours vivant sur les scènes de théâtre cependant que les dorures du roi soleil pâlissent à Versailles.

Le rire surtout parce que politesse sobre du désespoir, cordial pour l'homme lucide aux prises avec sa condition et ses semblables, avec l'absurde d'une existence assumée sans les artifices d'un horoscope ou les

béquilles d'un au-delà aliénant. Le rire comme portion congrue, petite part de gloire arrachée à une animalité contraignante jusque dans l'éphémère de sa condition. C'est Desproges qui rit de son cancer, Brel qui rime ses colères...

Le rire enfin parce qu'il est l'exercice salubre de la raison, la pièce manquante qui donne sa cohésion à l'esprit d'indépendance. Il est l'arme efficace par excellence, il n'est pas d'armure dont il ne trouve le défaut mais qui le manie ne peut savoir s'il en sortira lui-même indemne...

V. De la liberté en général, et du libre arbitre en particulier

Comment concevoir un article sur le libre examen sans examiner plus en détail ce qui incarne sa spécificité même: la liberté? Un examen peut-il se prétendre sérieusement «libre» sans autres développements? Cette notion semble tellement relever de l'évidence qu'elle n'est jamais franchement abordée, ni même effleurée, par la quasi totalité des auteurs qui ont eu un jour à se prononcer sur le libre examen, elle mérite cependant l'espace d'un détour...

Si l'existence de ce terme a un jour répondu à un impératif historique (*libre* d'approcher les saintes écritures, puis par la suite, l'univers entier dans un rapport immédiat, direct, sans subir le fruit de «la» lecture autorisée par les prêtres de l'Église catholique), qu'en est-il de nos jours? La portée reconnue aujourd'hui au libre examen se réclame d'un champ d'application beaucoup plus vaste que la simple émancipation du joug catholique.

On y voit désormais une *attitude rigoureuse* basée sur la recherche non pas d'une opinion, mais d'une certification objective fondée sur la synthèse harmonieuse de la raison et de l'expérience. Les exigences de l'un se nourrissant des possibilités de l'autre et inversement¹⁰. Dans son acception pratique, il recouvre donc les aspects d'une *méthode expérimentale* qui a permis à l'intelligence humaine de se libérer des rets de l'argument d'au-

torité comme des pièges de l'évidence. Cette méthode réalise un équilibre entre l'expansion fertile de l'imagination, l'inévitable médiateur de nos sens et l'existence des faits.

Le libre examen comme tel ne présente cependant guère de différence avec toute forme d'approche moderne et respectable de la science eu égard aux objectifs qui sont les siens. Il faut se garder de rechercher les spécificités du principe dont l'Université Libre de Bruxelles s'est faite le héraut là où elles ne sont pas. L'honnêteté scientifique ne saurait réduire à sa seule dimension les implications du libre examen.

La finalité de la science est d'expliquer et de décrire mais elle ne prescrit rien. Elle laisse, à ce titre, l'homme complètement désemparé lorsque confronté à des positions de principes, il doit définir des règles d'action qui ne relèvent nullement du domaine d'intervention scientifique. Kepler pourra me fournir un modèle satisfaisant pour éclairer la logique régissant la course des astres, saurais-je plus comment diriger mes propres pas? Il en va de même des positions d'ordre esthétiques ou éthiques; tel gynécologue peut savoir comment pratiquer l'avortement, celui-ci en sera-t-il pour autant plus ou moins tolérable?¹¹

Le libre examen inscrit justement son identité sur le frêle esquif qui, par-delà la frontière qui distingue ce qui est de ce qui devrait être, offre une véritable *philosophie de vie*, axée sur la rencontre de l'humilité et de la tolérance, de la lucidité et du courage, sur le maintien, en toute circonstance, de l'esprit critique et, par dessus tout, sur l'affirmation de la *liberté* dont elle procède.

Cependant, le principe en question présuppose de par sa formulation même, une certaine forme de liberté dont il axiomatise l'existence sans en examiner outre mesure, la nature propre.

Paradoxalement, la liberté est un concept essentiellement négatif (ou perceptible *a contrario*), elle s'appréhende en effet comme une *absence*: l'absence de tout empêchement, de tout obstacle. Ainsi, la liberté que l'on pourrait qualifier de «physique» s'entendra de l'absence d'obstacles maté-

riels de toute nature (les plus évidents: chaînes, entraves, barrières mais aussi certaines infirmités, ou certains systèmes étatiques organisés sur un modèle de contrainte et de répression, de contrôle et de restrictions). En ce sens, la liberté physique se confond avec la liberté d'agir en conformité avec sa volonté, de faire ce que l'on veut.

Ceci nous amène à un autre type de liberté: le libre arbitre ou faculté de juger librement. Si je suis libre de faire ce que je veux, ma volonté, elle, en est-elle plus libre pour autant? Etre libre de faire ce que l'on veut semble donc présupposer la possibilité d'agir en raison d'une liberté première, d'un vouloir libre. Il faudrait donc se demander si l'on peut librement vouloir ce que l'on veut.

Loin de ne constituer qu'un vain jeu de concept, une futile farandole de mots, une telle question pose en effet les bases d'une réflexion dont les multiples remous peuvent s'étendre de la liberté de l'homme jusqu'aux fondements de toute responsabilité individuelle. On voit d'emblée que la simple possibilité d'agir sans empêchement (liberté physique, matérielle) ne résout pas la problématique de la liberté intellectuelle, entendue comme capacité de vouloir librement.¹²

Comment appréhender dès lors les contours de cette liberté?

Une volonté sera libre si, à l'orée d'un choix, elle peut vouloir indifféremment l'ensemble des possibilités qui s'offrent à elle. Ainsi, une volonté individuelle est libre si elle n'est pas *déterminée* à s'orienter a priori, plutôt dans un sens que dans un autre, s'il n'existe pas de raisons contraignantes qui président à son choix. La liberté relève dès lors de l'absence de nécessité¹³, de l'indépendance totale par rapport à toute cause antérieure qui la déterminerait et donc, est de l'ordre de la contingence absolue.

S'il en allait autrement, si le choix produit par ma volonté n'était que la conséquence d'une raison donnée, mes actes ne seraient plus libres mais nécessités, déterminés par celle-ci. Une volonté libre est donc sans cause précédante, elle est à elle-même sa propre cause, une volonté *première*.

Une liberté absolue implique donc logiquement une volonté qui ne serait conditionnée, déterminée par aucune raison préalable et dont les choix ne seraient redevables de rien, sinon du hasard, hors de toute liaison causale et de toute logique.¹⁴

Or, comme il est évident que le libre examen n'a pas pour objet d'atteindre un niveau de décision qui puise dans le hasard sa raison d'être, de quelle façon faut-il entendre ce terme? Libre de toute autorité qui pèserait sur la balance de notre jugement, le pur produit de notre «raison» objectivée, dégagée de toute influence, cela est-il plus concevable? En fait, essayer de cerner le libre arbitre revient à confronter deux grands courants qui, en philosophie, se sont penchés sur l'étude de la libre détermination de l'individu¹⁵.

D'une part les *essentialistes*, pour qui l'existence est déterminée par la nature de ce que nous sommes, par l'ensemble de nos caractéristiques. Etre libre revient dans un tel contexte à rechercher quelle est sa nature, sa destination, son essence et à s'y conformer (cf. l'essentialisme hindouiste, le cycle des réincarnations, le karma, et l'acceptation du système des castes). Cette orientation caractérise une grande partie de la tradition judéo-chrétienne, l'homme est une *créature*; il doit vivre en fonction des desseins que son créateur a nourri pour lui, il est par essence un pêcheur faible et imparfait, voué à la souffrance. Le libre arbitre est donc pour lui, essentiellement la liberté de faire ou non le mal.¹⁶

D'autre part, les *existentialistes*, tenants d'une conception selon laquelle c'est ce que nous vivons qui détermine ce que nous sommes. Nous ne «sommes» pas, nous «devenons» au gré des expériences et de notre vécu. La vie n'a d'autre sens que celui que nous lui donnons, elle est l'expression même de la contingence. L'homme est donc responsable et libre, il est ce qu'il fait ou ne fait pas, il est sa propre réponse à l'absurde de l'existence; le produit de ses révoltes et de ses fuites. Dans cette optique existentialiste, comme il n'est a priori aucune voie tracée à observer, aucune essence à laquelle il convient de se conformer, l'homme est même *condamné* à être libre, il doit assumer sa condition.

A défaut d'être très original, il paraît raisonnable de considérer qu'une synthèse de ces deux conceptions offre à la fois un compromis satisfaisant et un modèle proche de la réalité. Chaque homme à une destinée qui mêle dans des proportions, toujours différentes d'un individu à l'autre, les composantes de ce qu'il est appelé à être et des expériences qu'il aura à vivre. La somme des caractéristiques que nous présentons à la naissance (mammifère bipède plus ou moins cortiqué d'un milieu social x , familial y , dans tel pays) interagit nécessairement avec la manière d'user des cartes qui nous sont distribuées¹⁷. Que devient alors la liberté de l'homme dans la combinaison de tant de paramètres fluctuants?

Si l'on en croit Henri Laborit, la liberté humaine n'existe tout simplement pas¹⁸, elle n'est guère qu'un mythe fécond dont l'illusion se perpétue au fil du temps. Les propos du neurobiologiste n'ont rien de simples provocations, ils sont la synthèse raisonnée et empirique d'observations menées à l'échelle d'une vie d'étude. La majorité des individus pose la liberté de l'homme pour une donnée immédiate de la conscience et refuse toute discussion à ce sujet. Toucher à la liberté humaine conduit en effet inmanquablement à déstructurer l'ensemble du cadre conceptuel au sein duquel l'homme se meut.

Pour le médecin, la «sensation fallacieuse de liberté» peut s'expliquer par différents facteurs. Tout d'abord, elle tient au fait que notre action est généralement conditionnée par des éléments qui relèvent de l'inconscient alors que notre discours logique lui, est du domaine du conscient et que c'est ce même discours qui autorise notre croyance au libre choix. Or, comment un choix pourrait-il être libre si on demeure dans l'ignorance des motivations qui l'ont sous-tendu (pulsions primitives traduites par des automatismes socio-culturels, pulsion endogène visant à la satisfaction de l'équilibre biologique de notre structure organique, etc.).

L'impression de liberté provient aussi de ce que les mécanismes régissant le système nerveux de l'homme sont à ce point complexes et intègrent une telle quantité de paramètres que les modèles de causalité linéaire¹⁹ que nous manipulons généralement ne sont d'aucune utilité pour prédire quoi que ce soit. Il ne nous est donc pas possible dans l'état actuel des

choses, de ressentir le déterminisme dont nous faisons l'objet (et donc de nous croire libre) bien que nous soyons, selon lui, entièrement programmés à répondre comme nous le faisons, aux stimuli extérieurs. Chaque acte que nous posons répond en fait, même si nous n'en avons pas conscience, aux prescrits d'une conception du monde rigide qui coïncide d'avantage avec les impératifs de survie de l'animal social que nous demeurons que des exigences du libre arbitre.

Pour Laborit, nous (notre système nerveux) sommes entièrement façonnés par notre rapport avec les autres, par notre «niche environnementale». L'homme dans ce contexte, est davantage agi qu'il n'est lui-même l'acteur conscient et libre de son devenir. La liberté dès lors, se conçoit de l'ignorance des lois qui nous gouvernent et la croyance que nous avons de ne pas être commandées par elles. La seule liberté qui reste à l'homme est l'indépendance qu'il retirera de la découverte du déterminisme universel. Il sera à ce moment, capable d'utiliser ces lois sans pourtant échapper à leur application²⁰.

Ces développements n'ont d'autre but que, de susciter une réflexion, d'ébranler une évidence, ils tentent de démontrer qu'il est absurde de postuler la liberté sous une forme naturelle, consubstantielle à l'homme. Une telle liberté, si elle ne peut être postulée comme base, comme assise du libre examen, pourra toutefois être avantageusement posée en point de fuite, en finalité de ce dernier. Le libre examen invite en effet, à cerner la réalité des formes de dépendance qui circonscrivent et entravent l'exercice de la raison et, par la même, à tenter de surmonter ou à tout le moins de comprendre celles-ci. Ce qu'il propose, c'est d'être, dans un rapport lucide à soi-même et aux autres, l'inventeur de sa propre liberté.

Alors, libre examen illusoire et inutile?

Credo quia absurdum...

VI Petit bonus littéraire

En guise de conclusion, je me permets de soumettre à la sagacité des lecteurs méritants qui ont tenu jusqu'à la fin de cet article ce qui représente

à mes yeux, une des plus belles profession de foi du libre examen: une manière de testament philosophique que le talent de Marguerite Yourcenar compose pour Zénon, au terme de son voyage, dans sa carcérale demeure.

«Je sais que je ne sais pas ce que je ne sais pas; j'envie ceux qui sauront davantage, mais je sais qu'ils auront, tout comme moi à mesurer, peser, déduire et se méfier des déductions produites, faire dans le faux la part du vrai et tenir compte dans le vrai de l'éternelle admixtion du faux. Je ne me suis jamais entêté à une idée par crainte du désarroi où je tomberais sans elle. Je n'ai jamais assaisonné un fait vrai à la sauce du mensonge, pour m'en rendre à moi même la digestion plus facile. Je n'ai jamais déformé les vues de l'adversaire pour en avoir plus aisément raison, pas même au cours de notre débat sur l'antimoine, celles de Bombast, qui ne m'en sut pas gré. Ou plutôt si, je me suis surpris à le faire, et je me suis chaque fois réprimandé comme on réprimande un valet malhonnête, ne me rendant confiance que sur ma promesse de faire mieux; j'ai rêvé mes songes; je ne les tiens pas pour autre chose que des songes. Je me suis gardé de faire de la vérité une idole, préférant lui laisser son nom plus humble d'exactitude. Mes triomphes et mes dangers ne sont pas ceux qu'on pense; il y a d'autres gloires que la gloire et d'autres bûchers que le bûcher. J'ai presque réussi à me défier des mots. Je mourrai un peu moins sot que je ne suis né.»²¹

Stéphane Vanommeslaeghe
Secrétaire aux publications 1997-1998

1 Cité par Nancy Huston, «Instrument des ténèbres», Coll. Babel.

2 POINCARÉ H. «Le libre Examen en matière scientifique» Discours prononcé aux fêtes du 75ème anniversaire de l'Université Libre de Bruxelles in Rev. de l'Université, 1955, p 95.

3 Jéhovah Marcel «La genèse», Chapitre 1, 1-18, éd. Biblos, God & Michet Partners.

4 Molière «Les fourberies de Scapin».

5 Alcofribas Nasier, Gargantua, Chapitre LII «Comment Gargantua feist bastir pour le moine l'abbaye de Thélème», Coll. Points, p 350.

6 Il ne s'agit pas ici de spéculations gratuites, de telles idées nous sont souvent opposées; à combattre les manifestations fascinantes, nous entrerions en contradiction avec les principes

mêmes dont nous nous réclamons (cf. les éternelles discussions sur l'opportunité de convier ou non les représentants de telles tendances aux forums politiques, aux débats télévisés; faut-il interdire, exclure un cercle d'étudiants extrémistes sur le campus alors que d'autres cercles politiques y sont représentés etc.).

7 «Pas de liberté gna gna gna pour les ennemis de la liberté gna gna gna», je suppose qu'elle est connue à défaut de faire toujours rigoler.

8 Umberto Eco, «Le nom de la rose» Livre de Poche, pp. 595, 596.

9 «Qui ne sait combien est imperceptible le voisinage d'entre la folie avec les gaillardes élévations d'un esprit libre et les effets d'une vertu suprême et extraordinaire» Montaigne, «Essais» Livre II, chap. 12, cité par CHARPENTIER F., «Pour une lecture psychanalytique des essais», in *La Pensée et les Hommes*, n° 20, p 21.

10 et vice et versa, éradiquons les tentacules mauves et bleues de la déréliction sinusoïdale...

11 Volta et Newton seraient bien en peine de m'aider à discerner le juste de l'injuste, le beau du laid, les fondements de toute morale etc. Les exemples peuvent être ainsi multipliés à l'infini.

12 La définition de la liberté physique ne peut nous être d'une grande utilité, car si libre signifie conforme à la volonté, se demander si la volonté est libre revient à examiner si la volonté est conforme à elle-même, ce qui a le mérite d'être logique et sûr, mais ne fait guère avancer le schmilblick...

13 Nécessaire entendu comme ce qui est obligé, ce qui ne peut être autrement (ex. les conclusions d'un syllogisme par rapport à ses prémisses) s'oppose à la contingence.

14 On peut retrouver cette idée dans la phrase de Poincaré précitée; la pensée ne doit se soumettre à rien, à aucune idée préconçue (antérieure), car se soumettre, ce serait cesser d'être.

15 Nous n'avons ni le temps ni les compétences requises pour prétendre aborder sérieusement et, à plus forte raison, épuiser une telle question. Les spécialistes seront donc indulgents du traitement lapidaire qui lui sera réservé.

16 En effet, sans cette liberté, sans cette faculté qui lui est reconnue de discerner le bien du mal, il ne pourrait être tenu pour responsable de ses actes et donc coupable.

17 Certains sont donc appelés à être «plus libres» que d'autres si tant est qu'ils aient plus le choix.

18 Laborit Henri «Eloge de la fuite», coll. Folio, pp 71 et svtes.

19 Si je connais telle variable et telle autre, je puis prédire telle et telle conséquence.

20 L'exemple que l'auteur cite est frappant, «Tant que l'on a ignoré les lois de la gravitation, l'homme a cru qu'il pouvait être libre de voler. Mais comme Icare il s'est écrasé au sol. Ou bien encore, ignorant qu'il avait la possibilité de voler, il ne savait être privé d'une liberté qui n'existait pas pour lui. Lorsque les lois de la navigation ont été connues, l'homme a pu aller sur la lune. Ce faisant, il ne s'est pas libéré des lois de la gravitation mais il a pu les utiliser à son avantage.»

21 Marguerite Yourcenar, «L'oeuvre au noir», Folio, pp 159-160

*Wattenmeer,
Photographie
d'Alfred
Ebrhardt,
1934*



*La libre pensée s'écrivait plus utilement sur une grève
léchée par le vent et les marées...*

Note aux générations futures

Le Comité 1997-1998
du Cercle du Libre Examen

Dans trente ans peut-être, nos successeurs, à l'occasion des 100 ans du Cercle du Libre Examen, reviendront chercher cet opuscule qui nous a demandé un an de travail, de patience et d'acharnement. Certains d'entre eux seront sans doute nos propres enfants, qui sait....

Il nous semblait donc important de conclure cet ouvrage par un tout petit message; pour leur dire qui nous étions et comment nous avons travaillé. Nous sommes la génération née avec une crise économique qui «ne devait pas durer»; nous avons entre 20 et 25 ans environ aujourd'hui et il n'est pas un seul d'entre nous, quelles que soient ses études, qui puisse prétendre savoir ce qu'il sera demain. Pour l'essentiel des étudiants de ce campus, cette situation n'a engendré qu'une compétition acharnée et un désintéret notable pour tout ce qui sort de leurs intérêts immédiats: obtenir un «bon» diplôme et éviter de se faire trop remarquer voire de «perdre son temps» en s'engageant dans des combats qui souvent semblent vains tant les centres de pouvoirs et de décisions se sont éloignés de nous...

Nous étions quelques-uns pourtant à continuer de penser qu'il était peut-être plus important de se rencontrer, de réfléchir et d'agir et que notre passage à l'Université pouvait nous offrir plus qu'un simple diplôme: une conscience, un goût de la recherche, le désir de comprendre le monde qui nous entoure et la capacité de s'indigner encore de ce qui heurte les valeurs que nous voulions défendre: humanisme, laïcité, tolérance, démocratie...

Nous n'étions pas non plus pour autant plus «blanc que blanc». Le Cercle permet des ambitions carriéristes et certains en profitèrent. Pourquoi pas, puisque ce fut toujours après avoir servi les intérêts du Librex? Mais pour la majorité des membres du comité, ce fut toujours l'idéal qui motiva les investissements personnels des membres.

Nous avons travaillé pour ce qui nous semblait juste et vrai; la lutte contre l'extrême-droite et les systèmes de pensée niant l'individu, la lutte au côté des démocrates algériens, la réflexion à mener sur les mutations économiques majeures que nous traversions, le drame du SIDA, la dénonciation de la rhétorique de la haine qui commençait à pourrir dangereusement les relations communautaires et tant d'autres choses encore...

Il ne nous appartient pas ici de jouer aux «vieux cons» en vous dictant votre conduite, nous voulions simplement vous saluer et vous souhaiter bonne chance...



*Photo de groupe sous les auspices de notre maître à penser : Jehovah
Marcel 2^e du nom.*

Liste des présidents

Fondation: 14 janvier 1928

1927-1928	André L. JULIARD	1966-1967	Bernard FABRY
1928-1929	Paul WAHL	1967-1968	Marc-Henri JANNE
1929-1930	Jules LEDRUT	1968-1969	Jean Pierre RASQUIN
1930-1931	Léo MOULIN	1969-1970	Jean-Louis FRANEAU
1931-1932	Albert VILAIN	1970-1971	Josy DUBIE
1932-1934	Fernand HIRSCH	1971-1973	Ralph COECKELENBERGHS
1934-1935	Louis STRANART	1973-1974	Marianne DE MUYLDER
1935-1936	Frans DERIJKE	1974-1975	Philippe GROLLET
1936-1937	Carmen BOUTE	1975-1976	Pierre VANDERNOOT
1937-1938	Robert VANDERLINDEN	1976-1977	Jean-Louis MAZY
1938-1939	Christian LEPOIVRE	1977-1979	Denis STOKKINK
1939-1940	Pierre DELIGNE	1979-1980	Pierre SCHOEMANN
1940-1941	Louis BERTAUT	1980-1981	Marc UYTTENDAELE
1941-1944		1981-1982	Olivier BIVORT
1944-1945	Georges PAPY	1982-1983	Christine RYGAERT
1945-1946	Jean-Louis VAN NYPELSEER	1983-1985	Stefan VERSCHUERE
1946-1947	Jacques DEFAY	1985-1986	Marc DENEVE
1947-1948	Louis VANDEN DRIESSCHE	1987-1989	Régine BEAUTHIER
1949-1950	Georges JAMIN	1989-1990	Karim IBOURKI
1950-1951	Arthur WEERENS	1990-1991	Laurence DE BAUCHE
1951-1952	Pierre DELEU	1991-1992	Jean TYTGAT
1952-1956	Roger LALLEMAND	1992-1993	Renaud WITMEUR
1956-1957	Raymond DEMOUSSELLE	1993-1994	Eric MERCENIER
1957-1958	Pierre VERSTRAETEN	1994-1995	Eliot HUISMAN
1958-1959	Jean LUCKE	1995-1996	Florence DE LENTDECKER
1959-1960	Lucien PARIS	1996-1997	Jean SPINETTE
1960-1961	Claude THILLY	1997-1998	Antoine DAYEZ
1961-1962	Claude HENRY	1998-1999	Régis PANISI
1962-1963	Willy DEBUYSSCHER		
1963-1964	André DENOLIN		
1964-1966	Gaston LADRIERE		

Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire, c'est de ne plus subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques.

Jean Jaurès.

Le Libre Examen n'est pas principalement la doctrine facile d'un certain neutralisme devant les faits, mais une morale de vie, une discipline sociale, un idéal d'action, dégagés de l'observation objective.

Robert Legros.

Le Libre-Examen n'est pas neutre; il est nécessairement engagé contre toute forme d'oppression, d'injustice, d'intolérance, contre tout ce qui peut porter atteinte à la liberté et à la dignité de l'homme.

André Uyttebrouck.

Tout progrès devenu dogme est un obstacle qu'il faut renverser.

Elisée Reclus.

Les chemins de la liberté passent nécessairement par le refus de la soumission, la remise en cause de l'ordre établi et la critique du pouvoir.

Vincent de Gaulejac.

Il n'existe aucun accommodement durable entre ceux qui cherchent, pèsent, dissèquent et s'honorent d'être capables de penser demain autrement qu'aujourd'hui, et ceux qui croient ou affirment croire, et obligent sous peine de mort leurs semblables à en faire autant.

Marguerite Yourcenar.

Parce que c'est le monde entier qui doit être non seulement retourné mais de toutes parts aiguillonné dans ses conventions

Qu'il n'est pas une manette à quoi se fier une fois pour toutes

Comme pas un lieu commun dogmatique qui ne chancelle devant le doute et l'exigence ingénus.

André Breton.

Ni dogmes, ni systèmes, ces moules qui réduisent la vitalité à la mesure des exigences d'une société transitoire qui vise à être définitive: des solutions prouvées par les faits, des théories acceptées par la raison, des vérités confirmées par l'évidence, voilà ce qui constitue notre enseignement, tendant à ce que chaque cerveau soit le foyer d'une volonté et à ce que les vérités brillent par elles-mêmes, pénètrent dans tous les entendements et par leurs applications pratiques, bénéficient à l'Humanité, sans exclusions indignes ni exclusivismes répugnants.

Francisco Ferrer.

Le libre examen est un principe auquel on souscrit par un engagement et non, comme on le disait jadis, par une méthode intellectuelle d'approche des problèmes. Le libre examen ne se confond pas avec la méthode scientifique. Le libre examen doit imprégner tous les actes de notre vie. Le libre examinateur s'engage à mettre ses paroles et ses actes en accord avec ce qu'il tient pour vrai. Il s'engage donc à parler et à agir. Il ne peut se contenter, comme certains le voudraient, de rechercher sa vérité. Il doit avoir le courage de la dire, de la défendre. Il doit être dans la mêlée et non au-dessus d'elle.

Lucia de Brouckère,

Discours prononcé aux étudiants, 1979.

Contre tous ceux qui veulent imposer silence à la pensée humaine et entraver le progrès, nous, jeunes, sommes prêts à nous unir au-delà des barrières idéologiques qui peuvent nous séparer. Nous avons tous au coeur le même espoir: celui d'une vie plus large, plus riche, dans la paix et la fraternité.

Jean Burgers,

Cahiers du Libre Examen, octobre 1937.

Le libre examen, c'est la souplesse de l'esprit, pas celle de l'échine. Le véritable libre examinateur n'est pas celui qui joue gratuitement avec les idées, c'est celui qui va au bout de sa raison et de son honneur.

Jean-Louis Servais,

extrait du discours présenté

aux étudiants le 17 novembre 1994 dans le square «Groupe G».



SOMMAIRE

LIBRE EXAMEN ET ENGAGEMENT

Jean-Louis VANHERWEGHEM

..... *L'Université Libre de Bruxelles et le Libre Examen.*

Roger LALLEMAND *Le libre examen à la croisée de l'histoire.*

Claude JAVEAU *Souvenirs, souvenirs...*

Josy DUBIE *1970: le Librex entre la colombe et les brutes.*

Ludmila VONDRACEK ... *Pour une université engagée et critique.*

Marc UYTTENDAELE *Etre libre examinateur en 1980.*

Stefan VERSCHUERE *Un libre-examen désenchanté et impertinent.*

Eric MERCENIER *Nouveaux espoirs pour une fin de siècle.*

APPROCHES DU LIBRE EXAMEN

Historique du Librex par les chemins de traverse - La seconde guerre mondiale - Libre Examen et Religions - Toi aussi deviens une fois athée - Sur le rôle de la philosophie - Pour en finir avec les définitions du libre examen - De arte dubitandi - Note aux générations futures.

70 ans du Cercle du Libre Examen

Avec le soutien de la Fondation Rationaliste